

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTE DE DROIT

LES POSITIONS SOCIALES DU SYNDICALISME OUVRIER EN FRANCE

Thèse pour le Doctorat en Droit

(Sciences politiques et économiques)

présentée par Emile CAZALIS

La soutenance aura lieu le 22 Mai 1923, à 2 heures

Président : M. L. ROLLAND, Professeur.

Suffragants : { M. RIST, Professeur,
M. MESTRE, Agrégé.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49

1923

**LES POSITIONS SOCIALES
DU SYNDICALISME OUVRIER
EN FRANCE**

LES POSITIONS SOCIALES DU SYNDICALISME OUVRIER EN FRANCE

Thèse pour le Doctorat en Droit

(Sciences politiques et économiques)

présentée par Emile CAZALIS

La soutenance aura lieu le 22 Mai 1923, à 2 heures

Président : M. L. ROLLAND, Professeur.

Suffragants : { M. RIST, Professeur,
M. MESTRE, Agrégé.

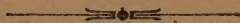
PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49

1923

Thèses de Doctorat



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

L'IMPORTANCE SOCIALE DU SYNDICALISME OUVRIER.

La mise en œuvre, pendant plus de quatre ans, du génie de destruction de l'homme a fait perdre aux institutions la belle tranquillité qui les caractérisait dans l'avant-guerre : le champ d'étude était alors une vaste plaine que ne troublait et que ne cachait aucune aspérité, et dans cette sorte d'éden paisible et fabuleux, tant il nous semble déjà lointain, les faits se déroulaient avec une alternance, une régularité presque monotone. Aujourd'hui la vaste plaine que rien ne masquait est toute ravinée, toute hérissée d'obstacles imprévus et changeants ; les faits se déroulent souvent avec une si déroutante rapidité, que, lorsqu'après les avoir analysés nous croyons les saisir, ils se sont déjà transformés. Il est vrai que cette complexité éveille chez l'observateur une curiosité d'autant plus grande qu'elle est plus grande elle-même. Il y a une sorte de griserie, de vertige, à marcher aussi vite que les faits, à les saisir, à les analyser au milieu même de leur incessante évolution.

Entre toutes les institutions, le syndicalisme est une de celle qui devait le plus revêtir, dans le chaos

de l'après-guerre, ce caractère de mouvante complexité. C'était là une première raison pour qu'il nous attirât vers lui. Mais il nous attirait encore parce qu'une de ses branches a ses racines profondes dans les aspirations confuses des masses, et qu'il était intéressant de savoir ce que la guerre avait fait de ces aspirations : nous voulons parler du syndicalisme ouvrier.

C'est à lui, en effet, que nous avons consacré l'étude qui va suivre, non pas tant parce que les autres aspects du syndicalisme, syndicalisme patronal, syndicalisme agricole, nous semblaient présenter un moindre intérêt, que parce que nous voyons en lui plus qu'en tout autre s'animer, avec toutes leurs actions et toutes leurs réactions, les instincts d'une classe encore tâtonnante à la recherche de sa voie.

Et dans cette étude même du syndicalisme ouvrier c'est le côté social qui devait nous attirer le plus passionnément, car c'est sur le terrain des faits sociaux que nous pouvions suivre l'évolution de la conscience des groupements syndicaux, évolution faite depuis 1914 de sagesse et de révolte, de triomphes et de chutes vertigineuses, bref de mille lignes brisées qui nous révèlent à un point extrême tout l'irrégulier dynamisme de ces dernières années de heurts et de soubresauts.

Ce n'est pas à dire que la limitation de notre étude aux phénomènes sociaux nous fait négliger ou tenir pour secondaire l'aspect économique du syndicalisme ouvrier : bien au contraire ; d'abord parce que la crise générale qui a été provoquée par la guerre — comme celle qui a provoqué la guerre — est aussi bien d'ordre économique que d'ordre social : il est bien certain que

le monde et surtout l'Europe ne seront pas ramenés à cet état d'équilibre dont rêva l'abstraite école anglaise, tant que, parallèlement à l'atténuation des troubles sociaux, il ne sera pas innové de méthodes de production en harmonie avec la nouvelle situation mondiale ; — ensuite parce que l'on sent tout ce qu'il y aurait d'arbitraire à séparer d'un fossé les deux aspects économique et social d'une même question ; il y a entre ces deux aspects une interdépendance profonde, si profonde parfois qu'il est difficile de saisir de façon précise où finit l'un et où commence l'autre. Souvent même les faits sociaux sont déterminés par une situation économique antérieure, et il est impossible de bien comprendre le sens des premiers, si l'on n'a pas une connaissance préalable de la seconde : le contrôle ouvrier, par exemple, en supposant qu'il soit réalisable un jour, peut amener de gros changements dans la condition sociale des salariés ; mais sa réalisation exige au moins une éducation économique et technique assez poussée de la classe ouvrière et une grande concentration industrielle, question essentiellement économique ; c'est là ce qui reste de vérité du matérialisme historique, dont on a si longtemps abusé.

On voit donc que si nous nous en tenons au côté social du syndicalisme ouvrier, ce n'est pas par méconnaissance des autres angles sous lesquels il pourrait aussi être étudié : c'est seulement parce que dans ce syndicalisme le point de vue social nous semble aujourd'hui l'emporter en intensité sur les autres points de vue, comme peut-être le point de vue économique l'emporte dans le syndicalisme patronal.

C'est qu'en effet, si d'après la loi, le syndicalisme, quelqu'il soit, doit être strictement professionnel, il n'en reste pas moins que cette idée a été beaucoup dépassée dans les faits, que les syndiqués se sont assez tôt préoccupés des questions sociales, et cela surtout dans le syndicalisme ouvrier.

« Il faut insister sur un point, nous dit Maxime Leroy et même constamment y revenir. Depuis 1884, la notion d'intérêt professionnel s'est spiritualisée; l'idée de travail a cessé d'être conçue étroitement comme un simple effort musculaire; elle s'est élevée jusqu'à l'intelligence du technicien, jusqu'aux imaginations de l'artiste et de l'inventeur. Et l'idée de l'intérêt professionnel, naguère associée uniquement à des revendications d'améliorations surtout matérielles, s'est, elle aussi, affinée jusqu'à inspirer de vastes plans de total renouvellement économique.

Aux yeux des syndiqués, est professionnel non seulement l'intérêt immédiat de salaire ou de temps de travail, mais aussi ce besoin plus éloigné que nous avons d'ordre public, d'active production, de paix internationale. » (1).

Cette évolution était d'ailleurs à peu près fatale, s'il est vrai, comme nous le disions tout à l'heure, qu'il y a une étroite interdépendance entre les questions économiques ou professionnelles et les questions sociales.

Et cette évolution nous conduira tout d'abord à étudier un problème de droit public de première importance; par le fait que le syndicalisme ouvrier est un

(1) M. Leroy. *Techniques nouvelles du syndicalisme*, p. 169.

groupement, il devait rapidement prendre une conscience de groupement ; il est facile d'en inférer que cette conscience du groupe devait parfois préjudicier — ou avoir tendance à préjudicier — à l'individu. On sait d'ailleurs que l'individualisme poussé à l'extrême par la Révolution s'efface peu à peu, aussi bien des Codes que des esprits. Il nous faudra voir la situation de l'individu par rapport au groupe, et voir jusqu'à quel point ses droits peuvent être sauvegardés, sans que soit lésé l'intérêt du groupe. Nous pensons qu'un minimum de droits doit être sauvegardé ; — non pas que nous soyions partisan, bien au contraire, d'un individualisme effréné : — ce serait à la fois une faute et un anachronisme, — mais d'abord parce que l'individu est la base du groupement, ensuite parce que la plupart des initiatives sont individuelles, et qu'une société ne peut marcher sereinement vers la paix intérieure, qu'autant que ses organismes, tout en limitant les droits de chacun à ce qui apparaît leur raisonnable exercice, respecte la dignité de l'homme.

Par le fait, ensuite, que le syndicalisme devait se préoccuper des questions sociales, il devait les considérer au point de vue d'une classe sociale déterminée et par là se trouver parfois en désaccord avec l'ensemble des classes de la nation, c'est-à-dire l'État. Nous étudierons ce conflit de droit public : et nous pensons que si les intérêts de tout groupement doivent être respectés, aucun groupement ne peut s'ériger en état insurrectionnel dans l'État, car ce serait la fin de nos sociétés qu'on a eu tant de mal à policer plus ou moins.

Puis, nous passerons à l'étude plus directe — étude

théorique et positive — du syndicalisme ouvrier. Nous verrons que ce mouvement est divisé en deux grandes branches : un syndicalisme révolutionnaire, qui, abusé par les utopies marxistes, a fait ce rêve fou de ne plus laisser pierre sur pierre de notre société, et de la remplacer par une société future, cette société sur laquelle on n'a guère de précisions, mais où l'on sait que tout sera perfection ; — un syndicalisme de collaboration de classes qui a cessé de croire aux chimères, et qui croit que l'amélioration des travailleurs viendra plutôt d'une législation sociale sagement réformatrice que d'un rêve ou d'un mirage.

Nous ferons l'histoire de ces deux mouvements, en insistant surtout sur le premier, parce qu'il est le plus ancien, le plus important, le plus fécond en enseignements de toutes sortes. Nous verrons, après avoir exposé cette chartre sur laquelle il repose — ou reposait —, quel essor la guerre et le début de l'après-guerre semblaient devoir lui donner, et par quelles fautes, quel désir d'aller trop vite, il s'est brusquement effondré, brisé en deux tronçons dont les plaies ne sont pas encore aujourd'hui pansées. Et nous verrons que l'autre branche du syndicalisme, le syndicalisme de collaboration de classes, s'est surtout développé depuis cet effondrement, comme parfois, sur des terres calcinées, s'élèvent des fleurs tranquilles.

Nous pourrions revenir alors au syndicalisme dans son ensemble : nous verrons qu'il joue un rôle non négligeable au point de vue de la politique du pays, et nous verrons en quoi il peut combattre ou servir la politique interne et la politique internationale de

ce pays. C'est surtout la question internationale qui nous intéressera : l'internationalisation de plus en plus grande de l'économie moderne devait conduire les ouvriers, — autre preuve des liens entre l'économique et le social —, à unir par delà les frontières leurs groupements nationaux. Nous verrons que ce mouvement, très vif au début de l'après guerre, a été lui aussi agité de secousses profondes et qu'il s'est même fait en lui une cassure ; nous verrons ses dangers ; mais nous verrons aussi qu'à un moment unique de l'histoire les ouvriers de tous les pays ont oublié leurs haines envers les autres classes sociales, pour jeter les bases, avec elles, d'une organisation internationale du travail.

Et alors il nous restera à conclure ; il nous restera à voir ce qu'il y a de bon et ce qu'il y a de mauvais dans le syndicalisme, et à nous demander, de façon hypothétique bien entendu, ce que sera le syndicalisme de demain.

Cette conclusion sera plutôt optimiste. C'est qu'en effet nous pensons que le syndicalisme est une grande force ; ni sa faiblesse numérique actuelle, ni les excès qui ont été commis et qui ont entraîné sa désagrégation momentanée ne sauraient nous faire changer d'idée. Nous pensons même que ces fautes pourront servir de salutaires leçons, et que, désormais, le syndicalisme saura s'engager sur la route plus belle du travail fécond. Il ne faudrait pas non plus voir une contradiction à cet optimisme dans les critiques plus ou moins violentes que nous ferons des fautes commises : c'est encore aimer quelqu'un que de lui signaler ses défauts pour essayer de l'en corriger et de le conduire vers cet état toujours meilleur que nous avons rêvé pour lui.

De plus, dans le futur, les groupements syndicaux sont appelés, croyons-nous, à modifier les rapports sociaux des peuples ; il ne faut pas aller contre l'évolution : il faut seulement en prévenir les erreurs.

Déjà une fraction du syndicalisme révolutionnaire s'engage, comme nous aurons à le voir, dans une voie constructive ; ensuite, en demandant à participer à la vie d'une nation, sans manifester à cette nation une hostilité *a priori*, le syndicalisme a, selon nous, une légitime ambition, car il contrebalancera peut-être les imperfections de nos gouvernements parlementaires.

Il faut aussi que le monde du travail ait ses droits ; en élevant peu à peu le travailleur au-dessus de ce niveau de mépris où des préjugés l'avaient longtemps maintenu, en lui faisant acquérir peu à peu, avec sa juste part de dignité d'homme, des conditions de travail « réellement humain », comme dit la Charte internationale du travail, en assouplissant peu à peu sa compréhension des hautes questions humaines, le syndicalisme poursuivra une tâche auguste. Il faut seulement, nous l'avons dit, que le groupe n'étouffe pas l'individu. A ce prix l'individu ne cessera pas d'être lui-même et, par le syndicalisme, il pourra atteindre un sens de la solidarité, auquel n'a su encore s'élever aucune de nos vieilles civilisations.

CHAPITRE PREMIER

LES CARACTÈRES DOMINANTS DU SYNDICALISME OUVRIER. LE SYNDICALISME OUVRIER DEVANT LE DROIT PUBLIC.

I

GÉNÉRALITÉS

Lorsqu'en 1791 le député de Rennes Yves le Chapelier monta à la tribune de la Constituante avec le redoutable honneur d'exposer son rapport sur le projet de loi qui devait porter son nom et qui devait rompre avec huit siècles d'ancien régime et de tradition, il tint ce langage à la jeune assemblée :

«... Il n'y a plus de corporations dans l'état, il n'y a plus que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général. Il n'est permis à personne d'inspirer aux citoyens un intérêt intermédiaire, de les séparer de la chose publique par un esprit de corporations... C'est aux conventions libres d'individu à fixer la journée ; c'est encore à l'ouvrier à maintenir la convention qu'il a faite avec celui qui l'occupe. »

Il serait assez curieux et assez plaisant de noter l'impression que produirait semblable déclaration — jadis acclamée par la Constituante — si elle était faite à nouveau, de nos jours, du haut de la tribune parlemen-

taire. Il n'est pas douteux, en tous cas, qu'elle témoignerait d'un singulier anachronisme, et qu'elle serait la preuve d'une méconnaissance profonde de la situation actuelle de droit ou de fait.

Même lorsque ces paroles furent prononcées, elles contenaient une forte part d'illusion, cette illusion de croire que par la seule vertu d'un règlement l'homme ne pourrait plus sortir désormais de ce qu'on appela le régime du tête-à-tête forcé; c'était ne pas tenir compte de ce profond instinct de sociabilité, qui, après l'instinct de la conservation dont il est le corollaire, est un des plus impérieux instincts de l'homme.

Il est vrai que condamner ces paroles en bloc, avec l'esprit critique de notre époque, serait aller contre les saines règles de la méthode historique, qui veut, pour que nous jugions tel fait ou telle institution, que nous dégagions d'abord notre esprit de l'écorce de préjugés ou de préventions qui l'entourent, que nous nous efforcions ensuite de reprendre à notre compte l'état d'âme des contemporains du fait ou de l'institution soumis à notre étude.

Or, il faut bien se rendre compte qu'en 1791 il s'agissait de faire avec le passé une irrémédiable cassure : les corporations étaient un aspect — et non le moindre — de ces institutions monarchiques considérées alors comme décrépites et déchues, et rompre avec elles était dans la logique de la tendance révolutionnaire. En 1789, la foule en délire avait pris la première Bastille et avait vu dans ce triomphe le symbole de l'écroulement d'une justice basée sur le privilège et l'arbitraire.

En 1791, « il s'était agi de prendre et de démolir une

dernière bastille, de faire aboutir définitivement la réforme tentée jadis sans succès par Turgot en 1776. » (1)

La cassure pourtant ne devait pas être complète ; son principal mérite devait être surtout d'en avoir à jamais brisé avec tout ce que les corporations de l'ancien régime avaient fini par accumuler d'odieux dans une réglementation étroite et désuète, mais les deux premiers tiers du XIX^e siècle devaient poursuivre une reconstitution latente et continue de l'association professionnelle, tant ouvrière que patronale, malgré les rigueurs spécialement attachées à la première. Et les deux législations capitales du 25 mai 1864 et du 21 mars 1884 — la première en supprimant le délit de coalition, la seconde en sanctionnant le droit d'association professionnelle, — ne firent guère que confirmer une situation de fait, confirmation qui s'imposait avec d'autant plus de force qu'elle devenait plus nécessaire dans l'intérêt même de l'économie nationale.

* * *

Dès que la législation de 1884 fut promulguée, il ne manqua pas de se produire de part et d'autre un certain nombre d'erreurs à son sujet. Du côté gouvernemental, ce fut l'erreur de Waldeck-Rousseau lui-même, principal artisan de la loi, qui, dans une circulaire qu'il envoyait aux préfets, en tant que ministre de l'Intérieur, sur les conditions d'application de la loi, parlait, avec une certaine ironie, du péril hypothétique « d'une fédé-

(1) E. Martin Saint-Léon. Syndicalisme ouvrier et synd. agricole 1920, p. 6.

ration antisociale de tous les travailleurs. » (1) Du côté ouvrier, ce fut l'erreur du premier congrès ouvrier de Lyon, en 1886, qui déclarait son hostilité pour la législation syndicale, ne voyant en elle qu'un piège tendu à la classe ouvrière, que le Gouvernement voulait ainsi arrêter dans sa marche vers l'émancipation intégrale, sous le prétexte cauteux d'une loi réformatrice. (2)

Le temps devait rectifier ces deux ordres de jugement. Et les milieux ouvriers devaient faire une large application de la loi de 1884, bien que le développement du syndicalisme ouvrier fût loin d'atteindre en France celui qu'il atteignit dans d'autres pays, l'Angleterre et l'Allemagne par exemple.

Il n'est d'ailleurs pas dans notre intention de retracer ce développement dans le temps de la loi de 1884 ; nous ne pouvons mieux faire que de renvoyer à tous les excellents ouvrages parus sur ce point, notamment à l'histoire des congrès ouvriers de M. de Seilhac. Nous voulons seulement, dans cet ouvrage, étudier l'aspect social du syndicalisme ouvrier en France dans la période toute contemporaine, c'est-à-dire surtout dans cette après-guerre, si riche en enseignements divers, et principalement en notre matière, puisqu'elle nous fournira une preuve de plus que l'insuccès d'une méthode est certain, lorsque cette méthode est trop brusquée, et qu'elle ne veut pas tenir compte des données de l'histoire. Aussi, pour notre étude, ne remonterons-nous qu'assez peu dans l'avant-guerre : car le syndicalisme ouvrier

(1) G. Sorel. *Réflexions sur la violence*, 5^e édit. 1922 p. 301^a

(2) Ce congrès se prononça contre la loi de 1884 par 74 voix contre 29.

d'avant-guerre étant tout dominé par cette charte d'Amiens de 1906 dont nous aurons à reparler, la situation de 1914 ne différait guère de celle de 1906, — tant l'avant-guerre apparaît aujourd'hui comme une chose statique ! Nous remonterons seulement à 1906 pour indiquer les bases sur lesquelles devait reposer le syndicalisme nouveau, alors affranchi des écoles politiques, et devant trouver dans son sein régénéré sa propre force de lutte et de triomphe.

* * *

Avant d'aborder l'étude directe du syndicalisme ouvrier tel qu'il se présente aujourd'hui, en 1923, sous ses deux grands aspects de syndicalisme révolutionnaire et de syndicalisme de collaboration de classes, nous croyons utile, pour mieux éclairer notre matière, de rechercher quels sont aujourd'hui les grands caractères de ce syndicalisme, en nous plaçant sur le terrain des principes du droit public, c'est-à-dire en considérant ce syndicalisme comme un des aspects des libertés individuelles en général, et de la liberté d'association en particulier. Sans doute, les caractères dominants que nous voulons décrire sont surtout spéciaux au syndicalisme révolutionnaire, alors qu'aujourd'hui, — il est bon de l'affirmer dès maintenant — cette branche est loin d'englober tout le syndicalisme. Mais le syndicalisme révolutionnaire, malgré ses schismes que nous verrons plus loin, ne reste pas moins la branche la plus importante, et, au fond, les tendances que nous voulons décrire ne sont pas complètement étrangères au syndicalisme de collaboration de classes.

II

CARACTÈRES DOMINANTS DU SYNDICALISME OUVRIER : CONCENTRATION, « TYRANNIE » SYNDICALE, ANTIDÉMOCRATISME, POUVOIR A DES MINORITÉS).

Un premier caractère du mouvement syndicaliste est sa tendance à la concentration ; nous voulons dire la tendance qu'ont les syndicats professionnels à se réunir en unions de syndicats, en vastes fédérations, et, au dessus encore, en confédérations générales. Nous verrons même plus loin, avec la question des internationales (chapitre 4), que ce mouvement de concentration et d'intégration tend à se réaliser au point de vue international. Il n'y a d'ailleurs pas là quelque chose de spécial au syndicalisme : cette loi de concentration tient beaucoup plus à notre époque même, et, une fois les réserves faites sur les exagérations marxistes soutenues à propos de cette loi (1), il est facile de voir que cette concentration se manifeste de plus en plus sur le terrain économique et financier (2).

« C'est surtout le socialisme et le syndicalisme qui expriment le plus fortement cette aspiration professionnelle ; mais s'ils lui ont donné la formule la plus

(1) Nous faisons allusion à la théorie marxiste de la concentration absolue à laquelle il faut opposer celle de la concentration relative.

(2) Voir E. Allix. Les systèmes d'organisation de la production. Cours de doctorat 1921-1922, Paris.

systématique, on doit observer que dans les faits étrangers à l'action ouvrière une même œuvre se poursuit à tendances constructives : dans les trusts, les kartells, les comptoirs de vente, les sociétés civiles et commerciales. » (1)

Il ne faudrait pas arguer contre cette idée de concentration des schismes récents qui se sont produits dans le syndicalisme ouvrier. Dès que les syndicats minoritaires de la vieille C. G. T. se sont séparés de leur confédération mère, ils ont constitué une confédération nouvelle, la C. G. T. U. (2). D'autre part, en 1918-1919 trois confédérations de syndicats de collaboration de classes se sont constituées à Paris. (3)

Ainsi donc, s'il est loin d'exister une seule confédération ouvrière, on peut toutefois affirmer qu'à peu près tous les syndicats ouvriers français adhèrent à une des cinq confédérations existantes, et répondent par là à la loi de concentration.

De cette première tendance à la concentration découle une autre tendance sur laquelle nous voudrions particulièrement insister, l'oligarchie qui règne au faite du syndicalisme ouvrier, l'antidémocratie syndical, ou ce que l'on appelle parfois en des termes plus concrets la « tyrannie » syndicale, le pouvoir à des minorités agissantes. (4)

(1) M. Leroy. Techniques nouvelles du synd., p. 3 et 4.

(2) Voir chap. 2 : historique du syndicalisme révolutionnaire.

(3) V. chapitre 3, 171 et s. Les effectifs de ces divers groupements seront indiqués dans l'étude ultérieure de chacun d'eux.

(4) Nous ne voulons étudier ici cette tyrannie que dans sa structure interne, que dans son exercice au sein même des syndicats. Nous étudierons plus loin ses manifestations externes, à propos du conflit entre le syndicalisme et l'état. V. page 41 et s.

On a souvent comparé le syndicalisme confédéral à une armée : les bourses du travail en seraient les bureaux de recrutement, les syndicats les bataillons, les grandes fédérations les corps d'armée, et le bureau confédéral l'état-major. La comparaison est assez juste, encore que nous la trouvions un peu spécieuse : en effet, le but final d'une armée est de soutenir la guerre, et faire des analogies entre l'armée et le syndicalisme est un peu admettre implicitement le caractère belliqueux, l'idée de lutte de classes du syndicalisme révolutionnaire.

Quoiqu'il en soit de cette parenthèse, il y a bien dans le mouvement syndical, une vaste hiérarchie de fait, qui, du plus petit syndicat au siège de la confédération, brise l'égalité statutaire.

Tout mouvement de concentration tend d'ailleurs à ce résultat de fait, à cette prédominance du sommet, et, sur le terrain politique comme sur le terrain économique, toute organisation centraliste implique une organisation d'en haut fortement nouée : à cet égard, le régime politique de la France en est une preuve éclatante.

Déjà Pelloutier, le généreux apôtre des bourses du travail, disait en 1895 : « la classe ouvrière ne cesse de se demander quel est le secret de la force gouvernementale, par quels artifices la classe dirigeante réussit à maintenir un édifice social étayé sur le plus instable des moyens de gouvernement, c'est-à-dire l'arbitraire. Mais comment ne voit-elle pas que tout le secret réside dans la centralisation ?... Si la centralisation est bonne pour la classe dirigeante, ne doit-elle pas l'être pour la classe ouvrière ? Et avons-nous le droit, tandis que l'état concentre ses moyens de défense, d'éparpiller les

nôtres ? Sans doute nous sommes fédéralistes ; sans doute nous ne devons cesser de revendiquer l'autonomie communale, la division des pouvoirs, la diminution de l'autorité centrale : mais ces revendications devons-nous les appliquer à nous-mêmes ? Évidemment non, sous peine d'être nos propres dupes. » (1)

Quant à la tyrannie qui découle du centralisme syndical, il nous suffira, pour en saisir quelques preuves, de puiser dans l'organisation statutaire elle-même des syndicats.

Ce sont d'abord les obligations qui pèsent sur les syndiqués eux-mêmes à propos de la tactique syndicale, ensuite les obligations des unions ou des fédérations découlant de la discipline confédérale.

Dans son livre qui, pour être un livre d'avant-guerre — c'est-à-dire quelque peu périmé — ne concrétise pas moins tout un aspect du syndicalisme, dans son excellente « Coutume ouvrière », Maxime Leroy énumère et analyse ces diverses obligations. Il serait fastidieux, dans notre étude, de les reprendre toutes ; aussi nous bornerons-nous aux plus caractéristiques.

Pour les syndiqués eux-mêmes — nous faisons particulièrement allusion ici à ce « droit prolétarien » de l'ancienne C. G. T. — c'est d'abord l'obligation de porter sur eux le livret confédéral ; c'est l'obligation de faire pointer leur carte pendant les grèves ; c'est l'obligation de boycotter les ouvriers non syndiqués, principalement en période de grève, obligation plus impé-

(1) Discours de Pelloutier au iv^e Congrès de la Fédération des bourses du travail de Nîmes, 1895. Cité par M. Leroy. La Coutume ouvrière 1913, p. 163.

rieuse, plus délicate, puisqu'elle soulève un problème de droit public sur lequel nous aurons à revenir, celui de la liberté d'association et du syndicalisme obligatoire ; c'est l'obligation de défendre le label confédéral, qui entraîne, *a contrario*, le boycottage des produits non protégés par le label (1) : et ici se trouve en jeu la question des atteintes à la liberté du commerce et de l'industrie.

Pour les syndicats, c'est l'obligation qui leur incombe d'adhérer à une fédération et à une union de syndicats (2) : cette obligation a une sanction, puisque, sauf en des cas exceptionnels et limitatifs, l'adhésion à la C. G. T. n'est possible qu'après cette double adhésion à une fédération et à une union. Voici d'ailleurs l'article 3 des statuts de la C. G. T. :

« Nul syndicat ne pourra faire partie de la C. G. T. s'il n'est fédéré nationalement et adhérent à une union départementale de syndicats divers de son département. »

C'est toujours pour les syndicats, l'obligation de participer aux congrès fédéraux et confédéraux ; l'obligation d'obéir aux décisions de ces congrès ; l'obligation, dans la C. G. T. de s'abonner au journal corporatif, « La voix du peuple. »

C'est encore, pour le syndicalisme révolutionnaire, l'obligation, sujette aujourd'hui à beaucoup de résér-

(1) « Le label est la force de consommation du prolétariat, mise au service des organisations ouvrières » Définition du congrès de la Fédération de l'alimentation de 1903.

(2) Cette obligation date du congrès national des Chambres syndicales et groupes corporatifs ouvriers tenu à Paris en 1893. M. Leroy, Coutume ouv., p. 295.

ves (1) — à la neutralité politique. Maxime Leroy l'analyse ainsi : « L'indifférence politique croissante des ouvriers apparaît comme une sorte de conspiration irraisonnée et passagère... L'histoire montre, tout au contraire, qu'elle n'est particulière à notre temps, à notre état parlementaire... Bien loin de n'être qu'accessoire et subalterne, l'indifférence politique a été érigée par la pratique syndicale en une obligation statutaire, dont la lente formation, pendant près d'un demi-siècle, semble attester l'impersonnelle nécessité. » (2)

Voilà bien des paroles d'avant-guerre ! Sans doute cette obligation à la neutralité politique était une affirmation de l'ancien syndicalisme révolutionnaire, et la charte d'Amiens de 1906 en avait été la suprême sanction, mais nous aurons à voir (3), à propos de la scission au sein de la C. G. T., que, par un de ces curieux retours de l'histoire, une partie du syndicalisme révolutionnaire semble bien être revenue à cette période du syndicalisme naissant, étroitement mêlé à la politique, dont Amiens, après Limoges et Chartres, n'avait pas encore triomphé.

Passons aux fédérations et aux unions ; il y a obligation pour elles, d'après les statuts confédéraux, d'adhérer, les premières à la section confédérale des fédérations, les secondes à la section confédérale des bourses et unions. Signalons encore l'obligation qui incombe aux Bourses du travail d'organiser des cours professionnels, des écoles syndicales. A cet égard, un rapport de la quatrième conférence des bourses en 1910 est typique : cette

(1) Voir chapitre 2.

(2) Maxime Leroy. *La Coutume ouvrière*, p. 320.

(3) Voir chapitre 2, p. 126 et s.

organisation doit réagir contre « les inutiles fadaïses » de l'enseignement primaire, qui est superficiel, « plein de verbalisme, » qui est « un néant » : il faut lui substituer un enseignement professionnel, enseignement qui doit être « réaliste. » (1)

Aux Bourses, enfin, incombe — ou incombait — l'obligation de créer un service de route ou viaticum, pour les ouvriers en quête de travail, et, parallèlement, l'obligation d'instituer un office national de placement. Ces dernières institutions, notons-le au passage, n'eurent qu'un faible résultat.

Ces diverses obligations sont relatives au syndicalisme révolutionnaire ; en fait, ce sont celles de l'ancienne C. G. T.. Mais, au sein même du syndicalisme de collaboration de classes, nous trouvons une obligation caractéristique : l'adhésion à la Confédération française des travailleurs chrétiens implique l'obligation d'adhérer, en même temps, aux déclarations de principes contenues dans l'encyclique *Rerum novarum*... du pape Léon XIII. (2).

Ces quelques exemples suffisent à montrer le caractère de hiérarchie et de discipline qui accompagne la centralisation syndicale.

Il reste à montrer comment le pouvoir qui est au sommet de cette hiérarchie est un pouvoir antidémocratique, détenu par une petite minorité de syndicalistes (3).

(1) M. Leroy. La coutume ouvrière, p. 434 à 437.

(2) V. chapitre 3, pages 171-72-73.

(3) Sans doute, dans les systèmes démocratiques eux-mêmes, on constate que le pouvoir est en fait aux mains d'une minorité, parce que l'accession au pouvoir n'est possible que pour une élite. Mais le propre de ces systèmes est que cette accession

D'abord, on peut facilement comprendre que même si les directives syndicalistes émanaient de l'unanimité des ouvriers syndiqués, elles n'émaneraient pas moins d'une minorité d'ouvriers par rapport à la masse globale des ouvriers. D'après des enquêtes auxquelles nous nous sommes livré tout récemment, il ne semble pas que le chiffre total des ouvriers syndiqués dépasse 1.250.000 (1), alors que l'effectif ouvrier total, qui était de 8 millions lors du recensement de 1911, est évalué aujourd'hui à 10 ou 11 millions (2). Ainsi les syndiqués — toutes tendances comprises — représentent au maximum un huitième de la classe ouvrière. Mais, même dans ce huitième, le pouvoir est aux mains de très peu d'individus, et, s'il fallait donner une proportion, il ne faudrait plus parler de tant pour cent, mais de tant pour mille.

reste malgré tout possible à tous, que le gouvernement de la minorité peut éventuellement se transformer en gouvernement de la majorité, par le développement du savoir et de l'intelligence.

Tandis que le syndicalisme ouvrier, et surtout le syndicalisme révolutionnaire, est partisan d'un pouvoir, à son sommet, systématiquement minoritaire et systématiquement fermé, non extensif.

(1) Nous donnerons le détail de ce chiffre global à propos de chacune des confédérations dont nous ferons l'étude dans les chap. 2 et 3.

(2) Les résultats détaillés du dernier recensement général de la France (mars 1921) ne seront pas connus avant un an et demi environ, nous a-t-on dit à l'Office général de la statistique.

Il est très difficile de savoir aujourd'hui, de façon précise, le nombre total d'ouvriers existant en France : le chiffre de 1911, disons-nous, est de 8 millions : on pourrait croire, au premier abord, que les pertes de la guerre l'ont réduit : mais, il y a eu l'apport des ouvriers alsaciens-lorrains, l'exode incessant des campagnes vers l'industrie, et une grande extension, due à la guerre, de la main-d'œuvre féminine.

Aussi aujourd'hui les personnes les plus compétentes en la matière parlent-elles de 10 à 12 millions. M. Martin-Saint-Léon, dont l'avis est très autorisé, penche pour 11 millions.

Il faut d'ailleurs bien se pénétrer de cette idée que ce fait n'est pas en contradiction avec la théorie syndicaliste : bien au contraire, et c'est ce qui nous montre l'antidémocratisme absolu du syndicalisme, la différence qui existe entre lui et des mouvements politiques comme le socialisme ou le communisme. Il s'agit là de ce que les militants du syndicalisme eux-mêmes appellent l'action des minorités conscientes et organisées. Quel est, en effet, le fond même de cette argumentation ? Celui-ci : mieux vaut pour diriger un mouvement social une poignée d'individus conscients de leur tâche, actifs, résolus qu'une masse d'individus amorphe, « moutonnaire », incapable de prendre seule des décisions précises, de réaliser une œuvre hardie et créatrice.

Convenons-en, l'argument est séduisant, et, en fait, il n'est pas si paradoxal qu'il le semble. En réalité, cette idée joue souvent sur le terrain politique, involontairement il est vrai, et le professeur Duguit, à propos justement du syndicalisme, fait remarquer que cette loi des minorités s'applique politiquement même dans des pays à suffrage universel comme la France. En effet, dit-il, sur 40 millions d'habitants 11 seulement participent à l'exercice du droit de vote : une forte majorité de la nation est donc exclue du pouvoir politique (1). Nous ajouterons même que cette minorité est plus réduite encore, si l'on considère le chiffre des abstentions aux élections politiques, chiffre qui depuis la fin de la guerre a pris dans tous les pays d'Europe d'inquiétantes proportions. Et au point de vue de l'exercice du pouvoir,

(1) Léon Duguit. Traité de droit constitutionnel 1921 Tome 1, p. 506.

la minorité représentée est plus faible encore dans les pays dont les systèmes de scrutin n'admettent pas la représentation proportionnelle.

Mais tandis que les systèmes politiques basés sur le suffrage universel déclarent reposer sur la loi des majorités, le syndicalisme, plus logique avec lui-même, déclare préférer la loi antidémocratique des minorités (1). Et pour pousser le principe dans ses dernières conséquences, la question de la représentation proportionnelle aux congrès syndicaux, qui a été fortement discutée aux congrès d'avant-guerre de Marseille (1908) et du Havre (1912) a toujours été repoussée, et est passée, aujourd'hui, au rang des questions secondaires. Voici des paroles prononcées dès le congrès de Lyon de 1901 : « Je vous dis que lorsqu'on votera sur le chiffre des syndiqués, il n'y aura plus de congrès possible. Aucun syndicat de la minorité en nombre ne se dérangera, parcequ'il saura d'avance qu'il sera écrasé par les grandes organisations » (2) ; et voici expliquée cette conception syndicaliste : « Le prolétariat a fait du métier une unité analogue à l'unité individu ou à l'unité état : voilà le sens profond de son hostilité à la représentation proportionnelle. » (3)

(1) M. Maxime Leroy a ainsi montré cette antinomie entre le syndicalisme et la démocratie. « ... Régime d'opinion, la démocratie ; groupements d'intérêts, les syndicats ; régime de discours la démocratie ; régime de production, les syndicats ; égalité chimérique à la base, démocratie ; égalité effective à la base du syndicat puisque ses membres sont tous des travailleurs sans titre de propriété ; régime de majorité, la démocratie ; régime de minorités intelligentes, le syndicalisme ; là, fétichisme de la loi, ici autonomie contractuelle ; là, dogmatisme gouvernemental, ici libre institution. » *La Coutume* ouv., p. 838.

(2) M. Leroy. *La Coutume* ouv., p. 560.

(3) M. Leroy. *La Coutume* ouv., p. 489.

D'ailleurs, lorsqu'on dit que les syndicats ne sont que des minorités où dominent des minorités, il ne faut pas concevoir cette idée de minorité au sens strict : l'influence du syndicat déborde en fait, de beaucoup sur les non-syndiqués, comme l'influence des dirigeants dépasse à son tour fortement le petit noyau d'un comité confédéral ou d'une commission exécutive ; et la plupart des publicistes ou économistes reconnaissent ce champ d'influence assez étendu.

Voici d'abord, parmi les auteurs favorables au syndicalisme, M. Leroy : « Sans vouloir diminuer l'importance des statistiques, il est incontestable que le nombre des syndiqués et des syndicats ne fournit qu'une indication assez secondaire sur les forces ouvrières organisées ; il y a longtemps que l'on a remarqué que l'influence des syndicats dépasse de beaucoup le nombre de leurs cotisants. Aux moments troublés, en temps de grève, les ouvriers vont aux syndicats qui prennent alors, élite peu nombreuse par rapport à ces nouveaux venus, hôtes de quelques jours et de quelques mois, la direction de la lutte : c'est par eux qu'est cristallisée la masse amorphe des salariés. » (1)

A l'opposé, nous lisons sous la plume de M. Truchy, peu suspect de partialité en faveur du syndicalisme révolutionnaire : « ... Jusqu'à présent, bien qu'il y eût des pays où la proportion des syndiqués était plus forte qu'en France, en général les syndicats n'englobent pas la majorité de la population salariée, sinon dans quelques groupes professionnels et quelques pays seulement. Le fait habituel a été jusqu'ici que les syndiqués sont

(1) M. Leroy. *La Coutume ouvrière*, p. 33.

une minorité, même dans les pays fortement industrialisés. Mais il ne faut pas mesurer le prestige des syndicats et leur influence sur la population ouvrière à leur importance numérique ... Une minorité active et audacieuse est une force bien plus grande qu'une majorité moutonnaire. » (1)

Pour les théoriciens du syndicalisme, la réalisation de cette idée, pouvoir à une minorité, est considérée comme une nécessité : elle seule peut faire triompher les principes du syndicalisme révolutionnaire que nous étudierons plus loin (2). Seule une minorité hardie, pour M. Georges Sorel, saura exercer la violence dans un but de régénérescence morale ; et Hubert Lagardelle a des conclusions analogues, à propos de l'action directe : « L'action directe s'oppose à l'action indirecte et légale de la démocratie, du Parlement et des partis, comme aux yeux du socialisme l'économie s'oppose à la politique ; elle signifie qu'au lieu de déléguer à d'autres, selon le procédé démocratique, le soin d'agir en ses lieux et places, la classe ouvrière entend agir elle-même, pour elle-même. Et par là l'action directe suppose l'intervention efficace des minorités hardies. » (3).

Et voici des déclarations de M. Mermeix, qu'il s'agisse de déclarations personnelles, ou de déclarations interprétatives de la doctrine syndicaliste : « Si on devait tenir compte de la majorité dans le syndicalisme, on devrait ne rien faire du tout, car le nombre des non-syndiqués est presque toujours huit ou dix fois plus consi-

(1) H. Truchy. Économie politique. Tome II, 1921, p. 325.

(2) V. chapitre 2, p. 57 et s.

(3) H. Lagardelle. Le socialisme ouvrier, 1911, p. 370.

dérable que celui des syndiqués, et on peut interpréter cette abstention de l'action syndicale comme une désapprobation de cette action. Mais il serait souverainement injuste de demander aux meilleurs, qui sont naturellement les révoltés, de se résigner éternellement à subir l'oppression, parce que la majorité n'a pas le courage de secouer le joug. Les conscients, les militants, ceux qu'anime l'esprit de révolte, ont donc le droit, et seuls ils ont le droit, de parler au nom de la classe ouvrière. Par conséquent, si peu nombreux que soit un syndicat, il est qualifié pour parler, négocier, agir au nom de tous les compagnons. » (1) Ainsi, c'est au nom de tous et pour tous que combat le syndicat; et même lorsque l'ouvrier est violenté par une minorité, il l'est pour son bien. Par la tyrannie syndicale, « les théoriciens et praticiens du droit provisoire des minorités agissantes, cherchent à contraindre les travailleurs inorganisés, inconscients, à la conscience du même intérêt, à l'observation des mêmes règles, au respect d'une unique discipline prolétarienne. » (2)

On voit aussi l'existence d'une oligarchie antidémocratique et tyranique au sommet du syndicalisme. Sans doute M. Maxime Leroy va nous morigéner : « On a tort, dit-il, d'employer dans les différents cas où la question d'une minorité se pose des termes (tyrannie, oppression) qui leur donnent une gravité qu'ils n'ont pas. » (3)

Et il cite à cet égard les déclarations du congressiste

(1) Mermeix. Le syndicalisme contre le socialisme, 1908, p. 165.

(2) M. Leroy. La Coutume ouvrière, p. 869

(3) M. Leroy. La Coutume ouvrière, p. 570-71.

Boudet, après le congrès confédéral de Toulouse, en 1910 : « ... J'avais toujours entendu parler de l'intransigeance des majoritaires des congrès confédéraux et je me suis aperçu que les minoritaires n'étaient pas étouffés, et qu'ils ont pu soutenir leur thèse. » (1)

Nous ne ferons ni à M. Maxime Leroy ni au congressiste Boudet l'injurieux reproche de n'avoir pas su prévoir l'avenir : mais comme nous le verrons plus loin, l'après-guerre a montré suffisamment que la tyrannie dont nous parlons a été réelle dans le syndicalisme révolutionnaire, que les minorités se sont plaintes — à tort ou à raison — d'avoir été étouffées. Et les multiples crises d'autorité qui, en secouant la C. G. T. de 1920 à 1922, ont empêché cette tyrannie de jouer, ne sont que d'involontaires exceptions, confirmatrices du principe général. (2)

* * *

Ayant décrit rapidement ces caractères du syndicalisme que nous trouvions prédominants, nous voulons maintenant étudier leur manifestation sur le terrain du droit public : et, à ce propos, nous voulons indiquer à larges traits ce que nous considérons comme un double conflit entre les principes du droit public, et ceux du syndicalisme, surtout révolutionnaire.

(1) M. Leroy. La Coutume ouvrière, p. 570.

(2) V. chap. 2 p. 102 et s.

III

MANIFESTATION DE CES CARACTÈRES SUR LE TERRAIN DU DROIT PUBLIC. LE DOUBLE CON- FLIT ENTRE LE SYNDICALISME ET LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE D'ASSOCIATION D'UNE PART, ET ENTRE LE SYNDICALISME ET L'ÉTAT, D'AUTRE PART.

Nous pensons en effet que dès que les caractères dominants du syndicalisme entrent, avec toute leur rigueur, sur le terrain des faits positifs, il ont en même temps au moins tendance à entrer en conflit avec les principes directeurs du droit public : et cela de deux manières, à un point de vue particulier, et à un point de vue général.

D'abord, l'idée de hiérarchie, de tyrannie syndicale — qui, principalement par le boycottage des non-syndiqués, et des syndiqués sortis du syndicat, tend, volontairement ou non, vers le syndicalisme obligatoire, — se trouve en conflit avec le principe de la liberté d'association, d'après lequel le droit de libre entrée et de libre sortie d'un groupement doit être absolu. C'est là le côté particulier, individuel. Ensuite, par le fait même que les groupements syndicaux aspirent aujourd'hui à jouer un rôle important dans la vie économique et sociale du pays, le syndicalisme, expression d'une conscience de classe, peut, à un moment donné, entrer en conflit avec les aspirations des autres classes de la nation ; et dans la forme aiguë de ce conflit, le syndicalisme aura tendance à s'ériger en Etat dans l'Etat. C'est là le côté gé-

néral, le côté le plus particulièrement politique et social. Entendons-nous bien : nous n'étudions pas ces deux germes de conflit que le syndicalisme porte en lui comme des faits légaux, admis, même implicitement, par la loi du 21 mars 1884, uniquement consacrée à « l'étude et (à) la défense d'intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles » (1); jamais le législateur n'a songé que cette loi de pure défense professionnelle pourrait un jour entrer sur le terrain du droit public, et y faire pénétrer deux idées contraires à ce droit. Mais ce n'est pas le côté le moins intéressant et le moins curieux du droit en général que ces conséquences qui résultent parfois d'une législation limitative, et auxquelles personne n'avait songé avant qu'elles n'apparussent. Or, les deux idées de conflit que nous signalons existent aujourd'hui : elles ont même pris vie, en ce sens qu'elles se sont incorporées aux faits, se sont manifestées; les méconnaître serait donc une erreur grave, puisque ce serait ne pas tenir compte d'un des aspects les plus importants de la question sociale actuelle.

1 — LE CONFLIT ENTRE LE SYNDICALISME ET LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE D'ASSOCIATION.

C'est ici que nous sommes le plus loin de la vieille idée de la révolution : l'individu fin dernière, la société n'étant que le « développement de l'individu. » (2)

Et pour confirmer ce que nous disions plus haut de

(1) Loi du 21 mars 1884. Article 3.

(2) Paul-Boncour. Le fédéralisme économique, 2^e édition 1901, p. 40.

la tendance nouvelle du syndicalisme, voici des lignes écrites dès 1901 qui n'ont rien perdu de leur vérité :

« Actuellement, dira-t-on, il ne s'agit que de groupements professionnels libres, que de groupements qui consacrent les deux principes de la liberté du travail et de la liberté d'association : il ne peut donc être question que de rapports déjà vus, que de rapports du groupe avec les individus qui en font volontairement partie, en un mot que de rapports essentiellement contractuels.

Et ce raisonnement semblerait rigoureusement logique. Par malheur, les faits lui donnent un éclatant démenti ! Avant même de pénétrer dans leur détail, l'observateur le plus superficiel peut caractériser les tendances des groupements professionnels. Personne n'ignore la tendance de nos syndicats à se rendre obligatoires et c'est une des questions les plus graves du moment présent que celle de savoir s'il y a là une tendance actuelle, intermittente et passagère, ou si, au contraire, elle est inhérente à la nature même des syndicats professionnels et la manifestation nécessaire de leur fonction sociale. » (1)

Après avoir nettement posé la question du groupement obligatoire, M. Paul-Boncour l'étudie dans l'histoire ; et il en vient à cette idée des rapports de souveraineté entre les groupements professionnels et l'individu : « ... Partout et toujours nous avons constaté que les rapports des groupements professionnels avec l'individu tendent à passer du droit privé dans le droit public, à devenir des rapports de souveraineté, si l'on veut

(1) Paul-Boncour, op. cit., p. 125.

prendre ces mots dans le sens large dont nous nous sommes convenus. Et dans ce sens nous pouvons dire alors que le groupement professionnel tend vers la souveraineté, souveraineté du travail, souveraineté partielle qui se borne à gouverner l'activité professionnelle et économique de l'individu, en un mot souveraineté économique.

... C'est que les institutions ont leur logique comme les idées, et, comme on l'a dit, c'est peut-être la plus impérieuse de toutes. Les tendances à la souveraineté économique sont dans la logique du groupement professionnel, et une analyse juridique du droit d'association aurait pu nous amener à la même constatation » (1)

Ainsi, en même temps qu'une tyrannie syndicale directement exercée sur les syndiqués rend plus difficile en fait, par la crainte des mises à l'index, la sortie du syndicat, il se dessine un courant très net en faveur du syndicalisme obligatoire : or, en s'imposant à tous les ouvriers d'une profession déterminée, le syndicat professionnel porterait ainsi le coup de grâce à la liberté individuelle d'association.

Il nous sera facile de fournir quelques exemples de l'emprise actuelle du syndicalisme sur l'individu.

Nous n'insisterons pas sur les cas où les chefs syndicalistes font sur les syndiqués une pression directe, en cas de grève, notamment ; nous voulons seulement parler de cette emprise au sein même des idées.

C'est d'abord l'ambition du syndicalisme à avoir une compétence souveraine en matière de travail, au détri-

(1) P. Boncour op. cit. p. 172.

ment de l'état : ce n'est pas ici le lieu d'étudier les conséquences de cette idée (1), mais il n'est pas douteux qu'avec sa réalisation les non-syndiqués se trouveraient devant une nécessité de fait d'adhérer au syndicat pour bénéficier de ses avantages, encore que cette adhésion ne fût pas obligatoire. C'est ensuite, à propos de la représentation syndicale, tant au point de vue délibératif comme dans une chambre professionnelle, qu'au point de vue plus purement consultatif, comme dans le Conseil supérieur du travail (2), la prétention syndicale à ne faire choisir les délégués qu'au sein même des syndicats : par là, tout élément non syndiqué perdrait son droit de représentation.

Enfin, par voie de conséquence assez inattendue, la souveraineté syndicale tend à se traduire dans les faits par l'extension et l'application d'une institution heureuse en soi, nous voulons dire les conventions collectives. On sait qu'il s'agit là de contrats passés entre un employeur et un ou plusieurs employés, pour régler les conditions applicables aux contrats de travail individuels ou d'équipe à venir. En fait, du côté des employés la convention sera toujours passée par un groupe d'employés ayant des intérêts professionnels communs, par un syndicat. On sait aussi que ces conventions peuvent avoir un champ d'application territorial assez étendu. Mais il y a mieux : toutes les fois qu'un employé viendra s'embaucher chez un employeur, si ce dernier, pour la profession dont relève l'ouvrier, a déjà passé une

(1) V. les développements à ce sujet dans P. Boncour, *op. cit.* p. 413 et s.

(2) V. chapitre 4, page 189 et s.

convention collective, il en imposera probablement les conditions à l'ouvrier, fût-il non syndiqué : par là, l'ouvrier se trouvera en face d'un de ces contrats dits « contrats d'adhésion » qu'il faut accepter ou refuser en bloc car il ne pourra pas plus discuter les termes de la convention collective qu'il ne pourrait discuter un règlement d'atelier : avec cette différence que le règlement d'atelier est fixé par le seul patron, tandis que dans la convention collective le syndicat ouvrier a pu faire introduire tout ou partie de ses propres conditions. Et ainsi l'ouvrier à propos duquel nous raisonnons devra, s'il veut être embauché, se soumettre à une convention en partie édictée par un syndicat auquel il n'appartient peut-être pas. Or, les conventions collectives sont aujourd'hui parfaitement légales : la loi du 25 mars 1919 a sanctionné cette institution depuis longtemps utilisée et tolérée.

On voit, par ces exemples déduits des idées ou des faits, que cette tendance à l'emprise du syndicat sur l'individu n'est pas une vaine pensée. Il est vrai que pour certains publicistes, comme pour les chefs syndicalistes, cela va sans dire, cette emprise ne doit pas être alarmante, bien au contraire ; elle serait en quelque sorte à la base d'une transformation nouvelle et heureuse de la société. « Cet homme (de 1789) libéré des servitudes régaliennes, le syndicalisme prétend l'affranchir de la servitude maintenue dans la cité, de sa dépendance économique, c'est-à-dire, en fait, veut l'associer à la production. « Il n'y a de liberté, dit-il, qu'entre égaux ; il faut donc que tous les individus soient promus producteurs égaux, citoyens dans l'usine. » Et ainsi

l'individualisme en apparence menacé par le syndicat reste son objet final. » (1) Et Maxime Leroy dit encore : « En jugeant les actes des syndiqués au nom des droits de la liberté individuelle, on leur applique une notion qui leur est psychologiquement et organiquement étrangère ; et par là même on entretient le malentendu entre les syndiqués et les services officiels préposés à l'ordre et au profit. C'est au nom d'une nouvelle conception qu'il faudrait juger ces actes, celle de la solidarité professionnelle. Conception d'ailleurs difficile à analyser, à définir et plus encore à appliquer. » (2) Le professeur Duguit a des idées analogues : « Le syndicalisme, c'est l'organisation de cette masse amorphe d'individus ; c'est la constitution dans la société de groupes forts et cohérents à structure juridique définie, et composés d'hommes déjà unis par la communauté de besogne sociale et d'intérêts professionnels. Qu'on ne dise pas que c'est l'absorption, l'anéantissement de l'individu par le groupe syndical. Non point. L'homme est un animal social, il y a longtemps qu'on l'a dit. » (3), et M. Duguit pense même que « ce grand mouvement d'intégration qu'est le syndicalisme s'étend à toutes les classes. Il n'est qu'à son aurore. Il remplira tout notre siècle : il en sera certainement la marque caractéristique. Son action pacificatrice est certaine, et aussi la protection efficace qu'il assurera aux individus contre l'arbitraire des gouvernants. » (4)

(1) M. Leroy. Les techniques nouvelles du syndicalisme, p. 182.

(2) M. Leroy. Les techniques nouvelles du syndicalisme, p. 181.

(3) L. Duguit. Le droit social, le droit individuel et les transformations de l'état, 1908, p. 121-22.

(4) L. Duguit. Le droit social, le droit individuel et les transformations de l'état, 1908, p. 122.

Par contre, d'autres publicistes, tels que M. Edmond Villey, après avoir reconnu que « dans tout le monde du travail le contrat individuel tend à être remplacé par le contrat collectif. » (1), déclarent : « Le syndicat est l'exercice même de la liberté individuelle. Il ne peut se développer normalement qu'en respectant la liberté individuelle qui est son principe et, s'il reste dans ces limites, son succès est assuré. Mais s'il renie son propre principe, en détruisant la liberté, il pourra produire des commotions sociales dont il est impossible de prévoir l'étendue et la gravité. Finalement il périra dans une réaction violente. » (2). Or, à la question : qu'est-ce que le syndicalisme nouveau ? M. Villey répond : « C'est l'absolutisme non déguisé. C'est une nouvelle aristocratie qui s'érige elle-même en gouvernement et impose ses volontés au *profanum vulgus*. » (3)

Nous croyons, malgré tout, cette dénonciation d'absolutisme exagérée ; d'autre part, il n'est pas douteux que l'homme est un animal social : Robinson Crusoë a été fait tout exprès pour confirmer la règle. Cependant, nous persistons à croire qu'il y a bien vraiment dans le syndicalisme révolutionnaire une certaine part d'absorption de l'individu par le groupe. Sans doute, jugeons nous mal si, désormais, toutes les activités doivent passer aux mains de groupements où ne seront en jeu que des initiatives et des intérêts collectifs : c'est peut-être là, en effet, la formule de l'avenir. Le passage d'une ins-

(1) Ed. Villey. Les nouvelles forces sociales : le syndicalisme. Revue d'économie politique, 1907. Tome 21, p. 721.

(2) Ed. Villey, p. 725.

(3) — p. 727.

titution à une autre suppose une période de transition plus ou moins heurtée : peut-être sommes-nous dans cette période. Pourtant nous pensons que, quelle que soit la société future, il faudra, sous peine de grossière erreur, laisser place, au sein des groupements les plus centralistes, aux facultés individuelles, seules créatrices d'activité. Nous n'avons pas à étudier ici les remèdes à cette situation de fait : oppression plus ou moins réelle d'un individu par le groupe. Pourtant, nous croyons, avec M. F. Larnaude, que ce remède pourrait tenir tout entier dans l'application de ce principe : considérer toujours le groupement comme un moyen, dont l'individu serait la fin. (1) Pour certains, ce sera là peut-être un principe suranné ; il nous semble pourtant qu'il porte en lui une grande souplesse, celle de pouvoir se modifier sans cesse dans le sens de l'évolution, tout en gardant la même fin. Et ici nous sommes pleinement d'accord avec M. Villey : « ... Cherchez quels sont les peuples qui ont le plus d'initiative et le plus d'énergie, qui se développent le plus au dedans et au dehors, et qui marchent en tête des nations civilisées : vous reconnaîtrez tous ceux chez lesquels la libre initiative et la liberté individuelle sont le mieux sauvegardées. » (2)

2. — LE CONFLIT ENTRE LE SYNDICALISME ET L'ÉTAT.

Nous sommes ici aussi loin de l'esprit de la loi de 1884 que nous étions loin, tout à l'heure, de l'esprit révolution-

(1) F. Larnaude. Les libertés individuelles. Cours de doctorat. Paris, 1921-1922.

(2) Ed. Villey, art. cit. p. 735.

naire de 1791. On se souvient de la phrase de Waldeck-Rousseau que nous avons citée plus haut (1). Et pourtant le conflit entre le syndicalisme et l'état est, au moins à l'état latent, une œuvre de chaque jour. Tous les publicistes, tous les théoriciens remarquent cette tendance, les uns pour blâmer, les autres pour approuver. Nous signalerons l'opinion de quelques-uns de ces publicistes ; mais auparavant, indépendamment de toute étude théorique, nous voudrions rechercher nous-même parmi les faits ceux qui permettent de conclure à cette opposition entre le syndicalisme et l'état.

Tout d'abord, en prenant l'exemple extrême, c'est l'attitude d'antimilitarisme et d'antipatriotisme du syndicalisme révolutionnaire. Il n'est pas douteux que si les syndicats font de la propagande contre le recrutement de l'armée et décrètent la grève générale au cas de conflit armé, ils se dressent contre l'état, quelle que soit la nature du conflit, et par là entravent l'essor économique et industriel du pays (2). Mais c'est là, nous l'avons dit, un exemple extrême, et, dans la réalité des choses, de pareilles menaces que devaient mettre à exécution en 1914 la C.G.T. en France et le secrétariat international de Berlin dans le monde, se sont effondrées sous un souffle d'enthousiasme, bien tombé depuis, il est vrai.

(1) V. sup. page 15.

(2) Qu'on ne voie pas là de notre part une légitimation des conflits armés, surtout offensifs. Bien au contraire. Au cas de guerre de conquête, par exemple, nous approuverions parfaitement une grève générale des ouvriers syndiqués. Ici nous ne faisons pas autre chose que signaler un fait en soi : un conflit entre le syndicalisme et l'état.

Sur un terrain moins combatif, on peut voir encore une opposition à l'état dans les prétentions des syndicats à acquérir une compétence obligatoire sur les questions relatives au travail, et à avoir un rôle prépondérant dans la réorganisation économique qui s'impose aujourd'hui. Dans ces deux cas, le rôle de l'état actuel, de l'état politique, serait réduit à un simple rôle de surveillance, la véritable activité, l'activité créatrice devant passer à l'état professionnel.

Nous ne recherchons pas en ce moment la valeur de ces idées — au fond, nous pensons qu'elles renferment une légitime part d'ambition —, nous les comparons seulement à la conception actuelle, fausse ou non, de l'état politique (1). Si le syndicalisme, sans le secours

(1) C'est une tendance du syndicalisme ouvrier — et surtout du syndicalisme révolutionnaire — intéressante à signaler, que sa tendance à subordonner le politique à l'économique. Pour une certaine fraction, tout au moins, du syndicalisme ouvrier, le pouvoir politique est une force dissolvante qu'il faut de plus en plus réduire et rendre secondaire.

Il y a là une exagération. Il serait trop long d'entrer ici dans les détails, mais nous pouvons dire, qu'à notre avis, il n'y a pas que de mauvaises choses dans le pouvoir politique. Il est bon qu'il subsiste pour l'étude de certaines questions : questions d'intérêt national, questions entraînant des responsabilités d'ordre politique (organisation administrative, affaires extérieures, etc.). Nous croyons que la solution la meilleure est non pas de subordonner l'une des deux forces à l'autre, mais, au contraire, de faire d'elles deux forces en harmonie et complémentaires. C'est pourquoi nous dirons, dans notre chapitre 4 et dans notre conclusion, le bien que nous pensons de la représentation professionnelle, à côté de la représentation politique, et en harmonie avec elle.

Disons tout de suite, d'ailleurs, que le syndicalisme de collaboration de classes (v. précisions au chap. 3) ne demande pas cette réduction du politique à son profit, mais veut au contraire lui laisser tout ce qui doit relever normalement de lui. Quant à la tendance extrémiste du syndicalisme révolutionnaire (C. G. T. U.), sa tactique est de s'allier momentanément aux partis politiques avancés, lesquels ne seront réduits au profit du syndicalisme et des forces économiques qu'après le triomphe de la révolution prolétarienne.

d'une législation, en vient lui-même à prononcer sa compétence au détriment de l'état dans les questions ouvrières ou économiques, il n'est pas douteux qu'il se dresse contre l'état.

Or, c'est précisément le cas du Conseil économique du travail (C.E.T.) dont la C.G.T., alors dans toute sa force, fit jeter les bases au congrès de Lyon en 1919, après avoir fait déclarer l'impuissance du gouvernement français devant la situation d'après-guerre (1). Nous aurons l'occasion de revenir sur ce C.E.T. qui d'ailleurs n'a pas donné de grands résultats dans la pratique (2). Reproduisons seulement ici l'appréciation de M. Maxime Leroy : « Par le C.E.T., la C.G.T. se présente en gérante de l'intérêt commun. Osons même dire qu'elle s'érige en état, pour employer le mot de droit public qui seul peut nommer une aussi immense ambition. Chaque section a, dans la nation, autant de succursales décentralisées, de préfectures qu'il y a de fédérations professionnelles et d'unions de syndicats, autant d'administrés qu'il y a de confédérés.

C'est bien un gouvernement qu'il s'agit de créer : du moins est-ce l'ambition de ses fondateurs, avouée dans leur programme » (3).

Et puisque nous sommes entrés sur le domaine des auteurs, écoutons certaines opinions touchant directement notre matière.

(1) Bien entendu, nous n'allons pas dénoncer ce C. E. T. comme une atteinte, par exemple, à la sûreté intérieure de l'état ; au fond, l'idée qui est à sa base est une idée constructive, bonne en soi. Mais ce C. E. T. n'est pas moins, en tant que fait, un des aspects du conflit entre le syndicalisme et l'état.

(2) Voir plus loin, page 97.

(3) M. Leroy. *Tech. nouvelles du synd.*, p. 117-118. V. ce programme infra p. 97. et s.

Dès 1892, après des troubles à Fourmies, au sujet de la journée de 8 heures, M. Clémenceau s'écria, du haut de la tribune de la Chambre : « Il faut avoir le courage de le dire, et dans la forme même adoptée par les promoteurs du mouvement, c'est le quatrième état qui se lève et qui arrive à la conquête du pouvoir » (1).

En 1896, au congrès international socialiste de Londres, Jules Guesde — vers les idées duquel il semble bien, par un autre retour des choses, que toute une fraction du syndicalisme extrémiste soit revenue — disait : « La classe ouvrière ne peut se désintéresser du gouvernement, c'est au cœur qu'il faut frapper... Ce n'est pas de l'action corporative qu'il faut attendre la prise de possession des grands moyens de production. Il faut d'abord prendre le gouvernement qui monte la garde autour de la classe capitaliste. Ailleurs, il n'y a que mystification ; il y a plus, il y a trahison... » (2).

Voici une déclaration très nette d'H. Lagardelle :

«.... La lutte de classes est une lutte politique en ce sens qu'elle a pour but de modifier l'ensemble des rapports sociaux et des institutions correspondantes. Le prolétariat révolutionnaire ne combat pas seulement pour des intérêts économiques immédiats, mais pour l'intérêt général de la classe ouvrière. Il a pour mission de réduire, au profit du monde ouvrier, la zone d'influence de l'état et les attributions de ses organes parasites. Il y a entre ces deux pouvoirs, le pouvoir traditionnel et le pouvoir nouveau, une rivalité irréduc-

(1) M. Leroy. *La coutume ouvrière*, p. 246.

(2) Cité dans L. Jouhaux. *Syndicalisme et C. G. T.*, 1920, p. 82.

tible pour la conquête des fonctions. Le mouvement ouvrier n'a de sens que dans la mesure où il développe ses institutions propres, aux dépens des institutions capitalistes. Il devient une force de plus en plus indépendante, ne comptant que sur elle-même et constituant réellement un état dans l'état » (1).

Le professeur Duguit n'admet pas cette force brutale. Mais, en plusieurs de ses écrits, — et il ne semble pas avoir varié sur ce point depuis 1908 —, il affirme que le syndicalisme est une force d'intégration de plus en plus grande, en présence d'un état de plus en plus ébranlé.

« Je repousse énergiquement la plupart des doctrines du syndicalisme révolutionnaire ; mais je souscris cependant à ce que dit M. Ed. Berth, un des plus distingués représentants de cette école.... : « En France, la notion d'état a subi dans la conscience ouvrière le déclin formidable que l'on sait... Il s'est produit cette chose énorme, cet événement de portée incalculable, la mort de cet être fantastique, prodigieux, qui a tenu dans l'histoire une place si colossale.... l'état est mort ».

Oui, l'état est mort ; ou plutôt est en train de mourir la forme romaine, régaliennne, jacobine, napoléonienne, collectiviste, qui, sous ses divers aspects, n'est qu'une seule et même forme de l'état. Mais en même temps se constitue une autre forme d'état plus large, plus souple, plus protectrice, plus humaine, dont il me restera à déterminer les éléments.

Ils sont au nombre de deux : le droit objectif et la décentralisation ou le fédéralisme syndicaliste » (2).

(1) H. Lagardelle, op. cit., p. 304.

(2) L. Duguit. Droit social, p. 38.

Et M. Duguît estime que c'est là un bien : d'abord parce que ce sont les prodromes d'un vaste mouvement d'organisation des classes sociales, de ce vaste fédéralisme syndicaliste, dont il parle. « Les différentes classes sociales... se donnent par le syndicalisme une structure juridique définie; elles tendent même à acquérir la direction de la besogne sociale qui en fait leur incombe; elles viennent limiter l'action du gouvernement central, devant le réduire, dans un avenir peut-être prochain, à un simple rôle de contrôle et de surveillance. Ainsi, j'en ai la conviction, le mouvement syndicaliste, après une période plus ou moins longue de troubles et peut-être de violences pourra donner à la société politique et économique de demain une cohésion et une intégration que n'a point connues depuis des siècles notre société française » (1).

Cette transformation aura un autre heureux effet : car, si la révolution a bien libéré l'individu d'un lourd passé de contrainte, elle a mis en face de lui un état de plus en plus omnipotent, et l'harmonie a été brisée. Le syndicalisme, groupement de classe, rétablira l'équilibre rompu, en mettant entre l'état et l'individu ce groupement ou représentation des individus.

Ces idées de M. Duguît ne laissent pas d'être très intéressantes. Après les avoir exprimées une première fois en 1908, dans une série de conférences au Collège libre des Sciences sociales (2), M. Duguît les a renouvelées

(1) L. Duguît, Droit social 104-105.

(2) Le livre déjà cité « Le droit social, le droit individuel et les transformations de l'état » n'est autre que la reproduction de ces conférences.

dans son traité de droit constitutionnel de 1921 (1), bien qu'il ait été accusé par M. Esmein de donner « une adhésion éclatante aux doctrines syndicalistes » (2), et par M. Ferneuil de « voguer à pleines voiles vers le collectivisme » (3). Il prévoyait du reste ces critiques, puisqu'il disait en 1908 : « Naturellement les tenants de la souveraineté nationale et de la loi du nombre..... repoussent énergiquement cette réforme... Mais les faits seront plus forts que les hommes » (4).

En particulier nous trouvons beaucoup de justesse dans cette idée de M. Duguit d'une organisation des classes en tant qu'organisation de la défense de l'individu contre un état trop fort : car cette idée revient à celle que nous soutenions plus haut, faire du groupe un moyen avec l'individu pour fin.

Maxime Leroy pense aussi qu'il est bon qu'une force syndicale soit *légalement* érigée dans l'état : « Tout le pouvoir n'est plus dans le gouvernement ; il est aussi dans les groupements professionnels qui, ne se contentant pas de défendre des intérêts de salaire ou de temps de travail, ont l'ambition de régler les intérêts spirituels et matériels, la discipline corporative et civique, les droits collectifs du métier qu'ils représentent, de déterminer en somme sa place dans la société, par delà les intérêts individuels de leurs membres.

Le groupe est juge, administrateur, législateur.

Il y a plus encore : les groupements, en se fédérant,

(1) L. Duguit. Traité de droit constitutionnel 1921. T. 1 p. 438 et s. — 507 et s.

(2) Esmein. Traité de droit constitutionnel 1909 et 1914.

(3) Ferneuil. Revue politique et parlementaire, 1908. T. 57. p. 51 et s.

(4) L. Duguit. Droit social, p. 126-7.

ont pris de ces droits collectifs un sens de plus en plus moral ou spirituel pour les élever à une notion supérieure qui est, qui ne peut-être que celle de l'état lui-même, tant elle est vidée de ses particularités corporatives, de ses derniers reliquats individuels. Et lorsqu'il s'agit non plus de l'action d'une fédération, mais de l'action d'une confédération, d'une union de fédération, cette notion est encore plus affinée, et elle se confond plus encore que la fédérative avec celle de l'intérêt général dont l'état traditionnel se trouve par là plus ou moins partiellement dépossédé » (1).

Waldeck-Rousseau lui-même, l'instigateur de la loi de 1884, qui ne prévoyait pas alors tout son développement dans l'ordre social, écrivit dans la préface du « Fédéralisme économique » de M. Paul-Boncour à propos des tendances nouvelles du syndicalisme :

«..... Le sort de toutes les institutions publiques ou privées échappe aux règles absolues, aux prévisions d'une logique qui fait abstraction du jeu des intérêts et de la réaction du fait sur les calculs en apparence les mieux fondés ; il dépend du concours que l'œuvre apporte à l'intérêt public. L'expérience impose à toutes les conceptions son contrôle décisif, les transforme, les anéantit ou les vivifie, suivant qu'elles répondent ou non à des lois aussi fatales et aussi inéluctables que les lois physiques elles-mêmes. Aussi, quand il s'agit de créer, convient-il surtout de rechercher si l'entreprise est conforme aux principes de justice, et, dans ce cas on ne doit pas redouter qu'elle tourne au détriment du

(1) M. Leroy. Tech. nouv. du synd. p. 12 et 13.

bon ordre dans la société. Conclure autrement, ce serait conclure contre la société elle-même » (1).

Par contre, M. Villey déclare : « ... La vérité est que le syndicalisme crée un état dans l'état, et constitue pour l'ordre social un danger permanent. La Révolution a aboli les corporations : était-ce pour aboutir au bout d'un siècle à une C.G.T. autrement oppressive ? » (2) Et M. Turgeon écrit : « De tous les adversaires de l'étatisme, le syndicalisme est le plus redoutable, parce qu'il s'efforce d'unir et de soulever contre l'état toutes les puissances du prolétariat. » (3)

D'autre part, passant aux extrêmes, aux théoriciens du syndicalisme révolutionnaire, nous trouvons chez M. Lagardelle, après l'affirmation de la nécessité de la lutte des classes, cette déclaration : «... De même que le syndicat a pour effet d'enlever au patron ses fonctions dans l'intérieur de l'atelier, il a pour but d'arracher à l'état ses fonctions dans l'intérieur de la société. Il tend à lui dérober toutes les attributions qu'il a abusivement monopolisées, et qui ont trait au monde du travail pour les prendre pour lui seul, à qui elles reviennent de droit » (4). Et si le syndicalisme peut « prendre une attitude audacieuse et par là spécifier que dans la pratique quotidienne il ne marche pas avec les partis démocratiques, ... je dirai que le syndicalisme nous a servi à quelque chose, puisqu'il aura substitué un anti-étatisme positif

(1) P.-Boncour. Op. cit. préface de Waldeck-Rousseau, p. xxxii-xxxiii.

(2) Ed. Villey. Art. cit. p. 729.

(3) Turgeon. L'esprit syndicaliste. Revue d'écon. polit. 1907 Tome 22, p. 81.

(4) H. Lagardelle. Op. cit. p. 342-43.

et pratique à l'étatisme que le parti socialiste avait jusqu'ici emprunté aux partis radicaux » (1).

Georges Sorel, le plus érudit des théoriciens du syndicalisme révolutionnaire, écrit : « Vis-à-vis de l'état, l'action du prolétariat est double ; il doit entrer en lutte dans les rapports actuels de l'organisation politique pour obtenir une législation sociale favorable à son développement ; il doit user de l'influence qu'il acquiert soit dans l'opinion, soit dans les pouvoirs pour détruire les rapports actuels de l'organisation politique, arracher à l'état et à la commune, une à une, toutes leurs attributions, pour enrichir les organismes prolétariens en voie de formation, c'est-à-dire surtout ses syndicats.

Le prolétariat doit travailler à s'émanciper, dès maintenant, de toute direction qui n'est pas interne » (2).

On voit par tous ces exemples, — sans qu'il soit besoin de citer des appels directs à la rébellion contre l'état, à la grève insurrectionnelle —, à quel point cette question du conflit entre le syndicalisme et l'état est importante et d'ordre pratique (3).

(1) H. Lagardelle. Op. cit. p. 395.

(2) G. Sorel. Avenir socialiste des syndicats dans Matériaux d'une théorie du prolétariat 1919, p. 132.

(3) Ayant restreint notre étude au syndicalisme ouvrier et encore n'étudiant ce syndicalisme qu'au point de vue d'ensemble, confédéral, nous écartons volontairement de cet ouvrage la question du syndicalisme des fonctionnaires. Remarquons pourtant que des développements en ce sens ne feraient qu'appuyer notre démonstration du conflit entre le syndicalisme et l'état, car il n'est pas douteux que le syndicalisme des fonctionnaires est une source de conflit. Ce n'est pas que nous soyons hostile, bien au contraire, à des groupements de fonctionnaires. Mais un fait existe : des fonctionnaires se groupent en syndicats et en fédérations en dehors d'un statut légal, et il s'en suit aussitôt des sources de frictions possible avec l'administration, le Gouvernement. C'est pourquoi nous estimons qu'il est urgent de mettre sur pied un statut légal des fonctionnaires.

Comment son acuité pourrait-elle être atténuée ? Ici encore, ce n'est pas le lieu de faire cette étude, puisque nous ne voulions que montrer une tendance en soi. On peut seulement, à titre indicatif signaler quelques remèdes.

M. Paul-Boncour, dans son « Fédéralisme économique » en indique quelques-uns :

« La compétence de l'état — (quand l'état est hostile et contraire aux groupements) — n'est plus seulement insuffisante, elle est dangereuse. Il y a danger que la possibilité pour chaque groupe, pour chaque classe de la société, d'exploiter à son profit au détriment des autres, les pouvoirs publics, n'amène une situation semblable à celle des sociétés anciennes dans certaines périodes de leur histoire » (1). D'autre part « il est indispensable que le groupe, profitant justement d'une puissance qui n'est pas combattue et peut se développer à son aise tant qu'elle se borne aux membres de la profession (compétence professionnelle obligatoire), ne puisse s'en servir pour opprimer et nuire en dehors de la profession, car alors il n'y aurait plus réglementation législative, mais atteinte injustifiée à la liberté du travail et de l'individu » (2).

Cela peut aussi s'appliquer à la réduction du conflit entre le syndicalisme et l'individu.

Et plus loin M. Paul-Boncour ajoute :

« Il importe que l'état, conscient du but de son intervention, se contente d'être le collaborateur du groupement. Comment donc assurer la part initiale des grou-

(1) Paul Boncour, op. cit. p. 382.

(2) — — — p. 391.

pements dans cette collaboration ? Justement en adoptant la coutume de ne faire consacrer par l'état que les règles préalablement dégagées par cette souveraineté » (1)

Voilà un sage conseil et il semble bien que le législateur du 23 avril 1919 s'en est en une certaine mesure inspiré, lorsqu'il a voté le principe de la loi de huit heures : nous disons bien le principe, puisque les huit heures ne peuvent être légalement appliquées à une branche d'industrie ou de commerce déterminée, qu'après la prise d'un décret en forme de règlement d'administration publique, et la consultation préalable, à ce sujet, des groupements intéressés, tant ouvriers que patronaux.

D'autres remèdes nous paraissent encore porter en eux une certaine efficacité. D'abord la création d'une représentation syndicale parlementaire, soit au parlement actuel, soit dans une chambre spéciale (2) : par là, la législation ouvrière, préparée en partie par des éléments ouvriers, risquerait moins de provoquer d'irritantes frictions. Il est vrai que le syndicalisme révolutionnaire orthodoxe, en ne se fiant qu'au principe de l'action directe, est hostile à ce qu'il appelle une compromission avec les éléments politiques bourgeois ; mais cette orthodoxie est aujourd'hui fortement ébranlée.

Enfin, une législation comme celle du 12 mars 1920 qui a donné beaucoup d'extension à la loi du 21 mars 1884 en accroissant la capacité des syndicats professionnels, pourra avoir d'heureux résultats. On a souvent

(1) P. Boncour, op. cit., p. 400.

(2) V. chapitre 4, page 192 et s.

fait remarquer que le meilleur moyen d'assagir quelqu'un est de le rendre riche, ou, tout au moins, de lui donner les moyens de le devenir. Les dirigeants du syndicalisme révolutionnaire le savent bien, eux qui ont fait à cette réforme de 1920 un accueil très frais, accueil que seuls des esprits superficiels ont trouvé paradoxal ou au moins étrange (1).

Seulement, pour qu'une réforme de ce genre ne soit pas lettre morte, il faut qu'à une augmentation de capacité corresponde une égale augmentation de responsabilité et de responsabilité effective : c'est le seul moyen pour l'état, au cas de poursuites judiciaires et de condamnations à des peines privatives de liberté ou à des amendes, de ne pas rencontrer des caisses vides et des hommes de paille.

(1) En 1910, il avait déjà été question d'étendre la capacité commerciale des syndicats. Or sur ce projet « le congrès (de la C. G. T.) de Toulouse de 1910 s'est prononcé dans un sens négatif, cette capacité devant détourner les syndicats de leur véritable destination, qui consiste à dresser le prolétariat contre le capitalisme. » M. St-Léon, *op. cit.* p. 50.

IV

CONSEQUENCES DE CES CARACTÈRES ET DE LEURS MANIFESTATIONS : RÔLE SOCIAL DU SYNDICALISME.

Cette rapide étude de droit public achevée, nous pouvons, maintenant, arriver à la conclusion de ce chapitre, conclusion qui sera la justification des chapitres suivants à savoir le rôle très important du syndicalisme ouvrier moderne dans les rapports sociaux, dans les relations entre les diverses classes d'un pays.

Encore une fois, dans tout ce qui précède il s'agit surtout du syndicalisme révolutionnaire. C'est en lui que les passions sociales se sont le plus agitées. « Sans doute, les syndicats sont-ils, avant tout, des groupements d'intérêts, selon les formules de Griffuelhes et de Pouget ; mais à l'intérieur de ces groupements les ouvriers, comme tous les hommes, communiquent entre eux par des idées abstraites comme toutes les idées, malgré les efforts de ce que l'on a appelé quelquefois le pragmatisme syndicaliste : et cette idéologie superposée à la notion presque matérielle des intérêts immédiats, aux suggestions de l'action journalière, apparaît en fait comme nécessaire à l'entretien de l'esprit de lutte chez les syndiqués » (1).

C'est dans le syndicalisme révolutionnaire que naît le plus spontanément un conflit avec le droit public.

(1) M. Leroy. La Coutume ouvrière, p. 841.

Or, ce serait aujourd'hui une assez lourde erreur de croire que les fractions révolutionnaires du syndicalisme ouvrier — C. G. T. et C. G. T. U. — sont tout le syndicalisme ouvrier : il y a à côté, moins nombreux certes, mais en gros progrès, tout un syndicalisme réformiste, de collaboration de classes (1) : les principes, les tendances que nous avons étudiés dans ce chapitre ne s'appliquent pas, d'une façon complète du moins, à ce syndicalisme réformiste. Mais, même au point de vue de ce syndicalisme de collaboration de classes, il était bon, croyons-nous, d'étudier ces caractères du syndicalisme révolutionnaire et leurs manifestations. Car ce sont les fautes, les excès qu'ils ont provoqués, surtout depuis février 1920, qui sont en grande partie à la base de l'essor actuel du syndicalisme de collaboration de classes.

D'ailleurs, entrant maintenant sur un domaine plus précis, nous allons pouvoir consacrer deux études séparées à chacun de ces deux aspects du syndicalisme. Et lorsque nous aurons fait l'histoire doctrinale et positive de chacun d'eux, nous pourrons reprendre le syndicalisme ouvrier dans son ensemble, sur le terrain de la politique interne et de la politique internationale.

(1) Il faut remarquer que l'ouvrage de M. Leroy auquel nous faisons maints emprunts, « La coutume ouvrière », ne parle que du syndicalisme révolutionnaire, en fait que de la C. G. T. d'autrefois. Mais nous avons dit que c'est là un ouvrage d'avant-guerre — de 1913 — et à l'époque où il fut écrit on pouvait tenir pour négligeable le syndicalisme de collaboration de classes, développé surtout, comme nous le verrons dans notre chapitre 3, depuis la fin de la guerre. V. aussi chap. 2, p. 56.

CHAPITRE II

LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE OU DE LUTTE DE CLASSES. SES PRINCIPES, SON HISTOIRE JUSQU'A NOS JOURS.

Dès le début de cette étude, il importe de noter que le dualisme entre le syndicalisme révolutionnaire et le syndicalisme de collaboration de classes n'a pas toujours existé, du moins aussi profondément qu'il existe aujourd'hui. Dans l'avant-guerre, et depuis le début du ^{xx}e siècle, le syndicalisme révolutionnaire, affirmé dans la Charte d'Amiens de 1906, représentait à peu près toutes les forces syndicales ouvrières, et c'est pour cette raison, sans doute, qu'avant la scission de 1921-22 beaucoup croyaient encore que la C. G. T. synthétisait tout le syndicalisme ouvrier français.

Aujourd'hui, la cassure entre les deux syndicalismes est très nette : le chapitre suivant nous le montrera. Et l'étude du syndicalisme révolutionnaire proprement dit se trouve elle-même plus compliquée, depuis le schisme qui a séparé l'ancienne C. G. T. en deux tronçons, la C. G. T., et la C. G. T. U.. Encore ne parlons nous pas, pour le moment, des courants contraires qui traversent la jeune organisation.

I

LA DOCTRINE DU SYNDICALISME RÉVOLUTION- NAIRE A LA VEILLE DE LA GUERRE : LA CHARTÉ D'AMIENS DE 1906

Ce que nous voulons surtout étudier dans cet ouvrage, c'est le syndicalisme d'après-guerre. Mais, pour bien suivre la marche d'une doctrine, il faut en saisir le point de départ, les données primitives : par là seulement la courbe plus ou moins heurtée de l'évolution se pourra bien dessiner, se montrera compréhensive. Aussi importe-t-il, au point de vue des doctrines du syndicalisme révolutionnaire, de remonter dans l'avant-guerre, puisque c'est en elle que se trouvent les fondements de ce syndicalisme.

Nous avons déjà employé l'expression de « charte d'Amiens » : le mot *charte* ne manque pas d'une certaine solennité : et c'est bien parce qu'ils ont vu des déclarations solennelles dans les résolutions du congrès d'Amiens de 1906, que les commentateurs syndicalistes de ce congrès ont donné aux résolutions d'alors le nom de charte. C'est que cette charte d'Amiens réalisait le point culminant du syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre, et une rapide esquisse historique en fera comprendre toute l'importance, toute la gravité.

Dès que les tendances sociales des milieux syndicalistes s'affirmèrent, elles furent soumises à l'empire des politiciens. En 1880, avant la loi syndicale, les collec-

tivistes avaient été acclamés à Marseille, au sein des groupements ouvriers. Puis, après une série de scissions qu'il serait trop long d'exposer ici (1), et dans lesquelles Jules Guesde joua un grand rôle, tantôt de vainqueur, tantôt de vaincu, le syndicalisme tendit à se dégager de la direction politicienne. La création de la fédération des Bourses en 1892, en réaction contre la fédération des syndicats (créée à Lyon en 1886 et où prédominait l'élément politicien) fut un premier pas en ce sens.

Au Congrès de Nantes de 1894, il y eut de nouvelles affirmations purement syndicales, et celles-ci triomphèrent plus pleinement au congrès de Limoges, en 1895, où se forma la Confédération générale du travail (C. G. T.).

Les partis politiques ne se déclaraient pourtant pas vaincus et faisaient de nouveaux efforts d'intrusion dans le syndicalisme : mais le syndicalisme, assez éduqué maintenant, voulait fermement son indépendance, son autonomie, et il l'affirma dans différents congrès confédéraux, à Paris en 1900, à Lyon en 1901, à Montpellier en 1902 (2), à Bourges en 1904. Au congrès d'Amiens, en 1906, la question revint en discussion : il fallait cette fois la prendre de front et en finir : le syndicalisme serait-il une force en soi, se suffisant à lui-même, ou serait-il inféodé à des partis politiques ?

La première solution l'emporta définitivement. Une grave question venait d'être tranchée, et, de fait, jusqu'à

(1) V. De Seilhac. Les congrès ouvriers en France.

(2) Au congrès de Montpellier (1902) il fut décidé que les congrès confédéraux, jusqu'alors annuels, ne se réuniraient plus désormais que tous les deux ans.

l'après-guerre, jusqu'en 1920 même, elle ne devait plus être discutée, du moins de front. Ainsi, en 1906, le syndicalisme établissait ses fondements, des fondements qu'il croyait définitifs, et on comprend maintenant pourquoi les résolutions du congrès d'Amiens furent alors érigées en charte.

De cette charte, qui devait braver le temps, il ne devait rester à peu près plus rien quinze ans après. Aujourd'hui encore on l'invoque à chaque instant, mais il en a été d'elle comme du colosse aux pieds d'argile. Elle voulait atteindre les nues, mais précisément parce qu'elle était montée si haut, quelques vents de mauvaise tourmente ont suffi pour l'abattre. Elle ressemble aujourd'hui à ces maisons qui de loin semblent robustes et inébranlables ; mais lorsqu'on approche d'elles, on s'aperçoit que l'intérieur de la maison a été détruit par un incendie, que les murs ont été calcinés, et qu'au premier ouragan ils tomberont en poussière.

N'anticipons pas, d'ailleurs, sur cette démonstration. Étudions l'essentiel des principes qui se sont dégagés de cette charte, et lorsque plus tard nous aurons étudié d'une façon directe la C. G. T. et la C. G. T. U. d'aujourd'hui, nous verrons, au sein du nouveau syndicalisme révolutionnaire, ce qui subsiste de cette charte et ce qui en a disparu.

La charte d'Amiens reproduisait le paragraphe 2 de l'article 1 des statuts de la C. G. T. en lui donnant toute sa pleine signification. Voici ce paragraphe :

« La C. G. T. groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat ».

Le syndicalisme s'affirmait donc en tant que force indépendante, et un de ses théoriciens, H. Lagardelle, lui fait contenir ces trois moyens d'action pour arriver à son triomphe : la lutte de classes, l'action directe ; conséquence du détachement des politiciens, la grève générale. On peut ajouter l'antipatriotisme, l'antimilitarisme, et, en liaison avec l'action directe, l'antidémocratie d'une part, le sabotage et le boycottage d'autre part (1).

1. — LA LUTTE DE CLASSES.

C'est le principe qui fait le moins de difficultés pour les militants des syndicats. Il y a deux classes dans la société et, de quelque nom qu'on les appelle, l'une groupe les exploiters, l'autre les exploités. Il ne faut attendre de la première aucune concession ; des concessions, d'ailleurs, seraient néfastes, car elles énerveraient l'action de la classe ouvrière. C'est à cette dernière classe qu'il appartient de faire cesser l'oppression : « l'émancipation des travailleurs

(1) Extrait des résolutions d'Amiens.

«... Le congrès considère que cette déclaration (de l'art. 2 des statuts de la C. G. T.) est une affirmation de la lutte de classes qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression tant matérielles que morales mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

... Il préconise comme moyen d'action la grève générale. Il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer en dehors du groupement corporatif à telles formes de luttes correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander en réciprocité de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors. »

Ces résolutions d'Amiens, défendues par Griffuelhes, Merheim et Latapie, l'emportèrent par 830 mandats contre 8 et un bulletin blanc.

sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » : et l'ombre colossale de Karl Marx se projette vers les horizons d'affranchissement et de rêve.

Ainsi, il faut éduquer l'ouvrier dans cet esprit d'hostilité envers les forces patronales et capitalistes ; cette éducation est même bonne en soi, en dehors de tous résultats, car elle entretient chez l'ouvrier une sorte de morale de l'action, qu'a perdue notre société bourgeoise et corrompue. C'est la théorie de Georges Sorel sur la moralité de la violence. Nous reverrons cette idée à propos de la grève générale.

2. — L'ACTION DIRECTE.

Ce principe de lutte de classes étant admis à la manière d'un postulat, comment le mettre le mieux en action ? Par l'action directe. Action directe veut dire qu'il incombe à la classe ouvrière elle-même d'assurer sa marche vers l'émancipation ; et par là, action directe s'oppose à action politicienne ou indirecte. En effet, la classe ouvrière, grâce à des élus choisis dans son sein, pourrait avoir des représentants mandatés qui soutiendraient ses revendications dans les corps politiques, et s'efforceraient d'en assurer le triomphe dans les assemblées parlementaires. Mais, tout d'abord, rien n'est moins sûr que ce triomphe, si le parti politique ouvrier n'est pas en majorité ; ensuite, au sein même de ce parti, on peut craindre certaines compromissions, certaines faiblesses, certains revirements des représentants ouvriers : (le cas de M. Millerand est l'exemple le plus fréquemment cité). Cette action indirecte des politiciens est donc incertaine, risque de donner des mécomptes, et c'est pour cela qu'à la presque unanimité

le congrès d'Amiens lui a préféré l'action directe, l'action de tout le prolétariat pour tout le prolétariat, action plus ample, plus loyale, correspondant mieux à la vertu de la classe ouvrière. Voici la pensée d'un des plus ardents militants d'avant-guerre, Émile Pouget : « A la tactique de pénétration qui entraînerait la classe ouvrière à faire fatalement acte de parti, le syndicalisme oppose et préfère la tactique de la pression extérieure, qui dresse le prolétariat en bloc de classe sur le terrain économique » (1). Et voici ce que Griffuelhes, alors secrétaire de la C. G. T., disait à Amiens en 1906 : « En réalité, il y a ceux qui regardent vers le pouvoir et de l'autre côté ceux qui veulent l'autonomie complète, contre le patronat et contre le pouvoir.... Comment s'établirait cet accord fait de concessions mutuelles entre un parti qui compte avec le pouvoir, car il en subit la pénétration, et nous qui vivons hors de ce pouvoir ? Nos considérations ne seraient pas toujours celles du parti, d'où impossibilité matérielle d'établir les rapports demandés » (2).

Comment doit s'exercer cette action directe ? Nous verrons plus loin qu'il y a aujourd'hui des controverses à ce sujet. Mais il n'est pas douteux que théoriquement l'action directe est avant tout la mise en œuvre de la violence. « Action émeutière dans la rue, action économique contre le patron et contre l'état, synonyme d'anarchie, de bris d'outils, de détérioration de produits, d'antiparlementarisme, l'action directe a plusieurs sens, et, peut-on dire, plusieurs physionomies : aussi n'en

(1) M. Leroy. *La Coutume ouvrière*, p. 599.

(2) L. Jouhaux. *op. cit.*, p. 146.

voit-on pas l'unité... La théorie de l'action directe est concrète ou, si l'on préfère, pragmatique ; elle est l'expression non pas d'une convenance intellectuelle, mais d'une manière d'être de la classe ouvrière » (1). Nous avons déjà vu avec H. Lagardelle (2) que par l'action directe « la classe ouvrière entend agir elle-même, pour elle-même » et que cela « suppose l'intervention efficace des minorités hardies ».

Par cette dernière ligne, nous sommes ramenés au profond antidémocratisme du syndicalisme révolutionnaire dont nous parlions au début de cette étude. Et cette conception est une autre raison pour laquelle le syndicalisme a voulu se détacher des partis politiques, socialistes ou collectivistes, qui veulent pousser le démocratisme à l'excès.

« Les ouvriers disent qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes parce que les lois sont inefficaces et l'état impuissant, parce qu'il y a contradiction profonde entre la démocratie, basée sur l'inégalité économique, et les intérêts de la classe ouvrière, victime de cette inégalité. La puissance révolutionnaire de rénovation sociale, les syndicalistes pensent que seule la classe ouvrière la possède. Et ils la manifestent non seulement par la lutte, mais aussi et surtout par les diverses organisations autonomes qui, à l'état, substituent les institutions ouvrières. A la base de la théorie, il y a donc une critique politique » (3).

Ainsi, le syndicalisme doit être aussi éloigné du par-

(1) M. Leroy. C. ouvrière, p. 587-88.

(2) V. plus haut, page 29.

(3) M. Leroy. La Coutume ouvrière, p. 590.

lementarisme que des idées démocratiques. « Épouvantail pour la bourgeoisie, le syndicalisme est aussi une cause d'inquiétude pour les Socialistes » (1).

L'action directe se manifestera de plusieurs façons ; une première forme de violence toute directe est le sabotage, dont Émile Pouget s'est fait le prolix théoricien (2). Il s'agit de la destruction plus ou moins étendue de l'outillage d'une usine, d'un service public, destruction qui rendra impossible la continuation de la production et qui sera poursuivie jusqu'à ce que les patrons veuillent céder tout à fait ou au moins composer. (3)

Une autre forme d'action directe est constituée par

(1) Mermeix. Syndicalisme contre socialisme, p. 2.

(2) E. Pouget. Le sabotage.

(3) Nous nous élevons avec force contre ce procédé, lorsque, ne se bornant plus au matériel d'une usine, il s'étend à de grands services d'intérêt général, les chemins de fer, par exemple. Les prolétaires eux-mêmes peuvent en être les victimes, et même s'il existait un droit syndical accordant certaines immunités aux syndiqués, de pareils faits ne relèveraient pas moins du droit pénal commun.

Il est vrai que toutes les formes de sabotage ne revêtent pas cette gravité : certaines sont même assez plaisantes et sont plutôt du sabotage à rebours : c'est, par exemple, le conseil que donne E. Pouget aux cuisiniers syndiqués des restaurants de faire de « grosses portions », « de ne pas ménager le beurre », contrairement aux recommandations du patron : ici, les célibataires condamnés à prendre pendant toute une vie leur repas au restaurant peuvent remercier les cuisiniers saboteurs.

le boycottage. S'il donne moins lieu que le sabotage à l'exercice de la violence physique, il est, par contre, une parfaite illustration de l'idée de tyrannie syndicale dont nous avons parlé plus haut. Il s'agit ici de la mise à l'index d'un atelier par les syndicats. Non seulement les ouvriers syndiqués ne doivent pas — ou plus — travailler dans l'usine ainsi désignée à la vindicte syndicale, mais encore ils sont invités à brimer, à « mettre en quarantaine » les ouvriers syndiqués ou non qui fréquentent encore l'usine, malgré l'interdit dont elle est frappée. Et par là on revient souvent en fait à la violence pure, à une atteinte à la liberté individuelle.

Mais la mise en action par excellence des forces syndicales, la suprême ressource autour de laquelle, avant la guerre, venaient se grouper tous les espoirs, est la grève générale. Comme nous voulons l'étudier d'assez près, nous ne faisons que la mentionner ici, pour ne pas embrouiller cet exposé des principes du syndicalisme révolutionnaire : nous la reprendrons à la fin de cet exposé. Disons seulement que la grève générale est le déclenchement des masses syndicales dans le cadre national.

Mais, tout à côté, il est prévu un autre déclenchement de ces masses dans le cadre tant international que national : il s'agit de l'antipatriotisme et de l'antimilitarisme du syndicalisme révolutionnaire.

3. — L'ANTIPATRIOTISME ET L'ANTIMILITARISME.

Ce sont là des principes que ne manquaient pas d'affirmer les congrès confédéraux d'avant-guerre.

L'antipatriotisme date en fait du manifeste com-

muniste de Karl Marx (1847) et de l'explosion de sa phrase finale devenue fameuse : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

C'est l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie. Au cas de conflit armé, ils sont les vaincus, même s'ils sont les vainqueurs, puisque, ne possédant rien, ils n'ont rien à défendre, si ce n'est le bien d'autrui, des capitalistes qui les exploitent. Aussi, les syndicats doivent développer cet état d'esprit antipatriotique ; et cela, remarquons-le, non pas dans un but immoral, comme le croient certains, ou dans un but d'hostilité à l'état pour le seul plaisir de lui être hostile, mais avec cette idée qu'il y a deux classes dans le monde, l'une exploitante, l'autre exploitée, que les exploités de tous les pays seront plus forts s'ils savent s'unir, et que les vrais ennemis des travailleurs ne sont pas les travailleurs des autres pays, mais les capitalistes, même ceux — et surtout souvent ceux — de leur propre pays.

L'antimilitarisme était le corollaire naturel de cette idée. Pour assurer la paix universelle à tous les travailleurs du monde, il faut commencer par éviter les causes de conflit armé ; il faut détruire ou réduire au minimum l'esprit militariste, qu'on l'appelle militarisme, chauvinisme ou nationalisme. Les guerres étant réduites, les ententes seront facilitées ; aussi faut-il tout d'abord faire une active propagande au sein de la classe ouvrière contre la conscription, contre la caserne, cette école de la paresse, et souvent du vice, qui immobilise des milliers de bras. Le jeune syndiqué doit refuser de répondre à l'ordre d'appel ; ou alors,

au sein de la caserne, il doit faire de la propagande antimilitariste. Au cas de mobilisation générale, les syndiqués, au lieu de rejoindre la caserne, doivent rejoindre les Bourses du travail. Tel est le premier moyen de faire triompher l'antimilitarisme (1). On sait à quel point Gustave Hervé, — Gustave Hervé première manière —, a poussé la propagande en ce sens.

Un deuxième moyen d'assurer le succès de cet antimilitarisme fondé sur l'antipatriotisme est d'organiser une internationale des travailleurs, armée mondiale du prolétariat. C'est aussi une idée empruntée à K. Marx et K. Marx lui-même participa à la fondation à Londres de la première internationale des travailleurs. Mais elle fut vite en proie à des dissensions internes ; en fait, il n'existait en 1914 qu'un secrétariat international à Berlin, qui n'était guère que théorique, et lorsque la tourmente se déclancha, il fut emporté dans

(1) Motion du congrès de Marseille de 1908 relative à l'antimilitarisme :

«.. Considérant que l'armée tend de plus en plus à remplacer à l'usine, aux champs, à l'atelier le travailleur en grève, quand elle n'a pas pour rôle de le fusiller,... considérant que les frontières géographiques sont modifiables au gré des possédants, les travailleurs ne reconnaissent que les frontières économiques, séparant les deux classes ennemies, la classe ouvrière et la classe capitaliste.

Le congrès rappelle la formule de l'Internationale : les travailleurs n'ont pas de patrie. En conséquence, toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière, elle est un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications.

Le congrès déclare qu'il faut, au point de vue international, faire l'instruction des travailleurs, afin qu'au cas de guerre entre puissances les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire. »

Cité par Léon Jouhaux. Op. cit. p. 178-179.

le tourbillon des patriotismes soudain réveillés. (1)

4. — LA GRÈVE GÉNÉRALE.

Revenons à la grève générale. Qu'elle soit la manifestation d'une force violente (grève offensive) ou d'une force d'inertie (grève défensive), elle réalise au plus haut degré l'idée d'armée prolétarienne en lutte contre le capitalisme. Cette idée de la grève générale ne s'est pas formée spontanément; elle est passée par plusieurs étapes : « Historiquement et doctrinalement, il y a deux espèces de grève générale. L'une, la plus ancienne formule, est la grève générale d'une ou plusieurs professions, en vue d'une amélioration professionnelle : c'est la grève corporative ou réformatrice; — l'autre, la plus récente, est la grève générale d'une ou de plusieurs professions en vue d'une subversion de la société capitaliste : c'est la grève révolutionnaire. Lorsqu'il est parlé de la grève générale sans épithète, c'est de celle-ci seule qu'il est question.

Corporative à l'origine, mêlée aux mouvements politiques, la théorie pratique de la grève générale est devenue peu à peu révolutionnaire au cours d'une longue évolution : aujourd'hui, elle a un caractère antimilitariste, anti-politique et internationaliste, progressivement accusé par les congrès ouvriers. » (2)

C'est à partir du Congrès de Nantes (1894) que la grève générale fut adoptée dans son principe (3).

(1) Pour développements sur les internationales ouvrières et surtout sur les internationales actuelles; voir chapitre 4, page 198 et s.

(2) M. Leroy. *La Coutume ouvrière*, p. 506.

(3) Par 65 voix contre 35 et 9 abstentions.

Dès lors elle devint une plate-forme du mouvement syndical, elle fut érigée en but final du syndicalisme.

La grève générale sera l'instrument de lutte par excellence, et, en même temps qu'elle détruira les forces capitalistes, elle mettra plus de cohésion, plus de mutuelle confiance au sein de la classe ouvrière, puisqu'elle sera une grève de solidarité, perdant ainsi de plus en plus son caractère uni-professionnel.

C'est une arme que les syndicalistes ont toujours à leur portée, et dont ils doivent savoir se servir. M. Aristide Briand — il y a longtemps il est vrai — ne s'est point gêné pour le dire au congrès de Nantes de 1894, car il était alors un syndicaliste fougueux : « La grève générale est une formule, un drapeau qui ne porte aucun ombrage : c'est un fusil. Vous en avez un, dites-vous, mais, s'il rate, ayez en un autre tout prêt. » (1)

Pour Griffuelhes, « la grève générale est l'explosion consciente des efforts ouvriers en vue de la transformation sociale. » (2)

Cette question de la grève générale parut si importante aux différents congrès confédéraux, qu'il fut constitué, près de la C. G. T., un comité de la grève générale. Et le congrès de Lyon de 1901 décida même d'ouvrir une enquête auprès des syndicats pour savoir quelle serait l'attitude du prolétariat au lendemain d'un mouvement triomphant de grève générale (3).

Quoiqu'il en soit, par une grève générale déclenchée

(1) M. Leroy. La coutume ouvrière, p. 521.

(2) — — — — — p. 545.

(3) Notons que les réponses furent très vagues. Le programme du syndicalisme était alors purement destructif, au contraire des programmes actuels qui contiennent une partie constructive.

à temps, bien ordonnée, bien disciplinée, le syndicalisme révolutionnaire pense — ou plutôt pensait — arrêter subitement toutes les forces de production d'un pays, tout le fonctionnement des services publics, et ainsi mettre les gouvernements dans l'alternative de se soumettre ou de se démettre. Et les syndicalistes révolutionnaires ne s'embarrassent pas sur la question de savoir si une grève de ce genre leur est permise, ne dépasse pas leur compétence : non, la grève générale est « l'expression même de la puissance des travailleurs en tant que travailleurs » (1) et, par conséquent, cette puissance doit être manifestée toutes les fois que les nécessités l'imposent. « Si l'on veut bien comprendre la signification ouvrière de la grève, écrit M. Truchy, et l'attachement passionné des ouvriers au droit de grève, il faut considérer qu'elle est pour eux l'affirmation catégorique de leur puissance économique. » (2)

Il est même intéressant de considérer la conception du droit de grève qu'ont aujourd'hui certains publicistes à côté des théoriciens du syndicalisme révolutionnaire. Il n'est pas douteux qu'il y a sur ce point une tendance nouvelle en désaccord avec la législation révolutionnaire et napoléonienne, tendance particulière qui n'est qu'un des aspects de la tendance générale à faire de plus en plus de nos codes individuels des codes sociaux. A vrai dire, le droit de grève n'existe pas en tant que droit, puisqu'un droit n'existe qu'autant qu'il a été proclamé, et que celui-là ne l'a jamais été. Mais, disent les théoriciens, depuis 1864 le droit de coalition

(1) L. Jouhaux, op. cit. p. 168.

(2) H. Truchy, op. cit. p. 348.

existe : or, la grève est la mise en pratique, ordinairement, d'une coalition. D'autre part une coalition, une grève, groupements d'individus, ne peuvent pas être considérées comme un individu. Par conséquent, même si on voulait poursuivre une grève, on ne pourrait le faire au nom d'une législation individuelle. « ... A ce fait collectif, la grève, on prétend imposer une règle qui n'a été édictée par le code civil qu'en vue de contrats individuels. » (1) Or, il y a une différence : « La psychologie d'une foule... n'est pas la psychologie de l'individu, la puissance, la capacité d'un individu n'est pas la puissance, la capacité d'un groupe, d'une foule, d'une association. Le groupe est plus puissant, et c'est parce qu'il est plus puissant que l'individu va se perdre en lui.

... Condamné à des dommages-intérêts, le gréviste proteste parce qu'il est de membre d'un groupe ; il sait, il sent que c'est un groupe qui a déclaré la grève. » (2)

Les syndicalistes pensent même qu'on ne peut les poursuivre pour les violences commises en temps de grève sur ceux qui ont continué le travail, sur « les jaunes » ; car, disent-ils, c'est dans leur propre intérêt qu'on leur a fait violence ; plus les grévistes sont nombreux, plus leurs revendications ont des chances d'aboutir. De plus, lorsqu'une grève réussit, les résultats s'étendent aussi bien aux non-grévistes qu'aux grévistes ; or, dit-on, il est parfaitement injuste que les premiers, alors qu'ils n'ont jamais cessé de toucher leurs salaires, bénéficient des mêmes avantages que les seconds, qui se sont peut-être privés pendant de longs mois. « Où

(1) M. Leroy. La Coutume ouvrière p. 664.

(2) — — — — — p. 665.

le juriste de droit civil voit une abstraction, une question de liberté d'opinion, les syndiqués, engagés dans la lutte et souffrant de leur état, voient, prétendent voir dans les rénégats un ennemi, pour cette raison toute pratique que la rupture ne peut profiter qu'à l'employeur ; ils disent, ils pensent que tous doivent souffrir, profiter et travailler également. » (1)

Et puis, au fond, peu importe la légalité ; il n'y a qu'à passer outre. « ... Vous ne pensez pas, je suppose, que vos maîtres vont se trouver d'accord avec vous dans vos revendications primordiales. Il importe peu qu'on écrive ou non sur le papier que la grève vous est interdite. A-t-on jamais vu la paperasserie empêcher la révolte ? Que la loi prohibe la grève, voilà qui est indifférent ! Quelle force est capable de comprimer l'élan vers l'indépendance et contre l'arbitraire ? » (2)

D'ailleurs il ne faut pas seulement prôner la grève générale parce qu'elle est un droit de la classe ouvrière : il le faut aussi parce qu'elle porte en puissance un haut principe éducatif, et une profonde vertu morale.

Le principe éducatif est lui-même mêlé d'éléments moraux, puisqu'il tend à la prédominance du travail sur les éléments parasites de la société. « La grève tend ... à faire prévaloir cette conception de la prédominance du travail comme facteur de l'économie moderne, et elle n'est même que cela, tout bien considéré.

Dans cet épisode de la lutte de classes, les valeurs se déplacent (au détriment de l'employeur) » (3)

(1) M. Leroy. *La Coutume ouvrière*, p. 658.

(2) H. Lagardelle, *op. cit.*, p. 321.

(3) L. Jouhaux, *op. cit.* p. 168.

Le principe purement moral réside dans le développement, suscité chez les travailleurs par la grève générale, de l'esprit de solidarité, de l'esprit de lutte : et ici nous tombons dans les paradoxes de Georges Sorel. L'esprit de la grève générale sera d'autant plus moral, qu'il aura plus de violence à sa base : car la violence c'est de l'action, et comme aux grands maux il faut de grands remèdes, ce n'est que par la violence que la classe ouvrière pourra secouer l'apathie, la pleutrerie bourgeoise, et ce n'est que par la violence qu'elle restera une classe jeune, ardente, capable de rénovation, tant dans le domaine de la pensée, que dans celui de la production. « Les explications précédentes ont montré que l'idée de la grève générale, rajeunie constamment par les sentiments que provoque la violence prolétarienne, produit un état d'esprit tout épique, et, en même temps, tend toutes les puissances de l'âme vers des conditions qui permettent de réaliser un atelier fonctionnant librement et prodigieusement progressif. Nous avons ainsi reconnu qu'il y a de très grandes parentés entre les sentiments de la grève générale et ceux qui sont nécessaires pour provoquer un progrès continu de la production. Nous avons donc le droit de soutenir que le monde moderne possède le moteur premier qui peut assurer la morale des producteurs. » (1).

Peu importe même que la réalisation totale de la grève générale ne soit pas possible ; peut-être même, mieux vaut-il. Qu'elle ne soit qu'un rêve très lointain, très imprécis, il n'importe. C'est ce que Georges Sorel appelle

(1) Georges Sorel. *Réflexions sur la violence*, chap. 7. *La morale de producteurs* : 5^e édition p. 388.

lui-même *le mythe de la grève générale*. En effet, cette croyance en un mouvement de grève générale, devant soudain briser les cadres de nos sociétés corrompues, peut être comparée à ces vastes espoirs qui, tout au long de l'histoire, ont soulevé les peuples et leur ont fait accomplir des miracles d'efforts et de volonté. Ce furent le mythe du messie rédempteur dans le monde israélite qui donna au peuple juif une force qu'il n'a pas encore perdue ; le mythe impérialiste de la vieille Rome, fait de la croyance indiscutée dans les destinées du peuple romain ... *tu regere* ... et qui explique l'histoire de Rome ; le mythe moyennâgeux des Croisades qui fit réaliser ces miraculeuses expéditions aux pays saints ; le mythe, le plus beau peut-être, des soldats de la révolution qui, avec pour arme principale leur foi en des principes de liberté, firent crouler les trônes et les « dominations » (1-2).

Ainsi, le mythe d'une grève générale triomphante animera la classe ouvrière d'un vaste esprit de lutte qui lui assurera une perpétuelle jeunesse. « Le prolétariat seul peut régénérer le monde, parce qu'il est la seule classe qui, à l'heure actuelle, soit animée d'un esprit de guerre et, par suite, qui soit virile et capable de progrès » (3)

Cette idée de la grève générale force mythique n'est pas partagée par tous les théoriciens. « Par cette ex-

(1) Sur les forces mythiques, v. Germain-Martin, « la dynamique économique », introduction au cours de législation industrielle, doctorat. Paris 1921-22.

(2) La théorie marxiste de la lutte de classes, cette théorie catastrophique d'après laquelle la classe capitaliste est condamnée à se dévorer elle-même, fut aussi une force mythique : et c'est ce mythe qui est à la base de la révolution soviétique russe, celle-ci n'ayant été qu'une vaste expérience marxiste, de l'aveu même de ses promoteurs.

(3) Georges Sorel. Mouvement socialiste 1906-07, p. 283.

plication, ne l'ont-ils pas vidée de toute sa réalité professionnelle ? En admettant que l'idée de la grève générale ne soit que par analogie comparable à un mythe, l'assimilation ainsi atténuée n'en serait pas moins contraire aux faits. L'histoire de la grève générale montre en effet que cette tactique est liée non pas seulement à l'espoir irrationnel (espoir messianique) en la révolution, mais à la pratique journalière et déjà ancienne de la classe ouvrière... De la grève à la grève générale révolutionnaire, il y a passage d'un degré inférieur de coalition à un degré supérieur, d'une forme de révolte plus ou moins étroite à la forme la plus étendue.

Quant à la fin révolutionnaire de cette théorie, elle n'est pas plus mythique que son point de départ : c'est par elle que la classe ouvrière manifeste l'ambition, toute pratique, de prendre à son compte, en gérance collective, une entreprise dont elle souffre d'assurer le fonctionnement et le rendement pour d'autres. » (1)

M. Leroy dit encore : « Si la grève générale révolutionnaire est proclamée impossible parce que la classe ouvrière est encore mal préparée, n'est-ce pas affirmer d'une manière indirecte qu'elle deviendra possible avec le progrès syndical ? » (2)

Pour H. Lagardelle, quoiqu'il ne soit pas possible de fixer une date à la réalisation triomphante de la grève générale, le triomphe se réalisera un jour. « Le jour où les ouvriers, après de longs efforts, seront suffisamment organisés, le jour où ils auront leur pleine capacité politique, il leur suffira d'arrêter net la pro-

(1) M. Leroy. *La Coutume ouvrière*, p. 548-49.

(2) — — — — — p. 526.

duction pour désorganiser du même coup la société capitaliste. Nulle date, nul terme à fixer d'avance : il suffit que ce moment soit conçu, voulu par le prolétariat, pour que la représentation anticipée qu'il s'en fait agisse dès aujourd'hui sur ses actes et l'incite à s'y préparer. Les syndicalistes savent bien que la grève générale est dans le lointain, qu'elle n'éclatera qu'à l'heure où la classe ouvrière longuement éduquée, patiemment organisée, sera capable de la déclarer, et par là cette idée symbolique perd tout caractère utopique, pour apparaître ce qu'elle est : l'idée la plus profondément réaliste que puisse concevoir le prolétariat militant.

Et quelle valeur d'éducation ! Plus d'espoir en je ne sais quelle intervention extérieure au monde ouvrier, en je ne sais quelle providence mystérieuse qui viendrait tout à coup substituer son effort à l'effort même de la classe ouvrière ! mais au contraire une foi exclusive en l'énergie seule des prolétaires, en leur esprit de lutte, en leur action créatrice, si bien que la grève générale ne peut plus être conçue que comme la conclusion naturelle d'une longue série d'actes préparatoires, comme l'effort ultime d'une classe parvenue à la pleine possession d'elle-même, comme la généralisation de tout un ensemble d'institutions nouvelles et partiellement réalisées. » (1)

5. — CRITIQUE DES PRINCIPES DU SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE.

Par ces principes généraux du syndicalisme révolutionnaire, affirmés dans les congrès d'avant-guerre et

(1) H. Lagardelle, op. cit. p. 379.

• surtout à Amiens, et qui vont de la lutte de classes à la grève générale révolutionnaire, on voit, une fois de plus, combien nous sommes loin de la lettre et de l'esprit de la loi de 1884 qui ne prévoyait que la défense des intérêts professionnels.

Nous avons déjà donné, dans notre introduction, quelques raisons de l'évolution qui s'est faite (1). Mais cette affirmation des principes du syndicalisme révolutionnaire repose aussi sur d'autres idées : pour ce qui est de la lutte de classes, il y a d'abord l'influence très nette de la théorie marxiste, à laquelle nous avons fait allusion à propos de l'expérience soviétique (2). « Pénétrés de l'erreur colossale qu'à introduite Karl Marx, les syndicalistes révolutionnaires ne voient dans les sociétés modernes en général et dans la France en particulier que deux classes, opposées et en guerre, la classe bourgeoise ou capitaliste et la classe ouvrière et prolétarienne, ou, comme ils disent, les parasites et les producteurs ; et ils prêchent à tous les carrefours la lutte à main armée de la classe ouvrière contre la classe capitaliste. A cette lutte, ils n'admettent ni trêve, ni transaction : elle doit se poursuivre jusqu'au complet anéantissement de la classe bourgeoise.

... Ces cris de guerre n'expriment point la réalité sociale. La structure de nos sociétés modernes est quelque chose d'autrement compliqué que ne semblent le croire les collectivistes et, à leur suite, les syndicats révolutionnaires. ... Si l'on ne voit que les deux classes capitalis-

(1) V. Introduction, p. 8 et s.

(2) V. plus haut, page 74, note 2.

te et ouvrière et leurs rapports, on ne voit qu'une toute petite partie du problème social et du problème politique qui lui est intimement lié. Si l'on ne voit dans le mouvement syndicaliste que l'organisation du prolétariat pour conquérir le capital et la direction de la production, on ne comprend point le vrai caractère de ce vaste mouvement ; on l'exploite pour y trouver un moyen criminel d'exciter les passions malsaines, de pousser les foules ignorantes au pillage et au sabotage, quant il n'est rien de moins qu'une évolution tendant à la redistribution de tous les éléments constitutifs de notre société. » (1)

Cette erreur de l'idée base a rejailli sur celles qui en découlaient, l'action directe et la grève générale. L'appel à la violence s'est amplifié. La pensée d'un compromis entre patrons et employés a été de plus en plus honnie, l'idée que la classe ouvrière est la seule classe productrice a été de plus en plus développée.

« Il est acquis que l'œuvre de la transformation sociale relève exclusivement du mouvement ouvrier révolutionnaire. » (2). Et ce caractère exclusivement ouvrier est aussi soutenu par Georges Sorel qui affirme la nécessité d'exclure de ce mouvement les éléments intellectuels. « La première règle de conduite (du prolétariat) doit être : rester exclusivement ouvrier, c'est-à-dire exclure les intellectuels dont la direction aurait pour effet de restaurer les hiérarchies et de diviser le corps des travailleurs. Le rôle des intellectuels est un rôle auxiliaire ; ils peuvent servir comme employés des

(1) L. Duguit. Le droit social, p. 109 à 112.

(2) H. Lagardelle, op. cit. 382.

syndicats ; ils n'ont aucune qualité pour diriger, aujourd'hui que le prolétariat a commencé à prendre conscience de sa réalité et à constituer son organisation propre. » (1)

Ces excès, développés surtout à propos de la grève générale, devaient conduire à de vives critiques.

M. Duguit, chaud partisan du syndicalisme, s'élève contre la théorie de la violence et de la grève générale révolutionnaire. « Je repousse avec la dernière énergie ce que les syndicalistes révolutionnaires, à la suite de M. Georges Sorel, appellent pompeusement la théorie de la violence et le mythe de la grève générale ... Pour M. Georges Sorel, la violence est la condition même du progrès.

C'est ce contre quoi je proteste énergiquement. La violence est essentiellement destructive : elle est en effet source de souffrance et de mort. La régénération et le progrès par la souffrance, c'est une doctrine qui m'indigne ; elle peut servir de thème aux paradoxes de J. de Maistre, elle peut plaire à quelques individus exaltés recherchant par une perversion des sens la volupté des macérations, mais elle est une doctrine de mort.

Je repousse énergiquement aussi la grève générale. Comprenant qu'elle est matériellement impossible, parce que, si elle se réalisait, les grévistes seraient les premiers à en souffrir puisqu'ils sont consommateurs avant d'être producteurs, les syndicalistes révolutionnaires ont inventé cette jolie expression, le mythe de

(1) G. Sorel. Avenir socialiste des syndicats. Dans Matériaux d'une théorie du prolétariat, p. 132-33.

la grève générale. Si je comprends bien leur pensée, ils veulent dire que la grève générale est impossible en fait, mais qu'il faut répandre la croyance qu'elle est possible, lui donner même le caractère d'une croyance religieuse, et qu'ainsi on aura un moyen puissant de provoquer, d'exciter les luttes violentes et meurtrières, desquelles doit sortir la société nouvelle et régénérée. » (1)

Et voilà ce qu'il pense de la doctrine de la lutte de classes : « C'est une doctrine abominable et si la classe bourgeoise n'a point le droit de posséder à titre exclusif les instruments de production, la classe ouvrière, la collectivité, ne l'ont point davantage. » (2)

Contre la violence pure, M. Leroy s'élève aussi : « Si la violence n'exprimait que la colère des opprimés, même leur haine directe, personnelle, si elle ne se manifestait que sous l'effort des meilleurs d'entre eux et par leurs soins, il faudrait être peu passionné de justice pour ne pas l'excuser, voire l'approuver. Mais en fait nous savons que la violence a toujours été exercée par les pires. » (3) Et plus loin : « Tant que la violence sera considérée comme l'*ultima ratio* nécessaire et légitime entre camarades et compagnons de lutte pour départager les tendances, il n'y aura qu'un pauvre déplacement des injustices à l'heure de la victoire, ce qui sera un bien, sans doute, pour les quelques victimes libérées, mais un petit bien en regard des sacrifices sanglants et de la perte, pour d'immenses multitudes, de leur bien, du seul bien des pauvres, la vie. » (4)

(1) L. Duguit. Le droit social, p. 106-07.

(2) — — — — — p. 3.

(3) M. Leroy. Tech. nouv. du synd. p. 70.

(4) — — — — — p. 73.

Et M. G. Pirou fait une objection assez forte à la théorie mythique de G. Sorel. Si le prolétariat peut seul régénérer le monde parce qu'il est pauvre, comme nous l'avons vu plus haut, le pourra-t-il encore quand il aura amélioré son sort ? « De ces déclarations mêmes ne peut-on pas conclure que la supériorité morale du prolétariat risque fort de disparaître le jour où par suite d'un bouleversement social la classe ouvrière aura conquis une condition meilleure ? » (1)

Mais ce bouleversement social n'est sans doute pas près de se réaliser, au moins spontanément ; des événements récents l'ont prouvé. (2)

Un auteur qui n'est pourtant pas hostile au syndicalisme, Mermeix, après avoir décrit les prévisions des syndicalistes révolutionnaires sur le déroulement de la grève générale, dit de ces prévisions qu'elles sont « un rêve néronien. » (3) Et pourtant cela fut écrit en 1908, deux ans après Amiens.

Par ailleurs, M. d'Eichtal écrivit en 1913, en réponse à la coutume ouvrière de M. Maxime Leroy : « Les faits consciencieusement interprétés protestent hautement contre le dogme de la lutte des classes, inévitable et fatale. » (4) C'est que, malgré les affirmations des syndicalistes révolutionnaires, le syndicalisme lui-même n'est pas seulement composé d'ouvriers manuels : il groupe

(1) Gaétan Pirou. Théoriciens et militants du synd. révolut. Revue politique et parlement, 1911. Tome 70, p. 136.

(2) V. infra. Histoire du synd. révolut. dans l'après-guerre, p. 95 et s.

(3) Mermeix. op. cit. p. 153 et s.

(4) E. d'Eichtal. Présent et avenir du syndicalisme (à propos de la coutume ouvrière de M. Leroy). Revue politique et parlem. 1913. Tome 78, p. 281.

aussi des petits propriétaires, des commerçants, des artistes. C'est l'idée exprimée déjà par M. Duguit. Et M. d'Eichtal conclut en disant qu'au fond dans l'ouvrage de M. Leroy il manque un chapitre, celui sur « la crise du syndicalisme ». « L'échec des grèves générales et des grandes grèves de services publics, l'échec même du 1^{er} mai, sur lequel M. Leroy glisse et qui est cependant un des signes les plus caractéristiques de l'impuissance du syndicalisme international appuyé par la C. G. T., les pitoyables discussions des cégétistes entre eux, les accusations par lesquelles ils se démolissent mutuellement, les divisions entre socialistes et parlementaires, syndicalistes et anarchistes, la répugnance de la très grande majorité des ouvriers à s'enrégimenter sous la direction d'états-major dont les ambitions « bourgeoises » sont vite trop visibles, la défaillance des cotisants, les résistances patronales appuyées sur des unions contre les grèves qui ont déjà réuni des ressources importantes, ont été plus fortes que le bluff qu'un des chefs les plus en relief de la C. G. T. dépeignait comme une des principales forces de la tactique révolutionnaire. » (1)

C'est que, s'il est vrai, comme nous l'avons déjà dit, que le rayon d'action du syndicalisme dépasse les cadres du syndicat, il ne faut pas non plus exagérer ce champ d'influence dans une pensée démagogique. « Une association tapageuse, la C. G. T., écrivait M. Duguit en 1908, veut dès à présent appliquer les doctrines du syndicalisme révolutionnaire et se présente comme

(1) E. d'Eichtal, art. cit. p. 285.

l'organe essentiel déjà formé de la société nouvelle constituée sur les principes du syndicalisme... Ces cris de guerre n'expriment point la réalité sociale... Le mouvement syndicaliste n'est point en réalité la guerre entreprise par le prolétariat pour écraser la bourgeoisie, pour conquérir les instruments et la direction de la production. Ce n'est pas, comme le prétendent les théoriciens du syndicalisme révolutionnaire, la classe ouvrière prenant conscience d'elle-même pour concentrer en elle le pouvoir et la fortune et anéantir la classe bourgeoise. C'est un mouvement beaucoup plus large, beaucoup plus fécond, je dirai beaucoup plus humain. Il n'est pas un moyen de guerre et de division sociale ; je crois qu'il est au contraire un moyen puissant de pacification et d'union. » (1)

Sans doute, dans le syndicalisme révolutionnaire il y aura toujours un noyau de militants, de propagandistes, qui parleront au nom de la classe ouvrière, mais il n'est pas sûr qu'au déclenchement de la grève générale cette classe suivra tout entière. Et cela pour plusieurs raisons. D'abord, parce qu'une grève générale ne peut réussir que si sa cause est populaire et que si elle vient à son heure. Ensuite, parce qu'il faut encore que la classe ouvrière soit éduquée, disciplinée, soucieuse du seul intérêt de classe. Or, on peut le déplorer, mais cette éducation n'est pas faite encore, et ce ne sont ni les ambitions ni le démagogisme de certains militants qui la feront accroître. Nous verrons plus loin que l'échec des grandes offensives syndicalistes de 1920 est dû à des causes de ce genre.

(1) L. Duguit. Le droit social 105-110-119.

Il est bon que les syndicalistes sincères méditent cette belle page de Jaurès, qui, pour avoir été écrite en 1901, n'a rien perdu aujourd'hui de sa valeur et de son actualité : «... Il ne faut pas d'équivoque. Il ne faut pas s'imaginer que le mot de grève générale a une vertu magique et que la grève générale elle-même a une efficacité absolue et inconditionnée. La grève générale est pratique ou chimérique, utile ou funeste, suivant les conditions où elle se produit, la méthode qu'elle emploie et le but qu'elle se propose.

Il y a, à mon sens, trois conditions indispensables pour qu'une grève générale puisse être utile. 1^o Il faut que l'objet en vue duquel elle est déclarée passionne réellement, profondément, la classe ouvrière ; 2^o il faut qu'une grande partie de l'opinion soit préparée à reconnaître la légitimité de cet objet ; 3^o il faut que la grève générale n'apparaisse point comme un déguisement de la violence et qu'elle soit simplement l'exercice du droit légal de grève, mais plus systématique et plus vaste, et ayant un caractère de classe plus marqué.

Et tout d'abord il est nécessaire que l'ensemble des ouvriers organisés attache un très grand prix à l'objet en vue duquel s'est déclarée la grève. Ni les décisions des congrès corporatifs, ni les mots d'ordre des comités ouvriers ne suffiraient à entraîner la classe ouvrière dans une lutte toujours redoutable.

Pour affronter les privations et les misères, même pour échapper aux influences du milieu dont on est enveloppé, il faut une grande énergie. Or, cette énergie ne peut être suscitée dans toute une classe que par une grande passion. Et la passion à son tour n'est excitée

dans les âmes à ce degré où elle devient agissante et combattante, que par un intérêt à la fois très grand et très prochain, par un objet très important, d'une réalisation immédiate. » (1)

Alors, lorsque la grève générale sera faite dans ces conditions, elle sera bien près d'être légale, puisque toute l'opinion sera favorablement intéressée. Elle portera en soi sa vertu éducatrice et rédemptrice, et on pourra dire en toute conscience avec Stanley Jevons : « Je ne doute pas que si l'histoire des grèves et des luttes ouvrières était écrite complètement, elle présenterait tout autant d'exemples de fidélité, d'héroïsme, d'endurance intrépide de la misère ou même de la mort, que bien des guerres décrites dans l'histoire. » (2)

Au reste, encore, s'il ne faut pas s'exagérer l'importance du syndicalisme révolutionnaire, il ne faut pas, non plus, donner aux principes de ce syndicalisme une part plus grande que celle qu'ils ont vraiment. Le syndicalisme révolutionnaire ouvrier est surtout composé de militants, d'hommes d'actions, de prolétaires, qui s'embarrassent assez peu des spéculations pures sur la philosophie du syndicalisme : cette dernière a été bâtie en réalité par des théoriciens qui ne sont pas de vrais syndicalistes et qui ne peuvent se défendre de leurs attaches bourgeoises. (3)

Et, au fond, les idées des militants diffèrent beaucoup de celles des théoriciens. C'est ce qu'a très clairement

(1) Cité dans une brochure de la C. G. T., 1920 : « L'action confédérale et la grève des cheminots. »

(2) Cité par M. Leroy. *La Coutume ouvrière*, p 603.

(3) A ce titre, M. Leroy cite Pelloutier, E. Pouget, G. Sorel, H. Lagardelle, Ed. Berth... comme d'origine bourgeoise.

montré M. Gaëtan Pirou, dans un article de la Revue politique et parlementaire de 1911 auquel nous avons déjà fait un emprunt. (1) Tandis que les militants veulent faire obtenir à la classe ouvrière des résultats positifs, les théoriciens visent surtout à l'amélioration morale de cette classe. Par suite, ils réprouvent certains procédés préconisés par les militants, en particulier le néo-malthusianisme et le sabotage. La grève n'est pour eux qu'un mythe. Ils sont pessimistes à propos de la vie future de la classe ouvrière; leur anarchisme, leur antipatriotisme, sont beaucoup plus théoriques. La division existe aussi sur la violence. « Au sens où l'entend M. Sorel, la notion de violence doit être essentiellement distinguée de la notion de force. La force est un acte d'autorité, cherchant à réaliser une obéissance automatique. La violence se propose comme objectif de briser cette autorité contre laquelle elle se révolte. Violence ne veut pas dire non plus brutalité, haine ou barbarie. Nul plus que M. Sorel ne flétrit les atrocités de 1793, dont il impute la responsabilité au caractère idéaliste et étatiste des conventionnels. » (2)

Les idées des théoriciens sont les plus intéressantes, mais alors il faut les étudier en tant qu'idées et non en tant que réalité.

« Le syndicalisme des militants est moins une doctrine qu'un mouvement : c'est en tant que fait social... qu'il mérite d'être étudié.

Singulièrement plus originales et plus fécondes sont les conceptions des théoriciens de la Nouvelle École.

(1) V. p. 81, note 1.

(2) G. Pirou, art. cit. p. 137-38.

Elles ne peuvent légitimement prétendre à traduire l'état d'âme des militants syndicalistes,.. (mais) pour leur restituer une valeur, peut-être considérable, il suffit d'y voir, non une synthèse des aspirations du monde ouvrier, mais un recueil de préceptes, de conseils, donnés à ce monde ouvrier. » (1)

* * *

Voilà exposés les grands courants qui ont été à la base du syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre. En passant maintenant à l'histoire des faits depuis 1914, et en insistant surtout sur la période d'après-guerre, nous verrons combien la démagogie et les querelles intestines peuvent ébranler soudain jusque dans ses fondements un mouvement social merveilleusement amorcé qui portait en lui les plus belles espérances.

(1) G. Pirou, art. cit. p. 141.

II

LE SYDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE DANS LES FAITS DE 1914 A NOS JOURS. L'APOGÉE DE LA C. G. T., LES FAUTES, LA SCISSION. LES DEUX CONFÉDÉRATIONS ACTUELLES (G. G. T C. G. T. U.).

1. — LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE DE 1914 AU CONGRÈS DE LYON (SEPT. 1919).

Avant la guerre, la Confédération générale du travail (C. G. T.) symbolisait à peu près tout le mouvement syndicaliste français. Fondée en 1895, en affirmation de l'autonomie syndicale, elle remplaça d'abord l'ancienne fédération des syndicats. Puis, en 1902, la centralisation se fit plus complète ; la C. G. T. engloba la fédération des Bourses, dont elle prit d'ailleurs « l'esprit, l'impulsion, la doctrine, la méthode. » (1)

A partir de ce moment, l'activité de la C. G. T. fut très grande, et les effectifs crurent très vite. (2) Vraiment la C. G. T. représentait une force sans cesse croissante, et très coordonnée. « Aboutissant des efforts antérieurs dont les plus anciens remontent aux compagnonnages, les plus mémorables à l'internationale des travailleurs, les plus dramatiques à la commune, les plus proches et les plus utiles aux groupements et aux rivalités socia-

(1) M. Saint-Léon. Syndicalisme ouvrier et syndic. agricole p. 28.

(2) Voici des chiffres d'adhérents à la C. G. T. fournis par M. Martin-Saint-Léon :

1904	1906	1912	1914
158.000	203.273	400.000	600.000 Op. cit. p. 28.

listes, guesdites, broussistes, allemanistes, aux syndicats, à la fédération des syndicats et à la fédération des bourses, la C. G. T. représente le groupement le plus méthodique et le plus vaste que la classe ouvrière française ait encore tenté. Que de générations y ont travaillé ! Affermie par son statut, elle revendique en face de l'état plus que sa part de puissance, une autonomie complète ; elle s'affirme comme un état dans l'état ; c'est le prolétariat organisé, comme les communes organisèrent la bourgeoisie en face de la Royauté, de l'Eglise et de la féodalité. » (1)

Les congrès confédéraux qui, depuis 1902, se tenaient tous les deux ans, donnaient lieu à des débats très importants, très actifs. Nous avons eu à parler du Congrès d'Amiens : mais les congrès de Bourges 1904, Marseille 1908, Toulouse 1910, Le Havre 1912 ont eu une grande importance.

Bref, en 1914 la C. G. T. était un groupement qu'il ne fallait pas méconnaître. Il est vrai qu'elle était déjà traversée de deux courants : « Il y avait l'école Merheim, exerçant sa surveillance sur l'activité économique et financière des grandes puissances. L'autre école, l'école Griffuelhes, avec Jouhaux comme phonographe, critiquait la première. » (2) Mais la politique de la C. G. T. n'était pas moins, dans son ensemble, une affirmation des principes du syndicalisme révolutionnaire que nous avons vus plus haut. D'après les résolutions des congrès confédéraux, la C. G. T. devait décréter la grève générale

(1) M. Leroy. *La Coutume ouvrière*, p. 478.

(2) Dumoulin. *Les syndicalistes français et la guerre ; le rôle de la fraction minoritaire de la C. G. T.* Brochure 1918, p. 6 et 7.

au cas de conflit armé entre la France et une ou plusieurs autres puissances, et il était intéressant — angoissant même — de savoir quelle attitude elle adopterait après l'ordre de mobilisation générale du 2 août 1914.

On verra dans un autre chapitre qu'en 1906 l'antimilitarisme international avait donné des mécomptes de la part de l'Allemagne (1); la situation du prolétariat français en 1914 était par là très délicate; d'autre part, il n'était pas douteux que la France était alors victime d'une agression, que toute idée de guerre offensive de sa part devait être écartée.

Les militants syndicalistes eurent-ils peur, comme l'ont dit certains, d'une répression gouvernementale (2), ou le vieil instinct de conservation de la race se réveilla-t-il en eux ? Toujours est-il que le 2 août 1914 et les jours suivants se passèrent sans que l'ordre de grève générale fût lancé; et les syndiqués répondirent en bloc à l'ordre de mobilisation générale, en rejoignant soit les dépôts, soit les usines.

C'est là ce que l'on a appelé « les premières compromissions » : « Le comité confédéral reste silencieux vis-à-vis de la province, et il prend immédiatement et diplomatiquement position dans l'immense conflit qui va surgir... il donne de son attitude une définition analogue à celle des gouvernements : en France, personne n'a voulu la guerre, nous avons tout fait pour éviter le conflit armé.

(1) V. chapitre 4, page 201-202.

(2) «... La peur n'est ni syndicaliste, ni socialiste, ni autre chose en « iste », elle est humaine. A la C. G. T. on a eu peur de la guerre, on a eu peur de la répression, simplement parce qu'on est des hommes, comme les autres. » Dumoulin, broch. cit. p. 13.

Les gouvernants bâtiront toute leur doctrine guerrière sur ces deux formules ; les majoritaires de la C. G. T. construiront leur théorie sur les mêmes affirmations. ... Ainsi, le syndicalisme français s'engage dans la guerre, avant que la mobilisation ne soit décrétée... Le comité confédéral souscrit aux affirmations diplomatiques de l'heure présente, et consacre une fois de plus son opportunisme de commande en présence de ce que son secrétaire appelle les *réalités présentes* et les *nécessités du moment*. » (1)

Et Dumoulin ajoute mélancoliquement : « Que de fois je me suis posé la question : combien de militants, au jour de la déclaration de guerre, rejoindront les Bourses du travail ? Et, chaque fois, j'ai senti la vanité des motions de nos congrès. » (2)

Reste à savoir si cette « compromission » du comité confédéral est la seule cause de l'entrée dans le conflit de la C. G. T. Lorsqu'au congrès de Lyon de 1919, le premier grand congrès d'après-guerre, cette question de l'acceptation de la guerre par la C. G. T. fut discutée, Merrheim, l'homme « conscient » d'avant-guerre, l'homme de Zimmerwald pendant la guerre, répondit lui-même aux critiques des extrémistes : « Ah, je vous aurais bien défiés ! (d'empêcher la C. G. T. d'accepter la guerre)... La classe ouvrière de Paris, emportée par une crise formidable de patriotisme, n'eut pas attendu les gendarmes : elle nous aurait tous fusillés sur place ! »

Ainsi, le syndicalisme acceptait la guerre ; et, au cours de la guerre, les syndicats se soumirent. Cette soumis-

(1) Dumoulin. Broch. cit. p. 10.

(2) — — — p. 17.

sion leur valut même un surcroît de prospérité : en effet, la guerre multiplia les usines, les chantiers, appela au travail de la défense nationale un grand nombre de femmes dont les maris étaient aux armées ; le besoin de solidarité se fit sentir entre les nouveaux salariés, qui grossirent tout naturellement les rangs des syndicats. Ces derniers durent se préoccuper de questions d'hygiène, de sécurité de travail. « Il fut impossible aux militants eux-mêmes d'échapper aux besoins corporatifs, » avoue Dumoulin. (1) Il est vrai qu'il voyait dans cette situation une situation temporaire : « On vit sur du creux, sur du vide, sur un avenir menaçant. » (2)

Par ailleurs, il y eut bien, pendant la guerre, une fraction minoritaire au sein de la C. G. T., hostile à l'acceptation de la guerre par cette dernière. Elle protesta, tout en reconnaissant ses fautes : « Notre syndicalisme, notre internationale n'ont pas rassemblé autour de notre idéal la puissance d'espérances pour la Société que nous voulons bâtir, et dans laquelle il n'y aura plus de guerres. C'est ici notre faute capitale de n'avoir pas su donner aux hommes la certitude que ce que nous voulons fera disparaître ce qui existe. » (3) Pendant la guerre, cette fraction fit quelques essais pour arrêter le conflit. Le principal effort fut celui des rencontres internationales de Zimmerwald, où Merrheim et Bourderon furent les délégués du syndicalisme français. (4)

(1) Dumoulin. Broch. cit. p. 22.

(2) — — — p. 22.

(3) — — — p. 16.

(4) Il est assez curieux de remarquer que Dumoulin et Merrheim, les minoritaires de l'avant-guerre et de la guerre qui s'insurgèrent alors contre les méthodes de la C. G. T., sont aujourd'hui les plus fermes soutiens, contre la C. G. T. U. extrémiste, de la vieille C. G. T., devenue presque réformiste, comme nous le verrons plus loin.

De plus, dans une conférence confédérale qui eut lieu à Clermont-Ferranden 1917, comme au Congrès de Paris de 1918, les deux tendances, déjà manifestées dans l'avant-guerre, se rencontrèrent assez vivement, surtout en 1918. Mais la politique suivie par la C. G. T. ne fut pas moins ratifiée, et ainsi la fin de la guerre arriva, sans que le syndicalisme ouvrier français ait fait acte d'insurrection. (1)

L'extension qu'avait prise la C. G. T. pendant la guerre devait même lui donner une place de premier rang à la cessation des hostilités. Tout d'abord, la C. G. T. eut l'ambition, — ambition très noble en soi —, que le syndicalisme révolutionnaire cessât d'être une doctrine purement négative, destructive, comme avant la guerre. Consciente que détruire ne suffit pas, elle s'efforça d'élaborer un programme positif, constructif, rendu d'autant plus nécessaire à ses yeux par la conflagration à peine achevée, et l'ébranlement du vieux monde qui en résultait. Aussi la C. G. T. voulut-elle intervenir dans le redressement national et mondial. Elle élaborait tout d'abord un « *Programme minimum de revendications*, » « programme où avaient été fixés avec clairvoyance un certain nombre des points essentiels sur lesquels il était urgent et nécessaire de faire porter l'effort du monde du travail. » (2) Ces revendications furent au nombre de quatorze (3). En particulier, la reconnaissance du droit

(1) Il y a bien eu des troubles ouvriers pendant la guerre, tels que ceux de Saint-Étienne au début de 1918, mais ils ne sont pas imputables au syndicalisme révolutionnaire.

(2) *La Voix du peuple*, n° de janvier 1922, consacré à l'histoire de la scission dans le syndicalisme révolutionnaire, p. 13.

(3) Voici les titres de ces revendications : conditions de la juste paix ; participation ouvrière à la conférence de la paix ;

syndical était réclamé. « Le droit d'intervention doit être reconnu dans toutes les questions du travail. »

La question du contrôle ouvrier était posée ; le retour des richesses nationales à la nation était demandé. En outre, la C. G. T. ne cessait de réclamer sa participation à l'élaboration du traité de paix. Nous reviendrons plus loin sur cette question. (1) Disons seulement ici que les délégués de la C. G. T. furent officiellement admis à cette participation. Ainsi, dit la *Voix du peuple*, « longtemps négligée sinon méprisée par le pouvoir, la C. G. T. devenait une véritable puissance sociale avec laquelle il fallait compter. » (2)

Et l'année 1919 s'ouvrait pleine de promesses pour le prolétariat français. Nous croyons même bon, bien que ce soit un peu une parenthèse, de rappeler ici à quel point cette année 1919 fut fertile au point de vue de la législation sociale. C'était la dernière année d'une législature qui avait siégé pendant toute la guerre ; on voyait tout l'arriéré d'institutions sociales à faire aboutir, arriéré d'autant plus grand que la guerre, dans ce domaine, avait fait faire un immense pas en avant. On voulait aller vite, et les lois se succédèrent : loi de huit heures, loi sur les conventions collectives, réglementation du travail de nuit, du travail dans les mines, de l'instruction technique, des maladies professionnelles, etc., etc. Il

plus d'entrave à la liberté ; le droit ouvrier ; la journée de huit heures ; le contrôle ouvrier ; pour les régions détruites ; la réorganisation économique ; retour à la nation des richesses nationales ; la lutte contre les fléaux sociaux ; pour les ouvriers étrangers ; extension de l'assurance sociale ; contre la vie chère ; répartition des charges budgétaires. Programme reproduit dans le n° de la *Voix du peuple* déjà cité, p. 13 à 17.

(1) V. chapitre 4, page 217 et s.

(2) *Voix du peuple*, n° cit. p. 17.

est peut-être bon de faire allusion à cette vaste législation, pour montrer que le prestige qu'avait alors la C. G. T. ne lui fut pas étranger. « C'est la guerre, écrit Albert Thomas, qui a donné à la législation du travail une importance primordiale. C'est la guerre qui a contraint les gouvernements à prendre des engagements pour faire disparaître « la misère, l'injustice, les privations » dont souffrent les salariés. C'est la guerre encore qui a conduit les ouvriers organisés à comprendre que l'action de protection légale, en prenant toute sa puissance sur le terrain international, était nécessaire à la réalisation de quelques unes de leurs aspirations. » (1)

2. LE CONGRÈS DE LYON (SEPTEMBRE 1919).
APOGÉE DE LA C. G. T. LE CONSEIL ÉCONOMIQUE
DU TRAVAIL ; LES PREMIERS SYMPTOMES DE SCHISME EN 1919.

Et, de fait, cette année 1919, malgré les premières fautes commises que nous verrons plus loin, connut l'apogée de la C. G. T. française. Cette apogée devait se manifester au 20^e Congrès confédéral tenu à Lyon le 20 septembre 1919.

C'était le premier congrès national, qui, depuis 1912, réunissait les syndicats en Assemblée plénière. Il revêtait une telle importance « qu'à l'avance, dit Jouhaux, nous avons appelé ces assises les états généraux du travail. » (2) Les résolutions que ratifia ce congrès furent très étendues. Elles portèrent sur la nécessité d'une transformation sociale, en assurant désormais

(1) Albert Thomas. L'organisation internationale du travail. Article de la revue internationale du travail. Janv. 1921, vol. 1 Tome 1, p. 9.

(2) L. Jouhaux. Op. cit. p. 230.

une place prépondérante au travail, et sur la nécessité, quoiqu'affirmée de façon assez mitigée, de poursuivre la lutte des classes en vue de la disparition du salariat.

«... Le travail entend être tout parce que les autres facteurs de la société ne sont que ses subordonnés ou ses parasites. Ainsi, sans qu'aucune équivoque puisse être possible, le syndicalisme déclare qu'il est dans son origine, son caractère présent, son idéal permanent, une force révolutionnaire. » (1)

Les déclarations de la Charte d'Amiens furent reprises et précisées : « Le congrès de Lyon estime en outre nécessaire de dire que cette déclaration ne se borne pas à affirmer pour un moment donné, de façon provisoire et révisable, la neutralité des organisations professionnelles à l'égard des partis ou des écoles, des doctrines et des philosophies, mais qu'elle proclame de façon permanente cette conception fondamentale de l'action syndicale qui est l'action directe. » (2)

Disons le tout de suite, cette affirmation était bien près d'être démentie par les faits qui allaient se dérouler si rapidement à partir de l'année suivante. Déjà, à Lyon, bien que la politique de collaboration de classes rencontrât l'hostilité du congrès, une fraction minoritaire reprocha à la C. G. T. — reproche qui devait aller en s'amplifiant sans cesse jusqu'à la fin de 1921 — de faire de la politique de collaboration de classes. Le programme minimum dont nous avons parlé plus haut fut accusé de répondre à cette politique. Il n'est pas douteux que le point de vue majoritaire qui fut sanctionné par 1633

(1) L. Jouhaux, op. cit. 233.

(2) — — 235.

mandats contre 324 et 43 abstentions ne correspondait plus déjà parfaitement aux pures doctrines du syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre.

A ce congrès, la politique constructive fut poursuivie. La C. G. T. avait proposé au Gouvernement la création d'un Comité National Économique, destiné à résoudre la crise de la vie chère. La proposition ne fut pas prise en considération. Aussi, fut-il décidé au congrès de Lyon que la C. G. T. créerait un Conseil Economique du Travail, « au sein duquel elle poursuivrait l'étude d'une réorganisation de la production nationale. » (1)

A — LE CONSEIL ÉCONOMIQUE DU TRAVAIL (C.E.T.).

Ce conseil fut constitué le 8 janvier 1920. Pour M. Leroy c'est « le premier effort scientifiquement prolétarien pour donner une place systématique aux doctrines d'action dérivées de l'observation et de l'expérimentation scientifique. » (2)

Il faut remarquer que le but de ce C.E.T. était de parer à l'insuffisance de nos gouvernements politiques, jugés impuissants par les dirigeants de la C. G. T. « Enregistrant aujourd'hui la carence du gouvernement et d'une organisation politique impuissante, la C.G.T. entend recourir à une organisation nouvelle et introduire, avec d'autres méthodes, une direction changée dans l'activité du pays. » (3)

Il serait fastidieux, dans cette étude, d'insister sur l'organisation interne de ce C.E.T. Indiquons seulement quelle est sa composition générale. « Des travailleurs,

(1) *Voix du peuple*, n° cit. p. 21.

(2) M. Leroy. *Tech. nouv. du synd.* p. 107.

(3) — — — — — p. 117.

des techniciens, des fonctionnaires, des coopérateurs, voilà les quatre éléments qui constituent le C.E.T. par leurs organisations respectives, la C.G.T., l'U.S. T.I.C.A., la Fédération nationale des fonctionnaires, la Fédération des coopératives de production.

...Création ouvrière, le C.E.T. ne comprend aucun élément officiel, aucune représentation de l'état. » (1)

L'introduction des techniciens est intéressante, car elle donne à l'œuvre son caractère constructif.

Le Conseil est divisé en Comité et en Sections d'études. D'ailleurs les projets du Comité directeur n'ont pas force de décision ; ils sont soumis à la C.G.T. qui peut seule les « confédéraliser. »

Les études auxquelles s'est livré le C.E.T. ont surtout porté sur la réorganisation des chemins de fer, pour lesquels la nationalisation est réclamée. « L'organisation du régime ferroviaire français était et constitue encore le problème le plus pressant pour le monde ouvrier, tant au point de vue général — tant il est clair que cette réorganisation commande toute celle de l'outillage national — qu'au point de vue syndical, en raison même des luttes que nous avons rappelées plus haut. » (2)

Le C.E.T. s'est encore occupé, en accord avec la C.G.T., de la reconstruction des régions libérées. (3)

Ce C.E.T., il faut le dire, n'a pas donné tout ce qu'on attendait de lui. Il a manifesté, dans les premiers temps

(1) L. Jouhaux. Le C. E. T. Article de la Revue internationale de travail. Vol. 1, n° 2, p. 181.

(2) L. Jouhaux. Le C. E. T. art. cit, p. 183.

(3) Le C. E. T. et la C. G. T. ont fait des enquêtes sur place. D'autre part ils ont préconisé, pour la reconstruction des régions dévastées, la politique des réparations en nature et l'utilisation de la main-d'œuvre allemande.

de sa création, une activité qui est tombée assez rapidement. S'il faut en croire M. Germain-Martin, cela tient à ce qu'il groupait, au début, de fortes personnalités qui, par la suite, se sont détachées de lui (1) : cela prouverait que, quelques collectives que soient les institutions, c'est encore aux initiatives individuelles que se ramènent les plus fortes impulsions économiques et sociales.

Mais il n'en reste pas moins que ce C.E.T. est le signe d'un mouvement constructeur intéressant, et, au point de vue de l'éducation qu'il peut donner à la classe des travailleurs, nous sommes parfaitement d'accord avec M. L. Jouhaux : « En réalité, la création du C.E.T. correspond pour nous à une phase nouvelle de l'action syndicale. Il ne s'agit plus seulement de critiquer : il faut réaliser. Il ne suffit pas de construire des théories sociologiques, il faut fournir des résolutions immédiatement réalisables et qui doivent correspondre à ce double caractère : apporter des améliorations aux travailleurs, préparer l'avenir.

... Le C.E.T. répond donc à un désir d'éducation. Il s'agit pour nous, en quelque sorte, de donner aux travailleurs la capacité économique, d'élargir leur horizon demeuré jusqu'ici trop corporatif, de les rendre aptes à connaître le mécanisme de la vie moderne, de les adapter au rôle qu'ils doivent remplir dans l'économie réorganisée.

Car, encore une fois, nous croyons que cette réorga-

(1) Germain-Martin. L'organisation industrielle. Cours de doctorat. Paris, 1921-22.

nisation doit se faire et qu'elle ne s'accomplira pas en dehors du travail. » (1)

D'ailleurs l'idée de ce C.E.T. n'est pas abandonnée par la C.G.T. actuelle, quoique diminuée par la scission, puisque le tout récent congrès de janvier-février 1923 a donné mandat à la C.G.T. de le réorganiser. (2)

B. — PREMIÈRES FAUTES ET PREMIERS SYMPTÔMES DE SCHISME EN 1919.

Ainsi, l'année 1919 s'achevait pour la C.G.T. française par une série de succès; son prestige était encore grand à l'intérieur comme à l'extérieur; sa politique cessait d'être purement négative, et ses effectifs atteignaient un chiffre qui n'avait jamais été atteint jusqu'alors : ce chiffre qui était de 600.000 adhérents en 1914, tournait, fin 1919, autour de 2 millions. (3)

Pourtant, dès 1919, certains symptômes de mauvaise augure commencèrent à se manifester. Les ambitions trop lourdes de la C.G.T. ne furent sans doute pas étrangères aux fautes qui allaient être commises : car il en est des institutions comme des hommes; il n'est pas rare que ceux-ci, lorsqu'ils sont brusquement arrivés à une apogée inattendue, soient pris d'une sorte de vertige qui les pousse à des rêves illégitimes et trop vastes : il devait en être ainsi de la C.G.T. Oh, nous souscrivons pleinement aux efforts qu'elle fit alors

(1) L. Jouhaux. Le C.E.T. art. cit. p. 186.

(2) Nous ne revenons pas sur l'étude du C. E. T. au point de vue du droit public, et du conflit possible entre lui et l'état. Nous renvoyons sur ce point aux développements que nous avons déjà donnés dans notre chap. 1. Voir plus haut, page 43.

(3) Le 12 janvier 1920, le trésorier de la C. G. T. affirmait même avoir réparti 2.400.000 cartes confédérales. Bien entendu, il est impossible de contrôler ce chiffre et nous le donnons avec les réserves qu'il comporte.

pour instituer une organisation internationale des travailleurs (1) en vue de mettre fin aux conflits armés, car nous sommes résolument pacifiste : mais cela ne nous empêche pas de condamner dès maintenant toutes les fautes qui allaient être commises par la C.G.T. dans le cadre national. Il n'est pas douteux que ses dirigeants ont subi alors une griserie provoquée par l'importance que les circonstances donnaient à la C.G.T. : qu'il y ait eu alors, dans l'esprit de ces dirigeants, un peu de mégalomanie, c'est possible, parce que c'est humain.

Quoiqu'il en soit, la C.G.T. voulait, plus que jamais, parler au nom de la classe ouvrière. Pour le 1^{er} mai 1919, la C.G.T. avait résolu d'essayer une démonstration publique de sa force. Mais déjà des résistances se produisaient, principalement dans les métaux, un des éléments les plus avancés du syndicalisme ouvrier. Le succès de la manifestation fut médiocre. De plus, la C.G.T. fit preuve d'une modération qui lui fut reprochée, et « ce sont alors les grèves de juin 1919 avec toutes leurs misères et leur désordre. » (2)

Une démonstration de grève générale de 24 heures pour le 21 juillet 1919 — essai de mobilisation générale des forces syndicales, — connut aussi un échec complet. Alors « ce qui n'était jusque là qu'un malaise latent commença à prendre les proportions plus graves d'une crise étendue », avoue mélancoliquement la Voix du peuple (3).

(1) V. chap. 4, page 204.

(2) *La Voix du peuple*, n° cit. p. 19.

(3) — — — p. 19.

Ainsi se préparait une crise d'autorité que nous verrons éclater bientôt.

D'autre part, un autre symptôme dangereux pour la C.G.T. fut, en 1919, le commencement de la propagande bolcheviste. La C.G.T. était favorable au peuple russe — une résolution en ce sens fut votée au congrès de Lyon — mais non à une entente avec le communisme; sur ce point, elle restait fidèle à la charte d'Amiens. Aussi, dès 1919, la propagande de Moscou commença-t-elle contre les majoritaires de la C.G.T. qui, peu à peu, allait se trouver minée. (1)

3. L'ANNÉE 1920 : LES FAUTES, LES ÉCHECS. (PREMIÈRES CRISES D'AUTORITÉ, LES GRÈVES DE MAI, LE CONGRÈS D'ORLÉANS, LE « NOYAUTAGE », LES PROJETS DU CONTROLE OUVRIER).

Et nous arrivons à l'année 1920, première année du dénouement de la crise.

Dès le début, nous assistons à une réduction des effectifs; l'extension de la propagande bolcheviste, les déceptions de la classe ouvrière à propos de l'organisation internationale du travail et le découragement qui les suivit en furent les causes directes.

(1) Il est certain que dans les troubles internes du syndicalisme révolutionnaire — crises d'autorité, schismes, scission définitive — dont l'étude va suivre, Moscou et la troisième Internationale communiste ont joué un rôle de premier plan.

En réalité, il faudrait ici mener de front l'étude de ces troubles internes et celle des deux Internationales ouvrières, d'Amsterdam et de Moscou. Mais ce serait singulièrement embrouiller une étude déjà assez complexe d'elle-même, et c'est pourquoi, dans un désir de plus grande clarté, nous avons préféré traiter séparément et de façon plus cohérente la question des Internationales et la lutte entre Moscou d'une part, et Amsterdam et sa filiale la C. G. T. d'autre part. Voir les développements sur point au chap. 4, p. 203 et s.

A. — PREMIERE CRISE D'AUTORITE.

Puis, en février 1920, éclata la première crise d'autorité. Pour une raison futile, — mise à pied d'un ouvrier préalablement prévenu de la sanction qui pesait sur lui — la fédération des cheminots décréta la grève.

Or, d'après les principes confédéraux et la discipline confédérale, une fédération ne peut décréter la grève sans l'assentiment du Comité confédéral national de la C.G.T. En février 1920, la fédération des cheminots passa outre; « c'est en s'appuyant sur le principe de l'autonomie absolue qu'elle décida la grève.. Faute grave, non seulement au point de vue de l'autorité confédérale, mais surtout parce qu'elle ôtait à la C.G.T. la maîtrise de ses décisions. » (1)

En effet, la C.G.T. se trouvait désormais en face d'un dilemme: ou désavouer la fédération des cheminots, ou la soutenir. Le second cas était difficile, le premier à peu près impossible.

La C.G.T. soutint la fédération des cheminots; et elle ne le fit pas seulement d'une façon platonique, mais en décrétant à son tour la grève générale pour tout le pays. Ce fut le signal des fameuses grèves de mai 1920.

B. — LES GRÈVES DE MAI 1920 : ÉCHEC, CONSÉQUENCES. Ici l'aberration commence. Il fallait soutenir les cheminots, mais la mégalomanie dont nous parlions tout à l'heure a certainement joué. Nous avons dit, dans notre introduction, le bien que nous pensions du syndicalisme en soi; mais que cela ne nous empêche pas de blâmer les fautes qu'on lui a fait commettre. Or, en

(1) L'action confédérale et la grève des cheminots. Broch. de la C. G. T. 1920, p. 4 et 5.

mai 1920, la C.G.T. s'est montré véritablement un état dans l'état, avec le désir très net de réduire à sa merci l'état légal. La C.G.T., après avoir fait capituler le gouvernement, aurait assuré elle-même le ravitaillement du pays, et se serait présentée en sauveur. La société nouvelle eût été dressée sur les ruines de la vieille bourgeoisie, et des temps nouveaux auraient commencé.

Pour arriver à ce résultat, la C.G.T. préconisa la tactique des « vagues d'assaut » : grèves générales étendues successivement à toutes les branches de l'activité nationale, et paralysant le fonctionnement des services publics.

Mais là C.G.T. n'avait pas encore médité sur cette page de Jaurès, que nous avons citée plus haut, à propos des conditions de réussite d'une grève générale. (1) Elle ne comptait pas sur les résistances de l'opinion, et c'est faussement qu'elle a écrit que cette opinion peu préparée « se livra sans résistance aux forces de calomnie qui montrèrent la servilité de la grande presse corrompue. » (2)

S'il est très vrai que la grande presse est souvent corrompue, en l'espèce elle n'eut pas à corrompre le public qui n'a pas voulu céder à cette démonstration de la violence, et la C.G.T. est beaucoup plus sincère, lorsqu'elle écrit : « Des erreurs et des fautes considérables sont à l'origine immédiate du mouvement, et, irréfutablement, elles ont engendré le malaise et les

(1) V. page 84. La C. G. T. a du réfléchir depuis sur cette page, puisqu'elle est reproduite par une brochure de la C. G. T.

(2) Action conféd. broch. cit. p. 5.

obstacles qui ont entravé l'évolution normale de la bataille engagée. » (1)

L'opinion se dressa d'elle-même, et le gouvernement eut l'énergie d'organiser la résistance. Par là, l'échec était fatal. « L'histoire des grèves, a écrit Monmousseau, (chef de l'ancienne minorité cégétiste et aujourd'hui secrétaire général de la C.G.T.U.), met en lumière un des points faibles de notre organisation syndicale, et il apparaît qu'un gouvernement, décidé à violer la légalité bourgeoise, peut briser une grève chaque fois qu'il le veut, en arrêtant d'un seul coup les militants placés à la tête du mouvement, parce que celui-ci ne repose pas sur des organismes assez souples pour assurer automatiquement la continuité de l'action, par un renouvellement permanent des militants dans les comités de grève. » (2)

Peu à peu, en effet, le mouvement échoua, et le Comité confédéral national de la C.G.T., réuni les 23 et 24 août 1920 pour fixer la politique à suivre, décida la reprise du travail. La motion eut beau porter en conclusion : « Le comité confédéral dédaigne souverainement la menace de dissolution de la C.G.T., dissolution impossible en raison de la force indestructible de relation d'intimité et d'unité qui arme le monde du travail contre ses pires ennemis et contre les plus illégaux moyens » (3), l'échec de la grève n'était pas moins com-

(1) Action conf. Broch. cit. p. 4.

(2) G. Monmousseau. Le contrôle syndical et les comités d'usine. Broch. 1922, p. 8.

(3) L'action conféd., broch. cit. p. 38.

plet, et il allait commencer à jeter sur la C.G.T. un singulier discrédit.

Voici le jugement de M. Duguit sur ces grèves : « ...Lorsque certains syndicats, comme au mois de mai 1920, commettent le crime de provoquer une grève des services publics, les gouvernants qui détiennent encore en fait la plus grande force ont le devoir de briser ces tentatives. S'ils ont l'appui de l'opinion publique, de la conscience de la masse, ils y arriveront comme ils l'ont fait à la même époque. S'ils n'y arrivent pas, c'est qu'ils ne détiennent plus la force, puisqu'ils sont incapables d'assurer le fonctionnement des services publics ; ils cessent d'être des gouvernants. Le gouvernement actuel, avec l'appui de l'opinion publique qui s'est dressée toute entière contre l'ennemi de l'intérieur, a brisé les grèves du mois de mai 1920. Mais j'estime cependant qu'il n'a point achevé son œuvre ; car il se peut que les troubles renaissent, jusqu'à ce que les éléments de force sociale et économique que représentent les syndicats aient reçu une représentation politique adéquate. » (1)

En effet, il importe, devant des mouvements de ce genre qu'une autorité très forte se dresse, pour que la Société ne soit pas victime de troubles offrant beaucoup d'analogies avec des troubles insurrectionnels. Et, à ce propos, une page de Mermeix, écrite en 1908, prend un caractère de vive actualité : « ...Après une analyse... du syndicalisme, on arrive à conclure que la puissance de cette nouvelle faction est beaucoup

(1) L. Duguit. Droit const. 1921. T. 1. p. 511-512.

moins en elle-même que dans les illusions qu'elle a eu l'art de répandre, et dont nous avons eu la faiblesse d'être les dupes.

La grève générale, est comme le rêve d'un roi nègre neurasthénique... Son épouvantail semble donc devoir être mis en rang des chimères.

Que reste-t-il donc à redouter de la C.G.T. ? Rien de plus que son action directe par laquelle elle détourne les syndicats de leurs fonctions, par laquelle elle transforme ces organes de défense des intérêts les plus respectables en instruments d'offensive anti-sociale, par laquelle elle opprime la liberté des ouvriers non-syndiqués (ils sont 95 %), par laquelle enfin elle peut rendre impossible sur certains points aux patrons, la continuation de leur industrie. » Quant à sa puissance de nuire, la C.G.T. la trouve « dans la faiblesse d'une autorité qui paraît avoir perdu la confiance en son droit... S'il y a un péril, il n'est pas dans l'action directe, il est dans l'inertie des pouvoirs publics qui ne lui font pas toujours sentir la juste rigueur des lois. » (1)

C'est parce qu'en 1920 le gouvernement n'a pas faibli que le péril a pu être écarté. Disons même que des poursuites aux fins de dissolution, sur lesquelles nous aurons à revenir, furent ordonnées contre la C.G.T.

L'échec de la grève devait avoir aussi ses répercussions à l'intérieur même de la C.G.T. ; d'abord, le chiffre des effectifs fit une chute très rapide. De deux millions environ, il était déjà tombé à 1.500.000 dans le

(1) Mermeix. Op. cit. p. 232-3.

premier semestre de 1920, et, à la fin de 1920, il n'était plus que de 600.000, chiffre de 1914 (1).

Ensuite, les divisions internes allaient de plus en plus s'affirmer. La fraction minoritaire, fraction de l'opposition, reprochait l'échec des grèves, et en même temps elle subissait l'influence de plus en plus grande de la II^e Internationale communiste de Moscou. Le choc des deux tendances eut lieu au congrès national d'Orléans du 27 septembre 1920, « la C.G.T., dit la *Voix du peuple*, étant mise dans l'obligation d'en appeler une fois de plus et directement au jugement des syndicats. » (2)

C. — LE CONGRÈS D'ORLÉANS (SEPTEMBRE 1920).

A ce congrès, la fraction minoritaire montra nettement ses desseins. La III^e Internationale communiste et sa filiale l'Internationale syndicale étaient alors constituées, et les minoritaires cherchaient à faire adhérer la C.G.T. à cette internationale, au détriment de la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam, accusée d'être « jaune », et à laquelle la C.G.T. adhérait depuis sa fondation en juillet 1919. (3)

Les minoritaires firent même avant le congrès d'Orléans un congrès séparé au cours duquel ils votèrent une motion d'adhésion à Moscou. C'était là une violation de la discipline des congrès confédéraux.

De plus, l'adhésion à Moscou impliquait une subordination du syndicalisme à l'internationale communiste.

(1) Chiffres indiqués par M. Martin-Saint-Léon dans une communication à l'Académie des Sciences morales et politiques du 6 mai 1922.

(2) *La Voix du peuple*, n^o cit. p. 23.

(3) V. chap. 4, page 204 et s.

Les conditions d'adhésion à cette internationale, ainsi que ses statuts, ne laissaient pas de doute à cet égard. Voici l'article 14 des statuts :

« Les syndicats se tenant sur le terrain du communisme et groupés sous le rapport international de l'Internationale communiste forment une section syndicale de l'Internationale communiste... Le comité exécutif de l'Internationale Communiste a le droit de déléguer un représentant avec voix délibérative dans la section syndicale de l'Internationale communiste. » (1)

D'après les conditions d'adhésion, les syndicalistes-communistes doivent aussi faire de la propagande au sein des groupements syndicaux pour les gagner à la cause communiste, et cela par tous les moyens, nous dit Lénine : « Il faut être prêt à tous les sacrifices, et même — si cela est nécessaire — employer différents artifices, la tromperie, les méthodes illégales, le silence, la dissimulation de la vérité, ne serait-ce que pour pénétrer dans les syndicats, pour y rester, et développer à tout prix, dans leur sein, l'activité communiste. » (2)

On voit à quel point la thèse minoritaire était éloignée des principes de la charte d'Amiens. Les majoritaires se déclarèrent hostiles à cette thèse, et leur motion l'emporta. Mais les minoritaires, loin de se rallier à la décision du congrès, parlèrent déjà, en termes très aigres, de scission avec des syndicalistes « partisans du replâtrage de la Société bourgeoise. »

(1) M. Leroy. Tech. nouv. du synd. p. 45.

(2) Lénine. La maladie infantile du communisme.

D. — NOUVELLE CRISE D'AUTORITÉ : FORMATION DES
COMITÉS SYNDICALISTES RÉVOLUTIONNAIRES (C. S. R.) :
LE « NOYAUTAGE ».

Après le congrès d'Orléans, une nouvelle crise d'autorité devait éclater. Les minoritaires se réunirent en congrès séparé et après avoir affirmé leur volonté de ne pas se conformer aux résolutions d'Orléans, ils formèrent des Comités syndicalistes révolutionnaires (C.S.R.), résolus à appliquer « les méthodes d'organisation de propagande et d'action repoussées par le congrès d'Orléans. » (1)

C'est l'origine de ce que l'on a appelé d'un affreux néologisme le « noyautage ». Se conformant aux injonctions de Moscou, les minoritaires allaient constituer dans les groupements syndicaux des « noyaux » de militants pour faire de la propagande révolutionnaire et bolcheviste. Et ce devait être aussi l'origine d'un conflit aigu entre les deux tendances qui allaient, jusqu'à la scission, se renvoyer des accusations mutuelles : la C.G.T. accusant les minoritaires de violer de façon flagrante les principes syndicalistes, les minoritaires reprochant à la C.G.T. d'étouffer la liberté de penser et d'entraver par là le droit des minorités.

Voici, au reste, l'argumentation des minoritaires touchant les principes syndicalistes : « la motion d'Amiens n'a été votée que pour mettre nos organisations révolutionnaires à l'abri du parti socialiste, dans un moment où ce parti était réformiste et attaché exclusivement aux méthodes parlementaires. » (2) Les principes d'Amiens ne furent donc adoptés qu'à titre

(1) *B. Off.* de l'union des syndicats de la Seine, déc. 1920.

(2) Déclarations du minoritaire Bouet au C. C. N. d'Août 1920.

de défense, et de défense temporaire. Aujourd'hui qu'il existe un parti communiste véritablement révolutionnaire, rien n'empêche que le syndicalisme n'ait avec lui une tactique commune. Et cette argumentation est restée celle de l'actuelle C.G.T.U. Pourtant, nous ne voyons pas autre chose en elle qu'une subtile exegèse de la charte d'Amiens : la solennité de cette charte nous fait penser que ses principes étaient considérés comme les bases définitives, permanentes, du syndicalisme, et si nous nous trompons, c'est tout le syndicalisme révolutionnaire à son apogée qui se trompe avec nous, puisque le congrès de Lyon, où les querelles intestines n'avaient pas commencé, du moins profondément, vota une motion précise en ce sens. (1)

Quoiqu'il en soit, les C.S.R. furent groupés dans une commission centrale qui commença une active propagande. Et vers la fin de 1920 les C.S.R. mirent en avant l'idée de tenter en France une expérience de contrôle ouvrier.

E. — LES PROJETS DE CONTRÔLE OUVRIER.

L'idée du contrôle ouvrier est une idée assez neuve, une idée du syndicalisme constructif. C'est l'idée que la gestion d'une usine doit être confiée aux ouvriers de cette usine pour qu'ainsi la classe dite des producteurs participe réellement aux avantages de la production et de la répartition. Et cette idée doit se réaliser sur la base du groupement, du syndicat. Déjà, E. Pouget avait eu une idée analogue : « ...Actuellement, pour le syndicaliste, le syndicat est l'organisme de lutte et de revendications des travailleurs contre leurs maîtres. Dans

(1) V. supra, page 96.

l'avenir, il sera la base sur laquelle s'érigera la société... expurgée d'exploitation et d'oppression. » (1)

Pour que le système présente quelque harmonie et quelque cohésion, il doit répondre à une assez forte centralisation ; au dessus des comités d'usine, un contrôle intersyndical et un contrôle central sont en général prévus. Dans presque tous les pays où des projets de contrôle ouvrier ont été dressés, on remarque cette organisation à trois degrés : et la large autonomie, accordée tout d'abord par les Soviets aux comités d'usine qui se trouvaient souvent en désaccord avec le comité central, a vite conduit à une réaction centraliste. (2)

C'est là la forme pleine du contrôle ouvrier.

Il en est une autre plus modeste, qui se limite au contrôle, par les ouvriers, des applications patronales de la législation ouvrière. Depuis la guerre, en beaucoup de pays, les ouvriers, sur l'impulsion de la Russie soviétique, ont voulu faire l'expérience du contrôle ouvrier ; disons tout de suite que c'est surtout la seconde forme qui a été appliquée. Pourtant, il n'est pas besoin d'insister sur ce fait que le syndicalisme révolutionnaire en général cherche à réaliser la première forme. C'est que, dit Monmousseau, la révolution pose comme conditions « d'abord la prise générale des usines et de tous les moyens de production et d'échange. Et ensuite, simultanément pourrait-on dire, la reprise de l'activité

(1) Cité par Mermeix dans op. cit. p. 308.

(2) Pour des détails sur le contrôle ouvrier dans les divers pays où des projets ont été dressés ou mis en pratique, voir Germain-Martin, Cours de doctorat cité. Paris 1921-1922.

économique par les ouvriers. » (1) Mais, pour atteindre cette étape, il faut un certain apprentissage préalable ; or, le contrôle syndical « est, pour la collectivité des travailleurs, l'apprentissage de son affranchissement économique que le patronat subira un jour, mais qu'il n'acceptera jamais de bonne volonté. » (2)

Vers la fin de 1920, la Fédération des métaux de la Seine rédigea donc un projet de contrôle ouvrier. Au début de 1921, une déclaration prescrivant de désigner dans les usines des comités ouvriers fut lancée. Naturellement, le patronat ne se soumit pas. La Fédération répondit qu'elle était assez forte pour agir seule et fit un nouveau projet en mars 1921. Mais le syndicat des métaux de la Seine, un des groupements les plus extrémistes, renchérit sur le projet de la Fédération, en proposant dans les comités d'usine le noyautage à outrance, et ainsi il discrédita quelque peu le projet de la Fédération.

D'autre part, la situation du prolétariat français était alors précaire, à cause d'abord des grèves récentes et des dissensions toujours plus vives au sein du syndicalisme révolutionnaire, à cause ensuite du chômage assez intense à cette époque ; aussi le projet fut-il abandonné.

Il ne pourra être repris que lorsque le syndicalisme reposera sur une puissante organisation économique, et groupera de gros effectifs. Pour trois raisons, Monmousseau reconnaît que ce stade n'est pas encore atteint : échec des grèves, apathie des masses ouvrières,

(1) G. Monmousseau. Contrôle syndical, broch. cit. p. 3.

(2) ————— p. 6.

routine syndicale. Pour le moment « ce qu'il faut avant tout c'est planter la sonde, réunir les ouvriers à la sortie des usines, organiser des liens discrets entre militants, procéder par infiltration et cela jusqu'au moment où l'usine, moralement conquise par une minorité assez solide, sera capable de dresser son comité d'usine en face de l'autorité patronale. » (1)

La réalisation de cet espoir nous paraît devoir être en France assez éloignée, à cause de l'individualisme du tempérament français ; pour que le contrôle ouvrier puisse se réaliser pleinement, il faut une forte discipline de classe. De plus, il faut une forte éducation des ouvriers, surtout au point de vue technique. Cette éducation qui n'est pas encore faite est cependant primordiale. L'échec des systèmes de contrôle ouvrier réside dans la croyance des prolétaires à la vertu immédiate de la classe ouvrière, par le seul fait de son accession à la direction des entreprises. C'est là une erreur profonde, qu'a reconnue la C.G.T. italienne, malgré des termes un peu déguisés, après ses échecs de contrôle ouvrier de 1920 : « Le contrôle syndical donnera à la classe ouvrière la possibilité de se préparer techniquement et de remplacer *avec l'aide des forces techniques et intellectuelles...* l'autorité patronale qui décline. » (2)

Cette idée de contrôle ouvrier n'en est pas moins une idée qui germe un peu partout. Nous pouvons la retenir comme une illustration de plus de la tendance, dont nous avons déjà parlé, à rendre le syndicalisme

(1) G. Monmousseau. Broch. cit. p. 21.

(2) M. Leroy. Tech. nouv. du synd. p. 155.

obligatoire, au moins en fait : en effet, le contrôle ouvrier est un contrôle essentiellement syndical. Par là l'ouvrier de l'usine qui voudra participer à ce contrôle devra se syndiquer. Et s'il ne le fait pas, il ne sera pas moins à peu près nécessairement englobé dans l'orbe du syndicat, à raison des vastes pouvoirs que le contrôle ouvrier donnera à ce dernier.

4. LES POURSUITES JUDICIAIRES CONTRE LA C. G. T. ; SA DISSOLUTION (JANVIER 1921).

Entre temps, pendant les derniers mois de 1920, l'instruction contre la C. G. T. s'était poursuivie, et elle devait aboutir à un jugement du tribunal correctionnel de la Seine (11^{me} chambre) du 13 janvier 1921, prononçant la dissolution de la C. G. T. (1)

Ici, on nous permettra de faire des réserves sur ces poursuites. Sans doute, nous le savons, on était en présence d'un dilemme, et le dilemme était angoissant : ou ne pas poursuivre et sembler abdiquer, ou poursuivre et condamner, et montrer l'impuissance, en pareil cas, d'une décision judiciaire. Cette impuissance était d'ailleurs une autre sorte d'abdication et elle nous paraît la pire. Peut-être aurait-on pu éviter, en une certaine mesure seulement il est vrai, l'une et l'autre de ces abdications, par un simple renforcement des mesures de prévention contre le retour des fautes de la C. G. T., sans ordonner une instruction judiciaire et sans prononcer par là une dissolution qui devait être fatalement inopérante. (2)

(1) V. *Gazette du palais*, du 15 janvier 1921 ; « *Le Peuple* » du 14 janvier 1921.

(2) Qu'on ne voie pas là de notre part une contradiction avec l'approbation entière que nous avons donnée plus haut à la résistance gouvernementale.

C'est que nous estimons que la question de la résistance et celle des poursuites furent, en l'espèce, deux questions différentes. Il importe en effet d'insister sur ce fait que la résistance du gouvernement avait triomphé, *avant même que les poursuites ne fussent engagées*. Ces poursuites ne devaient donc diminuer en rien ni la victoire du gouvernement, ni l'échec de la C. G. T.

Oh, certes, les motifs de dissolution ne manquaient pas. Le réquisitoire et le jugement n'ont eu qu'à reprendre une à une toutes les infractions à la loi de 1884 non éteintes par la prescription, et elles sont surabondantes. Sans même parler des faits, nous avons vu précédemment que les principes du syndicalisme révolutionnaire dépassent singulièrement l'esprit de la loi de 1884, le violent même; l'attendu du jugement en ce sens est tout à fait exact : « ... attendu que la plus grave de ces erreurs consiste à avoir méconnu la grande loi d'évolution qui spécialise et différencie les organes au fur et à mesure qu'on s'élève dans l'échelle des créations sociales aussi bien que des êtres vivants, et que le législateur de 1884 avait cependant respectée en spécialisant l'action syndicale dans l'étude et la défense d'intérêts économiques, le gouvernement et les assemblées parlementaires restant investis et maîtres de l'autorité politique », sans doute tout le droit était contre la C. G. T., mais nous croyons qu'il est des fois où les questions d'opportunité doivent l'emporter sur celles de droit strict. En 1921, la C. G. T., bien affaiblie d'elle-même, n'était plus très dangereuse pour la société et l'ordre établi. La dissoudre, c'était risquer d'exaspérer le sentiment du prolétariat (1); en tous cas, c'était prononcer un jugement dont l'inexécution était certaine.

En 1911, il avait déjà été question de poursuivre la C. G. T. aux fins de dissolution. A ce propos M. Aristide Briand, du haut de la tribune de la Chambre, fit un discours dont nous voulons reproduire un passage, parce qu'à dix ans d'intervalle il n'a pas vieilli.

(1) Il est vrai que cela n'a pas été; la dissolution n'a pas fait cesser les divisions intestines. V. page 118.

« Messieurs, qu'est-ce que la C. G. T. ? Il faut d'abord se le demander. » Et M. Briand dit que si ce n'est qu'une réunion de 15 ou 20 personnes, ce n'est rien : la dissolution pourra en être faite facilement. Mais ce n'est pas cela : c'est un groupement de 80 fédérations, 160 bourses, derrière lesquels il y a 3.000 syndicats.

« Quant à la poursuite que vous demandez au nom des principes juridiques contre les militants qui sont à la tête de la C. G. T., elle serait difficile pour les raisons que j'ai données, à moins que vous ne vouliez n'y attacher qu'un intérêt purement théorique, ce qui nous reporterait à plus de quinze ans en arrière. Ce serait la condamnation d'une inertie qui s'est prolongée pendant plus d'une quinzaine d'années. Il ne suffirait d'ailleurs pas de prononcer la dissolution d'un groupement de 15 ou 20 individus. Elle laisserait subsister les 80 fédérations, les 160 bourses de travail, et les 3.000 syndicats qui entrent dans la composition de la fédération. Il faudrait généraliser cette mesure, et, à la faveur de l'agitation créée par de telles poursuites qui sont désirées, Messieurs, je vous le garantis, qui sont appelées de leurs vœux les plus ardents par ceux-là même qui en seraient les victimes, la situation qui vous inquiète ne ferait que s'aggraver. » (1)

Il est vrai qu'en 1921 la dissolution de la C. G. T., à cause des déchirements intérieurs de cette dernière, ne faisait pas craindre de pareils troubles ; mais, comme elle l'aurait été en 1911, la dissolution de 1921 ne pouvait être que théorique.

(1) *Journal officiel* du 21 janvier 1911, débats parlementaires. Cité par M. Leroy « la Coutume ouvrière », page 481.

La C. G. T., d'ailleurs, ne s'en est guère inquiétée : « la seule crainte que nous ayions éprouvée pendant quelques jours, nous a-t-on dit au secrétariat général de la C. G. T., fut qu'on ne mît notre immeuble sous main de justice. » (1)

Ainsi donc, au point de vue confédéral, ce jugement fut de faible importance. La C. G. T. interjeta appel, appel sur lequel il n'a pas été encore statué.

Mais ce jugement n'adoucit cependant pas l'hostilité de la minorité vis-à-vis de la C. G. T., taxée de plus en plus de réformisme. *L'Humanité* du 20 janvier 1921 écrivait : « On est en droit de se demander si le jugement rendu par le tribunal correctionnel de la Seine n'est pas un jugement préventif, s'il ne vise pas davantage la C. G. T. renouvée de demain que celle qui, non seulement n'a rien fait pour mériter de pareilles foudres, mais s'est affirmée en toutes circonstances d'une extrême prudence » ; et « *la Vie ouvrière* » du 21 janvier 1921 disait à peu près la même chose : « Le gouvernement manie-t-il le chantage sur la C. G. T. et apprête-t-il l'exécution de son jugement correctionnel pour le jour prochain où les révolutionnaires redeviendront maîtres de la C. G. T. ? » (2)

5. — L'ANNÉE 1921. NOUVELLES CRISES D'AUTORITÉ. LE CONGRÈS DE LILLE ; VERS LA SCISSION.

Et la crise d'autorité allait s'accroissant. Pour y parer, le Comité confédéral national se réunit le 9 février 1921, et complétant les décisions d'Orléans, il déclara « que les organisations qui donneront leur adhésion à l'Internatio-

(1) Il s'agit de l'immeuble actuel, propriété de la C. G. T., sis au 211 de la Rue Lafayette.

(2) *Voix du peuple*, n° cit. p. 37.

nale syndicale section de l'Internationale Communiste, se placeraient par là-même en dehors de la C. G. T. et perdraient ainsi tous leurs droits à participer aux Congrès confédéraux et aux comités nationaux. » (1)

Mais cette décision ne fit qu'envenimer la plaie, et l'Union des syndicats de la Seine affirma sa solidarité avec les minoritaires. La situation devenait inextricable ; aussi un comité confédéral, réuni le 13 mai 1921, décida-t-il d'en appeler à un congrès extraordinaire.

La situation s'était encore compliquée par un schisme qui se produisit au sein de la fédération des cheminots du 30 mai au 2 juin 1921. Pour l'élection du bureau fédéral, il y eut plusieurs contestations de vote entre les majoritaires et les minoritaires ; les majoritaires eurent d'abord la majorité ; puis celle-ci, quoique très faible, passa aux minoritaires. Elle fut naturellement contestée. Finalement, chaque fraction nomma son bureau, et la fédération des cheminots eut ainsi deux bureaux. La crise d'autorité gagnait les fédérations ; la C. G. T. décidait une enquête. Le congrès extraordinaire s'imposait : il eut lieu à Lille du 25 au 30 juillet 1921.

A. — LE CONGRÈS DE LILLE, JUILLET 1921.

On comprend et l'atmosphère que fut celle de ce congrès, et le point d'acuité qu'atteignait le conflit. L'essentiel du débat devait porter sur la question de l'adhésion à Moscou, que les minoritaires réclamaient. Par 1572 voix contre 1325 et 66 abstentions, la résolution majoritaire l'emporta. Voici un extrait de cette résolution : « ...Le congrès

(1) *Voix du peuple*, n° cité p. 38.

reprend dans leur intégralité les principes inscrits dans la résolution d'Amiens et confirmés par tous les congrès antérieurs de la C. G. T. qui lui donnent ainsi un caractère absolu. Le congrès ajoute... qu'il y a une contradiction irréductible entre l'indépendance du mouvement syndical et toutes les formes de liaison permanente à une action politique qui mettraient le mouvement, ses forces et ses possibilités à la remorque d'un parti, et qui entraîneraient les travailleurs à des luttes qu'ils n'ont pas décidées eux-mêmes, pour des objets qu'ils n'auraient pas discutés, pour des fins qu'ils n'auraient pas déterminées. Le congrès déclare que l'unité ouvrière ne pourra être effectivement maintenue dans une action quotidienne que par une discipline volontaire des syndicats et des organisations.

...Les droits des minorités restent ce qu'ils doivent être ; personne ne peut limiter la faculté de critique ; mais les minorités ont pour obligation stricte de s'incliner devant les décisions prises ; sous aucun prétexte, les groupements d'affinités ou de tendances ne peuvent se substituer à l'organisation corporative départementale ou nationale, cette substitution ayant jeté la confusion et rendu toute propagande, tout effort solidaire impossibles. L'action des minorités peut s'exercer au sein de l'organisation des assemblées régulières des congrès ; elle ne peut être tolérée lorsqu'elle prend un caractère d'opposition publique aux décisions régulièrement prises par les majorités. » (1)

Pourtant, les hostilités ne cessèrent point. Au lende-

(1) *La Voix du peuple*, n° cité p. 39.

main de Lille, comme au lendemain d'Orléans, les minoritaires, allant encore contre les principes confédéraux, se réunirent en congrès séparé. Il fut un instant question de scission immédiate ; puis il fut finalement décidé que les minoritaires resteraient dans la C. G. T., à moins que celle-ci ne pratiquât envers eux une politique d'exclusion, et n'exclût les adhérents à Moscou ; en ce cas, il y aurait retrait en bloc.

B. — VERS LA SCISSION : LES DERNIÈRES PHASES.

Mais si la scission ne fut pas consommée réellement, elle allait commencer à entrer dans les faits, et la crise atteignait sa phase la plus aiguë. Une grande activité régnait de part et d'autre ; les accusations mutuelles redoublaient, le fossé se faisait plus profond.

a) *Le comité confédéral national de la C. G. T. de septembre 1921.* — Le 20 septembre 1921, le C. C. N. de la C. G. T. se réunit pour la réélection de son bureau ; après une chaude lutte, tous les candidats majoritaires furent réélus. Et il fut voté une motion de blâme envers l'attitude des minoritaires. « La collaboration dans l'unité, dit cette motion, n'est possible qu'avec la condamnation des C. S. R., responsables de l'impuissance actuelle. » « Tout manquement à la discipline dans l'action, fut-il dit encore, peut donner lieu à des sanctions allant jusqu'à l'exclusion.

...Les organismes syndicaux ne peuvent adhérer, sans manquement à la discipline, à un groupement extérieur au syndicalisme, soit philosophique, soit politique. En particulier, ils ne peuvent adhérer aux C. S. R. » (1)

(1) *Voix du peuple*, n° cit. p. 41.

Les minoritaires virent là une exclusion des C. S. R. Et cette croyance se confirma, lorsqu'il fut répondu aux minoritaires, qui avaient demandé une sorte de représentation proportionnelle dans la Commission administrative de la C. G. T., que cette représentation serait accordée dès que les C. S. R. auraient disparu. On devine la réponse des minoritaires : refus de dissoudre les C.S.R., accusation portée contre le bureau de la C. G. T. de violer la liberté de pensée.

b) *La grève des textiles du Nord et le congrès de l'Union des syndicats de la Seine de novembre 1921.* — Le conflit s'envenima encore à propos de la grève générale du textile dans le Nord. Les délégués des C. S. R. firent sur place de la propagande contre la C. G. T., accusée d'avoir voulu rompre le front unique ouvrier.

D'autre part, le 13 novembre 1921, l'Union des syndicats de la Seine, réunie en congrès départemental, blâma les exclusions et l'esprit de scission fut développé. Il importe même de retenir les déclarations de l'un des secrétaires de cette Union, pour montrer quel était alors l'ébranlement de la discipline confédérale : « Si vous voulez être disciplinés avec la C. G. T., vous devez être indisciplinés avec l'Union des syndicats. » (1)

c) *Le congrès minoritaire de décembre 1921.* — Et, brusquement, la crise d'autorité la plus grave de toute cette période de schisme éclata. Le comité central des C. S. R., passant par dessus toutes les règles statutaires, et après un premier projet de créer une C. G. T. révolutionnaire dissidente (C. G. T. R.), décida de réunir à

(1) V. du Peuple n° cit p. 46.

Paris un congrès confédéral, où serait discutée la politique d'exclusion de la C. G. T.

Le congrès se tint à Paris du 22 au 24 décembre 1921. Tous les syndicats avaient été invités. 1528 se trouvèrent réunis, contre 3.000 à Lille et 4.000 adhérents alors à la C. G. T.

Il fut décidé, au cours de ce congrès, d'envoyer une délégation à la C. G. T. pour la faire renoncer à sa politique envers les C. S. R. et pour obtenir la réintégration des exclus.

La C. G. T. avait auparavant proclamé l'irrégularité de ce congrès ; c'est pourquoi la délégation du congrès ne put rencontrer, rue Lafayette, le bureau absent de la C. G. T. Il n'y avait qu'un secrétaire, mandaté pour ne pas discuter avec la délégation.

Cette carence fut le signal de la rupture ; et le vote d'exclusion de la C. G. T. à l'égard de 1528 syndicats qui venaient d'enfreindre la discipline syndicale la rendit définitive.

Cependant, si la rupture était faite, si les syndicats exclus avaient décidé d'établir entre eux des liens provisoires, la scission n'était pas encore officielle. Il y a matière à réflexion avant de scinder l'unité ouvrière, et la scission n'était pas unanimement souhaitée. Aussi une porte de salut fut-elle ouverte : la minorité décida que la scission n'aurait pas lieu, si un nouveau comité confédéral national de la C. G. T., prenant acte de la gravité de la situation, convoquait un nouveau congrès confédéral extraordinaire avant le 1^{er} juillet 1922.

6. — CONSOMMATION DE LA SCISSION (FÉV. 1922);
FORMATION DE LA C. G. T. UNITAIRE.

Le C. C. N. de la C. G. T. se réunit à Paris, du 13 au 15 février 1922. Sur 44 fédérations, 31 restaient fidèles à la C. G. T., 6 se réorganisaient dans son sein. Quant aux unions départementales, 44 sur 91 restaient fidèles à la C. G. T., tandis que 25 se réorganisaient dans son sein et que 5 restaient neutres.(1)

Ce C. C. N. s'occupa de la proposition de congrès confédéral extraordinaire émanant des syndicats exclus. Cette proposition fut repoussée. Cette fois, la scission devint officielle.

Invoquant la défaillance de la vieille C. G. T., la fraction scissionniste, qui formait la C. G. T. Unitaire (C. G. T. U.) provisoire, décida de réunir un congrès avant le premier juillet 1922 (2). Le congrès projeté devait primitivement grouper les syndicats de toutes les tendances; mais à un Comité confédéral national unitaire, tenu en mars 1922, il fut décidé, après un chaud débat, de ne convoquer à ce congrès que les syndicats qui auraient fait adhésion à la C. G. T. U. provisoire, à la date du 1^{er} juin. Et le congrès fixerait définitivement le sort de cette C. G. T. U.

* * *

Voilà donc l'histoire, histoire touffue, complexe, de la scission dans le mouvement syndical révolutionnaire français. C'est une lamentable histoire que celle

(1) Chiffres fournis par la Revue internationale du travail. Volume 5, page 634.

(2) Elle avait pris ce nom de C. G. T. Unitaire indiquant par là qu'elle désirait grouper tous les syndicats partisans de l'unité ouvrière.

de ces querelles intestines et de cet entredéchirement d'un prolétariat, auquel, trois ans auparavant, les plus beaux horizons semblaient ouverts. La C. G. T. et la C. G. T. U. sont d'accord pour reconnaître l'étendue du mal ; « il est difficile de faire aujourd'hui l'inventaire complet de la catastrophe » dit la première (1), et la seconde dit de la période 1920-1922 « qu'elle est la plus douloureuse du syndicalisme français. » (2)

Sans doute est-il facile de porter un jugement après coup, mais il semble que les inéluctables conséquences de la scission auraient dû être longuement pesées : ainsi on aurait pu, peut-être, éviter la rupture. Il pouvait sembler jusqu'au dernier moment qu'un sursaut de discipline éviterait la cassure. Déjà, à d'autres périodes, il avait été question de scissions ; mais elles avaient été évitées, parce que « connaissant le danger des scissions continuelles, les militants songent aux nécessités mêmes de la vie qui imposent au prolétariat une solidarité très disciplinée. » (3) Au congrès de Marseille, en 1908, des fédérations condamnées préférèrent leur disparition à une scission, pensant sans doute que « si la minorité devait franchir la porte de sortie que lui a construite Cornelissen (scission possible)..., aucune entreprise de longue haleine ne pourrait-être menée à bien dans le prolétariat. » (4)

Mais, en 1921, ces exemples ont été oubliés : la discorde était trop vive, l'autorité de la C. G. T. était trop ébran-

(1) *Voix du peuple*, n° cit. p. 47.

(2) *La Vie syndicale*. Organe mensuel de la C. G. T. U., n° 1, octobre 1922, p. 3.

(3) M. Leroy. *La Coutume ouvrière*, p. 569.

(4) M. Leroy. *La Coutume ouvrière* p. 568-9.

lée, l'action commune devenait impossible, et la brisure allait se faire, ouvrant au sein du syndicalisme révolutionnaire une blessure qui n'est pas encore fermée.

Maintenant, l'observateur a deux chemins devant lui, et c'est deux études qu'il doit désormais conduire jusqu'au jour, qu'il faut souhaiter proche pour l'avenir du prolétariat, où les syndicalistes des deux C. G. T., comprenant la faute qu'il y a de se diviser quand l'idéal poursuivi est le même, scelleront, dans une nouvelle unité de front, leur loyale réconciliation. (1)

7. — APRÈS LA SCISSION. LES DEUX CONFÉDÉRATIONS (C. G. T. U. ET C. G. T.) LEUR ACTIVITÉ JUSQU'A NOS JOURS.

Poursuivons donc notre étude du syndicalisme révolutionnaire après la scission. Et parlons d'abord de la C. G. T. U., puisque c'est la jeune fraction dont le sort, avant le congrès de Saint-Étienne, n'était pas encore précisé.

A. LA C. G. T. U. : LE CONGRÈS DE SAINT-ÉTIENNE, LES TENDANCES, L'ADHÉSION A MOSCOU.

a) *Les premiers mois.* — La C. G. T. U., qui s'installa à la maison des syndicats, 33, rue de la Grange aux

(1) A propos de ce vœu personnel de voir se refaire l'unité au sein du syndicalisme révolutionnaire, qu'on ne nous accuse pas, ni ici ni par la suite, et de donner implicitement adhésion à tous les principes de ce syndicalisme, et de nous contredire puisque nous avons déjà critiqué ces principes, en disant qu'ils reposaient sur une base fausse, le principe de la lutte des classes.

Nous souhaitons cette unité bien plus au point de vue de l'intérêt général du prolétariat que du triomphe particulier, d'ailleurs utopique, du syndicalisme révolutionnaire. Et nous la souhaitons dans le sens d'un assagissement du prolétariat, — assagissement nettement caractéristique dans l'actuelle C. G. T., comme nous le verrons plus loin. Car la sagesse, jointe à la force qu'assure l'union, permettra mieux à ce prolétariat d'obtenir les améliorations auxquelles il est indéniable qu'il a droit.

Belles (1) avait pour s'organiser une lourde tâche à accomplir, puisque cette organisation devait se faire de toutes pièces et en période troublée.

Mais il faut que les passions soient bien enracinées dans le cœur des hommes, pour que, dès la consommation de la scission, des discordes se soient élevées au sein de la fraction minoritaire qui avait été pourtant si unanime contre la vieille C. G. T.

Dès le début, deux tendances marquées divisèrent la C. G. T. U. ; une tendance centraliste, réclamant *la dictature du prolétariat*, et une tendance anarchiste-fédéraliste. « On ne rattrapera jamais le temps perdu des six premiers mois, dit « *la Vie syndicale* ». Il s'est écoulé en discussions stériles aboutissant non pas à créer une unanime opposition à la politique de collaboration de classes et d'intérêt général poursuivie par la C. G. T. réformiste, mais à la division de la C. G. T. U. en deux tendances nouvelles.

Au lieu de mettre à profit l'impuissance de la vieille C. G. T. à réaliser son programme de collaboration capitaliste en pleine période de lutte de classes, dès son départ la C. G. T. U. était frappée de paralysie par ses propres dissentiments. » (2)

Et ce n'est pas sans angoisse que l'on approchait du congrès de Saint-Étienne. « Allait-il être un baptême ou un enterrement... un nouvel essor du syndicalisme révolutionnaire ou une nouvelle scission ? » (3)

b) *Le congrès unitaire de Saint-Étienne : 26-28 juin*

(1) Ancien siège de la C. G. T. avant l'acquisition de son immeuble du 211 de la Rue Lafayette.

(2) *La Vie syndicale*, octobre 1922, p. 4.

(3) *La Vie syndicale*, octobre 1922, p. 4.

1922. — Ce congrès se réunit du 26 au 28 juin 1922. Un premier danger fut écarté par le vote d'une résolution aux termes de laquelle tout le monde s'inclinerait devant la majorité, le droit des minorités restant acquis au sein de la C. G. T. U.

La question de l'orientation syndicale fut la question essentielle. Deux motions se trouvèrent en présence, la motion Besnard, et la motion Monmousseau. La première était une motion anarchiste—fédéraliste ; elle réclamait l'autonomie complète du syndicalisme dans le cadre national comme dans le cadre international, le syndicalisme devant seul assumer l'organisation de la production et l'administration de la vie publique et sociale.

La motion Monmousseau préconisait la dictature du prolétariat. En voici le sens : sans doute, le syndicalisme doit affirmer son indépendance, mais son but final est la révolution prolétarienne ; il doit donc, pour l'aboutissement le plus rapide de cette révolution, collaborer avec les groupements extérieurs qui poursuivent cette même fin. Et cette collaboration ne signifie pas fusion. De plus, elle est « circonstantielle » et temporaire. La dictature du prolétariat ne durera que jusqu'au triomphe de la révolution et que jusqu'au moment où le syndicalisme sera suffisamment éduqué pour assumer seul sa tâche constructive dans la Société nouvelle. Mais, jusqu'à cette époque, négliger cette dictature du prolétariat est une faute. « Le côté politique de la révolution et de la dictature du prolétariat, a écrit Monmousseau, se trouve automatiquement posé par le

seul fait que le capitalisme, armé de tous ses moyens, ne cédera ni à l'éloquence ni à la force. (1)

... En s'attaquant à l'état prolétarien, au pouvoir provisoire et au centralisme, on nie, consciemment ou inconsciemment, la lutte de classe dans ses causes, ses manifestations et ses résultats.

... Dans l'état actuel des choses, les adversaires de la dictature du prolétariat, armés de leur théories, sont en fait, malgré la sincérité de leurs sentiments, plus démocrates que révolutionnaires et plus près de la bourgeoisie que de nous. » (2)

Par 743 voix contre 399, la motion Monmousseau l'emporta. La C. G. T. U. allait vivre. Mais bien que la minorité se fût inclinée, elle ne tarda pas à manifester sa méfiance vis-à-vis de la majorité; elle déclara le syndicalisme en danger, et constitua, au sein de l'organisation confédérale unitaire, un Comité de défense syndicaliste. C'était là une lourde défiance contre ceux que les minoritaires appellent *les politiciens* de la C. G. T. U.

Par ailleurs, au point de vue international, la question de l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge (I. S. R.), filiale de l'Internationale communiste (I. C.), fut posée au congrès de St-Étienne. Moscou avait envoyé un message au congrès, et Losovsky lui-même, secrétaire de l'I. S. R., vint y faire un discours. (3) L'adhésion

(1) G. Monmousseau. La dictature du prolétariat. Broch. 1922, p. 15.

(2) G. Monmousseau. La dictature du prolétariat. Broch. 1922, p. 8.

(3) Discours édité par la librairie du travail, 96, quai de Jemmappes, Paris.

de principe fut donnée, sous cette réserve que l'I. S. R., à son prochain congrès, modifierait les conditions d'adhésion dans le sens de l'autonomie syndicale. Et la Commission exécutive de la C. G. T. U. fut chargée de rédiger un rapport qui serait soutenu devant ce prochain et deuxième congrès de l'I. S. R. (1)

Mais cette question de l'adhésion à Moscou devait créer au sein de la C. G. T. U. une autre source de division, une nouvelle tendance, celle des communistes. Les membres de ce parti, adhérent, par l'intermédiaire de leur parti national, à la III^e internationale communiste. Or, dit la *Vie syndicale*, « la politique syndicale de la III^e I. C. est considérée en France par une fraction du parti communiste comme une politique de subordination du mouvement syndical au parti français, et alimente facilement les campagnes des syndicalistes anarchistes et fédéralistes contre la Commission exécutive de la C. G. T. U., chargée d'interpréter les résolutions de Saint-Étienne ... La politique syndicale du parti communiste alourdit ainsi la marche normale de la C. G. T. U. » (2) (3)

(1) V. chap. 4 à propos des internationales, page 209 et s.

(2) *La Vie syndicale*, Octobre 1922, p. 53.

(3) Le congrès de St-Étienne fixa aussi les statuts de la C. G. T. U. Voilà la déclaration de principes :

Son but. — La confédération générale du travail unitaire a pour but :

De grouper, sur le terrain spécifiquement économique tous les salariés pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux.

De poursuivre, par la lutte de classes, la libération des travailleurs qui ne sera réalisée que par la transformation totale de la Société actuelle. Elle précise que cette transformation ne s'accomplira que par la suppression du patronat et l'abolition du salariat.

Sa constitution. — La C. G. T. U. reposant de la base au faite sur le producteur garantit à celui-ci la direction et l'organisation des travailleurs.

c) *Les tendances.* — C'est donc au moins trois tendances qui existent au sein de la C. G. T. U. ; et la *Vie syndicale* les indique elle-même : (1)

1^o Les syndicalistes révolutionnaires, partisans de la dictature provisoire du prolétariat, de l'adhésion à l'I. S. R., de la collaboration entre l'I. S. R. et la III^e I. C., mais adversaires de la liaison organique nationale et internationale ;

2^o Les syndicalistes fédéralistes et anarchistes, adversaires de la dictature du prolétariat et de l'adhésion à l'I. S. R. ;

3^o Les communistes — syndicalistes, partisans de la dictature du prolétariat devant s'exercer par le parti communiste placé à l'avant-garde du mouvement ouvrier français ; partisans de l'adhésion sans réserve à l'I. S. R., et de la liaison nationale et internationale entre les organisations syndicales et communistes.

C'est la première tendance qui détient la majorité (2) ; d'autre part, à l'heure actuelle, si la dernière tendance était bien disciplinée, elle devrait s'incliner devant la première, depuis le 2^e congrès de l'I. S. R.

d) *L'adhésion de la C. G. T. U. à l'I. S. R. : nov. 1922.*
— A ce deuxième congrès, qui eut lieu en novembre 1922, la C. G. T. U. envoya une délégation chargée de défendre le point de vue de la première tendance, c'est-à-dire de présenter les conditions auxquelles la Commission exécutive de la C. G. T. U. subordonnait l'adhésion à l'I. S. R. Il s'agissait principalement de modifier les articles 4 et 11 des statuts de l'I. S. R., et de rendre

(1) *Vie syndicale*, oct. 1922, p. 53.

(2) Pour ces tendances, voir *Vie syndicale*, oct. 1922, page 53.

facultatives des conditions que ces statuts considéraient comme obligatoires (1).

Le point de vue de la délégation française a été admis, et à la suite de ce deuxième congrès la C. G. T. U. a donnée son adhésion à l'Internationale syndicale rouge de Moscou, tout en conservant son autonomie dans le cadre national.

Cette adhésion a été vivement critiquée par quelques-uns : selon ses adversaires, Moscou a fait une concession de pure forme, et il est probable que cette adhésion sera une des grosses questions du prochain congrès confédéral de la C. G. T. U. (2) (3)

e) Activité générale de la C. G. T. U. — Par ailleurs, depuis le congrès de Saint-Étienne jusqu'à nos jours, la C. G. T. U. a déployé une assez grande activité.

Avant le congrès, elle avait déjà organisé une grève générale pour le 1^{er} mai 1922 ; mais le succès fut très relatif, à raison de la carence de la vieille C. G. T.

Depuis le congrès, elle a participé à un certain nombre de grèves : grèves de Viñeu, d'Audincourt-Baulieu, grève du textile de Vienne, grève des inscrits maritimes à la suite des décrets Rio relatifs à l'abrogation de la loi de huit heures dans la marine marchande, et surtout grève du Havre, à laquelle 30.000 grévistes ont parti-

(1) Sur ce congrès et sur ces textes, v. chap. 4, pages 210 et s.

(2) Il est de fait, — l'I. S. R. ayant son siège à Moscou comme l'I. C., beaucoup d'hommes de la première étant aussi des hommes de la seconde, la dictature de la seconde étant assez vive, — qu'il est difficile de créer au sein de l'I. S. R. un brusque changement de méthodes, même si ce changement voté au 2^e congrès de l'I. S. R. est sincère.

(3) Le comité national de la C. G. T. U., réuni le 4 mars 1923 a ratifié l'adhésion par 75 voix contre 17.

cipé. (1) En faveur de cette grève, la Commission exécutive de la C. G. T. U. avait organisé une grève générale de 24 heures pour le mardi 29 août 1922. Il en résulta, contre un certain nombre de militants de la C. G. T. U., des poursuites en correctionnelle, terminées par un non-lieu à peu près général.

Par voie d'affiches, la C. G. T. U. a mené une campagne active contre l'impôt sur les salaires, et une campagne pour le maintien des salaires et de la journée de huit heures.

Enfin, plus près de nous, après l'échec de la conférence franco-anglaise de Paris du 3 janvier 1923, et devant l'éventualité de l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises, la C. G. T. U., en liaison avec le parti communiste, organisa une action contre cette occupation. Des militants des deux organismes allèrent dans la Ruhr conférer avec le prolétariat allemand, en vue de l'organisation d'une grève générale internationale au cas d'occupation. A la suite de ce voyage dans la Ruhr, des mandats d'amener furent lancés contre ces militants, inculpés de complot contre la sûreté intérieure de l'état. Il se peut que le Gouvernement, soucieux de la gravité de l'heure présente, ait surtout voulu écarter ce qu'il considère être un élément de désordre. Peut-être ce

(1) Nous n'avons pas à étudier ces grèves ; cependant, nous voulons dire toute notre pensée à propos de la dernière citée. L'administration, selon nous, commit une faute, en enlevant les pouvoirs de police au maire du Havre, alors que la grève se déroulait normalement, et que le maire du Havre, jouissait de l'estime de tous ; en tous cas, il n'en fallut pas plus pour exaspérer les passions et provoquer, avec la guerre de barricades dont on se souvient encore, la perte de trois vies humaines.

Nous en sommes venu à cette pensée à la suite d'un examen impartial des faits, et d'ailleurs, lorsque les pouvoirs de police furent rendus au maire, les troubles cessèrent.

souci l'a-t-il emporté sur celui de découvrir un véritable complot. Mais il n'est pas possible, pour le moment, de se prononcer définitivement sur ces faits, l'instruction ouverte n'étant pas encore close.

Quoiqu'il en soit, les militants les plus notoires, de la C. G. T. U., Monmousseau en particulier, sont aujourd'hui à la Santé. Nous savons déjà, par un aveu du même Monmousseau, que la faiblesse du syndicalisme révolutionnaire réside dans son manque de souplesse « à assurer automatiquement la continuité de l'action par un renouvellement permanent des militants dans les comités de grève. » (1)

La C. G. T. U. saura-t-elle éviter cet obstacle ? Assurera-t-elle la continuité de l'action révolutionnaire ? Elle y semble déterminée. (2)-(3) Mais les questions que nous posons sont de grandes inconnues. Les huit années qui viennent de s'écouler ont montré toute la faiblesse des pronostics, et les deux dernières années, surtout en notre matière, ont montré à quel point les faits sociaux sont mouvants, avec quelle rapidité ils évoluent.

Nous croyons cependant que tant que la scission durera, la situation du syndicalisme révolutionnaire ne pourra nettement s'assainir. Nous pensons que cette scission est une lourde faute, qu'elle est contraire à l'idéal du syndicalisme révolutionnaire, et nous pensons qu'un jour les militants des deux C. G. T. comprendront

(1) G. Monmousseau. Contrôle synd. Broch. cit. p. 8.

(2) Le 14 février 1923, la C. G. T. U. décréta une grève générale des mineurs. Mais elle semblait vouée à un échec, surtout à raison de la carence de la C. G. T. Aussi le 20 février 1923 la reprise du travail a-t-elle été décidée.

(3) Notons, tant pour la C. G. T. U., que pour la C. G. T., le calme complet dans lequel vient de se dérouler le 1^{er} mai 1923. A peine y eut-il quelques mouvements de grèves par-

toute l'étendue de cette faute et s'efforceront de la réparer : c'est la question de l'unité et du front unique que nous examinerons plus loin.

B. — LA C. G. T. DEPUIS LA SCISSION. LE CONGRÈS PACIFICISTE INTERNATIONAL DE LA HAYE (DÉCEMBRE 1922) ET LE 23^e CONGRÈS CONFÉDÉRAL NATIONAL (JANVIER 1923).

Étudions maintenant la C. G. T. depuis son comité confédéral national de février 1922. Il faut avouer que son rôle, pendant cette année 1922, fut loin d'être considérable. Il n'est pas douteux qu'au cours de cette année la C. G. T. s'est beaucoup assagié, a beaucoup tempéré la doctrine du syndicalisme révolutionnaire. On ne dédaigne plus, rue Lafayette, ce que Jouhaux appelle des « ajustements » (1), c'est-à-dire des réformes sociales ; on s'efforce de dire que l'action directe n'est pas la violence ; la notion de lutte de classes est atténuée ; l'idée de la grève générale semble éloignée pour longtemps.

La C. G. T. décréta bien la grève pour le 1^{er} mai 1922, mais de façon assez platonique ; de même elle n'intervint guère que par des déclarations de sympathie et des secours aux grévistes, importants il est vrai, dans les grèves signalées à propos de la C. G. T. U.

Elle aussi fit de la propagande contre l'impôt sur les salaires, contre les menaces à la loi de huit heures, mais ce n'est pas là strictement du syndicalisme révolutionnaire.

tielles. Il y a longtemps qu'on ne vit un 1^{er} mai aussi calme. On est loin du 1^{er} mai 1920 ! Et il n'est pas douteux que la scission est, avec l'apathie des masses, la raison primordiale de ce calme.

(1) Jouhaux. Synd. et C. G. T. op. cit. p. 223.

a) *Le congrès pacifiste international de la Haye : 11 au 15 décembre 1922.* — Ce qui, à notre sens, doit être surtout retenu à l'actif de la C. G. T. au cours de l'année 1922, c'est sa participation très efficace au congrès pacifiste international organisé à la Haye, du 11 au 15 décembre 1922, par la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam. Ce ne fut pas un congrès purement syndical, puisque de grandes organisations, telles que la Ligue des droits de l'homme, et des partis politiques y furent représentées. Ce congrès groupa 600 délégués, représentant 24 millions de travailleurs. Des études sérieuses furent menées à bien, et il en sortit trois motions, — motion de l'éducation, motion politique, motion syndicale —, d'après lesquelles le meilleur moyen d'opposition aux conflits armés que pourrait utiliser le prolétariat, devrait être la grève générale internationale. Quelque chimérique que paraisse cette affirmation pour le temps présent, nous souscrivons nettement à cette idée de grève générale internationale pour les cas où il s'agira de déclarations de guerre purement agressives, par exemple, comme le fut celle de l'Allemagne en 1914. Sans doute, il y aura de grosses difficultés de réalisation, puisque le mouvement devra, normalement, être déclenché dans le pays agresseur et que le gouvernement de ce pays s'efforcera de l'enrayer dès le début. Mais qu'on nous permette de souscrire à cette idée comme nous souscrivons à celle, moins chimérique, de l'éducation pacifiste des masses, dont il a été parlé à la Haye.

b) *Le congrès confédéral de janvier-février 1923.* — Enfin, tout récemment, nous avons cru voir les symptômes d'une reprise d'activité de la C. G. T. dans son

XXIII^e congrès national tenu à Paris, du 31 janvier au 4 février 1923.

Il faut bien le dire, on pouvait avoir des craintes sur ce congrès. Il n'y avait pas eu de regroupement confédéral de la C. G. T. depuis le douloureux congrès de Lille, on ne savait pas jusqu'à quel point la vieille organisation avait été minée, et par là-même on ignorait ce qui sortirait d'une confrontation de ses forces.

Or, ce congrès a été un congrès de travail, de bon travail, qui peut redonner beaucoup d'espoir aux dirigeants de la C. G. T. Les dissensions du passé ont dû servir de leçon, car une des caractéristiques de ce congrès est le calme dans lequel se sont déroulés les débats. Les rivalités de personnes ont quitté le premier plan.

Sans doute, les 1.500 syndicats représentés constituaient-ils une chute par rapport aux 3.000 syndicats de Lille, et aux deux millions de syndiqués représentés à Lyon en 1919. Mais il semble que la blessure causée par la scission ait eu un côté salutaire, celui d'avoir apporté beaucoup de sagesse au sein de la vieille C. G. T. Oui, nous sommes loin de la vieille organisation tapageuse. La C. G. T. veut s'engager désormais dans une voie de travail, avec des méthodes, un plan constructif. Ce congrès a affirmé son réformisme dont nous parlions : mais il ne faut pas que la C. G. T. s'en défende, car c'est un progrès de reconnaître que de bonnes méthodes mènent mieux au succès que le tapage et la violence.

Disons ce qu'a été l'œuvre de cet important congrès (1). Jouhaux avait dit que ce devrait être un congrès « pour

(1) Pour compte-rendu détaillé du congrès v. *Le Peuple* du 31 janvier au 2 février 1923.

la paix » (1). C'est pourquoi, dès la première journée, après un exposé de Dumoulin sur l'attitude de la C. G. T. depuis Lille, Jouhaux s'éleva-t-il contre la politique actuelle des réparations et l'occupation de la Ruhr. Il faut, dit-il, employer les méthodes préconisées par la C. G. T. : réparations en nature, utilisation de la main-d'œuvre allemande. Et il rendit responsable de la situation présente la finance internationale et le Comité des forges. Ces discours d'ouverture achevés, on put passer à l'étude des questions précises soumises au congrès. Toutes, sauf celle de l'augmentation de la cotisation confédérale, furent adoptées à la presque unanimité. Le rapport moral fut voté par 1.395 voix contre 20 et 6 abstentions ; cela prouve qu'il y a aujourd'hui unité au sein de la C. G. T.

Après des modifications apportées aux statuts, le congrès prit la défense de la loi de huit heures, du droit syndical des fonctionnaires, et des monopoles, s'élevant contre les projets de concessions à des particuliers des industries monopolisées.

Il condamna l'impôt sur les salaires, et s'il fut favorable aux allocations familiales fournies par la collectivité, il blâma le sursalaire familial accordé par le patron, comme donnant à ce dernier un droit de regard sur la vie familiale de ses salariés, et comme pouvant inciter le patron à écarter les ouvriers ayant une famille nombreuse.

Le congrès confia à la C. G. T. la tâche de reconstituer le Conseil économique du travail, et il affirma à

(1) « *L'Atelier* » du 27 janvier 1923.

nouveau la nécessité de nationaliser les industries, dans l'intérêt du pays.

Une résolution sur le contrôle ouvrier fut approuvée, mais il s'agit en réalité de contrôle ouvrier deuxième formule, surveillance par les ouvriers de l'application de la législation sociale.

Le congrès demanda une organisation méthodique de l'apprentissage, la création de chambres de métier.

A propos de la main-d'œuvre étrangère, il condamna un projet de loi instituant un Office national de la main-d'œuvre étrangère rattaché au ministère des affaires étrangères et non au ministère du travail.

Pour les assurances sociales, le congrès se déclara favorable au projet de loi de mars 1921, qui, pour le chômage excepté, réalise à peu près la synthèse de la question ; obtenons d'abord cette réforme, dit la C. G. T., nous verrons ensuite (1).

On voit combien ce programme d'ensemble est sage, écarté de la démagogie d'autrefois.

Entre-temps, le congrès avait eu à examiner deux messages, émanant de la C. G. T. U., réclamant l'unité et, en attendant, le front unique. Nous aurons à en reparler plus loin.

La C. G. T. a voulu voir là un piège ; la C. G. T. U., pense-t-elle, nous propose une union qu'elle sait impossible ; notre refus lui permettra de nous accuser d'aller contre l'unité ouvrière. D'autre part, la C. G. T. vit dans les propositions de front unique un nouveau danger de

(1) La C. G. T. U., on le conçoit, est hostile à ce projet d'assurances sociales, qu'elle qualifie de « replâtrage » de la société bourgeoise.

noyautage. Elle répondit cependant qu'elle souhaitait l'unité, mais que celle-ci devait se faire d'abord par la base, c'est-à-dire au sein même des syndicats, et non par le sommet, c'est-à-dire, comme le propose la C. G. T. U., par la réunion d'un congrès national sur l'initiative des deux bureaux confédéraux de la C. G. T. et de la C. G. T. U.

D'autre part, la C. G. T. dit que l'adhésion de la C. G. T. U. à Moscou était contraire à l'unité, et que cette unité ne pourrait se refaire que sur la base des nouveaux statuts confédéraux de la C. G. T.

Cependant, qu'il y ait un piège ou non dans ces deux messages de la C. G. T. U., il ne faut pas oublier que la question de l'unité a été posée, et il ne faut pas que l'une ou l'autre des deux C. G. T. se désintéresse de cette unité en soi. Il ne faut pas que quelques-uns s'opposent à l'intérêt de tous, car nous pensons que c'est une très juste parole qu'a dite au congrès de Paris le délégué de la Meurthe-et-Moselle : « Ce ne sont pas les masses qui sont en désaccord, ce sont les dirigeants » (1).

8. — LA SITUATION ACTUELLE DES DEUX CONFÉDÉRATIONS. LA QUESTION DE L'UNITÉ ET DU FRONT UNIQUE.

Nous voilà arrivés à la fin de cet historique du syndicalisme révolutionnaire.

On voit à quel point les passions ont joué pendant cette courte période qui va de 1920 à nos jours. Les deux

(1) Le comité confédéral national de la C. G. T. s'est réuni à Paris du 19 au 21 mars 1923. Il a réélu son bureau en entier et a repris l'étude des questions qui avaient fait l'objet de résolutions au congrès de Paris. Il a renouvelé les conditions de ce congrès au sujet de la réalisation de l'unité. V. p. 143, note 3.

organismes sont encore très ébranlés, quoique la C. G. T. semble, d'après son dernier congrès, se redresser un peu. La situation de certains groupements n'est pas encore définie ; certaines fédérations sont encore dans une situation d'autonomie entre les deux groupements. Il est difficile de connaître les chiffres exacts des effectifs actuels. La C. G. T. doit grouper environ 600.000 adhérents, bien que la C. G. T. U. conteste ce chiffre. Quant à la C. G. T. U. on nous a affirmé, rue de la Grange-aux-Belles, que l'effectif total était de 400.000 adhérents, et que l'augmentation des cotisants, très sensible après les grèves du Havre, allait croissant à mesure que s'affirmait davantage la réaction patronale actuelle (1).

Quoiqu'il en soit, même si ces chiffres sont réels, ce sont encore des chiffres bien faibles par rapport aux chiffres des groupements syndicaux de certains pays comme l'Angleterre ou l'Allemagne, pour ne pas sortir d'Europe, et par rapport aux 10 à 12 millions de travailleurs français. Chacune des deux C. G. T. groupe environ un vingtième des prolétaires français. C'est pourquoi si le syndicalisme révolutionnaire veut en France redevenir et rester un grand mouvement social, il lui faudra refaire à nouveau l'unité ou réaliser tout au moins ce que l'on appelle « le front unique » c'est-à-

(1) Dans une communication à l'Académie des Sciences morales et politiques du 6 mai 1922, M. Martin-Saint-Léon évalue l'effectif de la C. G. T. U. à 130.000 adhérents. On voit l'écart énorme entre ce chiffre et celui qu'on nous a indiqué rue de la Grange aux Belles. Disons, cependant, qu'on nous a montré rue de la Grange aux Belles une statistique graphique, montant bien au chiffre 400.000, et que cette statistique n'avait pas l'air « truquée ».

dire liguier étroitement et loyalement toutes ses forces, toute son énergie, pour la poursuite de son idéal.

Moscou, quelques violentes que soient ses critiques contre la C. G. T., avait bien compris que la scission serait au fond une victoire de la bourgeoisie. Lors du congrès du 28 décembre 1921 de sa rivale, la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam, il envoya à ce congrès, par l'intermédiaire de Lbovsky, secrétaire de l'I. S. R., un message tendant à réunir en janvier 1922 une conférence spéciale entre des délégués d'Amsterdam, de Moscou et des deux C. G. T., aux fins d'éviter la scission.

Depuis, la scission s'étant faite malgré tout, Moscou est encore revenu sur l'idée de la nécessité du front unique ; mais ses adeptes ont été plus moscovites que lui ; et le 23 avril 1922 le conseil national du parti communiste repoussa le front unique par 3.337 mandats contre 327 (1).

Pourtant, au fond des choses, un désir d'unité existe rue Lafayette et rue de la Grange-aux-Belles. « L'unité revivra, dit la C. G. T. car les forces du travail ne peuvent se dissoudre définitivement et elles se ressoudent à nouveau lorsqu'elles auront pu éliminer les scories d'origine politicienne qui l'encombrent encore » (2). Et la C. G. T. U. dit qu'« il ne lui est pas possible, sans faillir à sa mission, de s'opposer aux forces invincibles qui poussent le prolétariat vers l'unité d'action » (3).

Ce qui montre que ce désir d'unité n'est pas vain, ce

(1) Communication de M. Martin-Saint-Léon, déjà citée.

(2) *Voix du peuple*, n° cit. p. 48.

(3) *La Vie syndicale*, oct. 1922, p. 3.

sont d'abord tous les articles de la *Vie Ouvrière*, du *Peuple*, de l'*Atelier*, où il est question de l'unité, ouvertement ou non. Ce sont ensuite les deux messages de la C. G. T. U. au récent congrès de la C. G. T. pour demander la réunion d'un congrès unique organisé par les deux confédérations (1) ; nous avons déjà dit que la question de l'unité se trouvait par là nettement posée, qu'il y ait piège ou non de la part de la C. G. T. U. Sans doute, l'adhésion de la C. G. T. U. à Moscou est un nouvel obstacle à l'unité, au front unique, — car il y a désormais le dilemme Amsterdam ou Moscou, et le front unique national ne peut être réel que s'il est doublé d'un front unique international, — sans doute y a-t-il aussi de grosses questions d'amour-propre avec lesquelles il faut compter, mais malgré tout nous pensons que l'unité se fera un jour, parce que nous pensons qu'un jour le prolétariat comprendra toute la vanité de la scission, tout le mal qu'elle lui a causé, et saura, par dessus ses vaines querelles, imposer l'unité, condition première des actions durables (2) (3).

(1) Nous avons vu que la C. G. T. a répondu que l'unité devait se faire par la base, et non par le faite, comme le proposait la C. G. T. U. Or, le Comité de défense syndicaliste — fraction minoritaire de l'actuelle C. G. T. U. — s'est rallié depuis à l'idée de la C. G. T., unité par la base.

(2) Nous répétons ici l'observation que nous avons faite, p. 126, note 1.

(3) Depuis ce congrès de Paris et les messages de la C. G. T. U., il s'est produit d'autres manifestations du désir d'unité. Le 8 mars 1923, la C. G. T. U. a exprimé le vœu qu'une action commune des deux C. G. T. fût conduite en vue d'obtenir une hausse des salaires et en vue d'une démonstration prolétarienne pour le 1^{er} mai 1923.

D'ailleurs, les oppositions entre le réformisme de la C. G. T. et le révolutionnarisme de la C. G. T. U. ne sont peut-être pas aussi profondes qu'il le semble. « En fait les militants dits réformistes, écrit M. Leroy, sont au sein de la C. G. T. plus révolutionnaires que ne le disent leurs adversaires, et les révolutionnaires sont plus réformistes qu'ils ne le reconnaissent eux-mêmes. Tous doivent être déclarés révolutionnaires-réformistes, comme ils méritaient déjà de l'être avant l'expérience russe » (1).

Il faut seulement attendre qu'un peu de temps soit passé pour effacer le souvenir trop vif des haines ; il faut attendre que la situation mondiale actuelle soit redevenue plus calme ; il faut peut-être que les hommes soient changés. Alors les horizons seront plus clairs, les routes qui y conduisent auront moins de fondrières, et peut-être qu'après avoir décrit deux courbes convergentes, celles du syndicalisme révolutionnaire pourront se rejoindre harmonieusement.

Au récent comité confédéral national de la C. G. T. des 19-21 mars 1923, la question du front unique a été posée à propos de la hausse des salaires. Le C. C. N. s'est retranché derrière les décisions du congrès confédéral de janvier 1923 et a dit que l'unité ne devait pas se faire selon d'autres conditions que celles posées par ce congrès. Cela s'explique à raison du caractère pour ainsi dire souverain des congrès confédéraux, dont les C. C. N. ne font qu'appliquer les décisions. Et ce nouvel ajournement par la C. G. T. de la question de l'unité ne modifie en rien notre croyance à la réalisation future de cette unité. (Une nouvelle proposition d'unité a été faite à la C. G. T. par la C. G. T. U. le 10 Avril 1923)

(1) M. Leroy. Les tech. nouv. du syndicalisme, p. 90.

III

**CE QUI RESTE AUJOURD'HUI DES PRINCIPES
DU SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE DE LA
CHARTÉ D'AMIENS. UN RETOUR A CES
PRINCIPES EST-IL POSSIBLE ?
CORRECTIFS A CERTAINS DE NOS JUGEMENTS
SUR LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE.**

Et maintenant, comme conclusion de ce chapitre, il nous faut comparer notre point de départ et notre point d'arrivée : 1906, 1923. On se souvient des déclarations d'Amiens, expression du syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre : le syndicalisme doit être une force autonome ; il doit poursuivre, en dehors de toute influence, de toute action commune avec d'autres mouvements politiques ou sociaux, le triomphe de la Révolution par la lutte des classes et la grève générale.

Que reste-t-il aujourd'hui de cette charte, au nom de laquelle on a tant parlé ? — A peu près rien. Et les deux fractions actuelles se reprochent mutuellement la violation de cette charte.

Si la C. G. T. a refusé toute ingérence politique dans son sein, il n'est pas douteux, par contre, qu'elle a aujourd'hui beaucoup tempéré la doctrine révolutionnaire, et qu'elle n'est pas éloignée du réformisme. M. Martin Saint-Léon signale cette tendance dès le congrès de Lyon, et confirme ce que nous avons dit plus

haut (1). « La résolution votée (à Lyon) par 1.393 voix contre 688 affirme bien à nouveau la lutte de classes, mais approuve, en somme, l'attitude de Jouhaux en affirmant la nécessité de continuer la production pour le besoin des hommes et de l'accroître, comme aussi de conclure des conventions collectives pour limiter l'autorité patronale. C'est du réformisme inavoué, mais c'est du réformisme » (2).

Aujourd'hui, il n'est plus question à la C. G. T. d'action directe immédiate, ni de grève générale révolutionnaire. L'élaboration d'un plan constructif devait fatalement mener à l'assagissement. Et il n'est pas douteux — les résolutions du tout récent congrès en font foi — que la C. G. T. poursuit aujourd'hui une politique à caractère néo-réformiste, plus du tout en accord avec la charte d'Amiens.

Mais la C. G. T. U. est tout aussi éloignée de cette charte. Sans doute, les idées de lutte de classes et de grève générale ont-elles gardé en elle toute leur force révolutionnaire, mais il n'est plus question du syndicalisme se suffisant à lui-même. Et les militants de la C. G. T. U. ne cachent pas ce changement : « Si la résolution d'Amiens est véritablement l'expression du syndicalisme absolu, suffisant à tout, dominant et absorbant tout, il y a belle heure qu'elle a été révisée dans la pratique, et notre entreprise de révision consiste simplement à ajouter au grand jour quelques virgules qui manquaient à son texte, pour en faire sortir l'ex-

(1) V. pages 96-97.

(2) M. Saint-Léon. Synd. ouv. et synd. agric. p. 59.

pression d'une doctrine vivante » (1).

Toute cette partie du syndicalisme révolutionnaire qui réclame la dictature du prolétariat est donc alliée maintenant à un parti politique, et le lien est rendu plus fort encore par la récente adhésion à Moscou.

Et ceci nous montre qu'au fond l'histoire n'est qu'un perpétuel recommencement. La situation actuelle de la C. G. T. U. présente de frappantes analogies avec la situation du syndicalisme révolutionnaire à ses débuts. Alors, le syndicalisme était empli de l'influence guesdiste ; il n'avait pas encore écarté ces « scories politiques » dont parle « *la Voix du Peuple* ». On sait la réponse de la C. G. T. U. : la charte d'Amiens n'avait qu'une valeur provisoire, et frappait en 1906 d'interdit un parti socialiste suspecté de réformisme ; l'alliance avec un parti nettement révolutionnaire comme le parti communiste actuel n'a jamais été interdite. Mais nous avons déjà dit que c'est là de l'exégèse de circonstances, et que la charte d'Amiens devait être intangible dans l'esprit de ses auteurs. Ces auteurs savaient le danger d'une alliance avec un parti politique. Depuis, ce danger n'a pas disparu. « Aujourd'hui, c'est le parti communiste qui veut prendre en tutelle la C. G. T. : mais demain n'y aura-t-il pas d'autres partis qui se réclameront de leurs tendances et qui se déchireront au sein des organisations où il ne restera plus d'adhérents, mais où il restera la division et l'impuissance créée par cette action ? » (2).

(1) G. Monmousseau. Le syndicalisme devant la Révolution. Broch. 1922, p. 8.

(2) Merrheim. Amsterdam de Moscou. Brochure 1921, p. 18.

Ainsi, au point de vue doctrinal, les deux tendances actuelles marquent un retour en arrière de 17 ans.

* * *

Pourtant, un retour aux principes d'Amiens — mais à une charte d'Amiens moins négative, plus large, plus créatrice — n'est peut-être pas impossible. D'abord parce qu'il nous semble que l'idée du syndicalisme absolument autonome contient plus de vertu que la tendance actuelle de la C. G. T. U. Le syndicalisme a cet avantage sur un parti d'être un groupement de classe, et non justement un groupement de parti. Au sein du syndicalisme ouvrier il n'y a que des prolétaires, poursuivant tous les mêmes revendications. Un parti politique, quelqu'il soit, est composé d'éléments hétéroclites et on peut craindre en lui des influences démagogiques, la poursuite d'ambitions plus ou moins personnelles. Certainement le groupement syndical est un groupement plus pur.

D'ailleurs, si nous avons bien compris la tendance qui prédomine actuellement à la C. G. T. U., l'alliance avec le parti communiste n'est, comme la dictature du prolétariat, que provisoire, ne durera que jusqu'au triomphe de la révolution prolétarienne. Après ce triomphe, le syndicalisme éduqué reprendra sa pleine indépendance, agira seul, et ce seront sans doute alors les principes d'Amiens qui reprendront toute leur vigueur.

Une autre possibilité de retour vers ces principes réside dans la force de la tradition. Au fond, il est diffi-

cile de changer de fond en comble de grands courants sociaux qui ont dominé toute une période, et il est plus difficile encore de maintenir ces changements. « Les mouvements sociaux d'une époque, écrit M. Leroy, sont toujours beaucoup plus unitaires que ne le croient les hommes engagés dans l'action. Et c'est parce que l'on néglige d'observer la longue et lourde tradition qui précède les changements politiques que l'on croit à l'explosion soudaine des faits, à l'originalité des institutions et des doctrines, aux coupures nettes entre les temps, en un mot à la révolution. Au sens strict, la révolution est un changement brusque et violent dans la politique et le gouvernement d'un état, une catastrophe inopinée, la destruction totale du passé.

Or, la brusquerie des phénomènes politiques n'est qu'une apparence des choses ; pendant la tourmente, tout paraît emporté ; le lendemain, ce n'est que déception pour les révolutionnaires parce que les changements ont été petits. L'homme reste semblable à lui-même jusque dans les moments où l'enthousiasme le transfigure » (1).

Il faut seulement attendre que la tourmente soit passée, car nous sommes encore en pleine tourmente ; alors les courants se dessineront mieux, et certainement la tradition jouera son rôle.

Et puis à côté de la tradition, il faut compter sur un certain conservatisme que ne peut éviter la mise en action de toute doctrine, si révolutionnaire soit-elle. « Si, démagogiquement, les purs syndicalistes ont tort, économiquement c'est eux qui ont raison. S'ils doivent être vaincus comme individus, dans la personne

(1) M. Leroy. La Coutume ouvrière, p. 866.

de leurs principaux leaders, ils triompheront en fait par l'adhésion que leurs successeurs communistes devront nécessairement faire à leur doctrine pratique. Les gouvernants (— et les membres de la commission administrative de la C. G. T. (1) sont des gouvernants au même titre que les ministres, que les administrateurs des trusts et des comptoirs de vente —) sont toujours contraints, par l'obligation où ils sont d'administrer, à agir en se fondant sur les forces de conservation que recèle tout grand organisme, d'autant plus nombreuses et puissantes qu'il a lui-même plus d'étendue et de profondeur » (2).

Laissons donc la C. G. T. U. se frotter davantage au contact des faits.

D'autre part, il n'est pas impossible que la G. G. T. ne revienne, lorsqu'elle aura pansé toutes ses plaies, à des principes plus en harmonie avec la charte d'Amiens que ceux dont elle s'inspire actuellement.

Alors si ce retour aux purs principes syndicaux se réalise, le plus gros sujet de friction entre les deux branches du syndicalisme révolutionnaire aura disparu, et l'unité, si elle n'est pas déjà refaite, sera au moins en bonne voie.

* * *

Voilà achevée cette étude sur les principes et l'histoire du syndicalisme révolutionnaire. Assez souvent, nous n'avons pas caché notre sévérité à son égard. Pourtant, nous ne voudrions pas que cette étude fût considérée comme une condamnation en bloc.

D'abord, parce que critiquer les fautes commises au

(1) Ou de la C. G. T. U. Ces lignes datent d'avant la scission.

(2) M. Leroy. Tech. nouv. du synd. p. 47.

nom d'une institution n'entraîne pas la condamnation de cette institution : et nous avons dit dans notre introduction le bien que nous pensions du syndicalisme en soi. Ensuite, parce que le syndicalisme révolutionnaire étant encore dans une période de gestation, il faut le considérer, selon la saine méthode historique, le plus objectivement possible, et non à travers le prisme déformant de notre éducation et de nos préjugés. « Il faut..... oublier nos habitudes de lettrés et d'hommes trop policés, si nous voulons comprendre la beauté et la moralité sauvages et brutales, neuves, des efforts syndicalistes. Le monde se renouvelle par eux, nous ignorons dans quelle mesure, selon les procédés simples et rudes que l'on retrouve à l'origine de tous les mouvements politiques, esthétiques ou doctrinaux ; et ce n'est qu'avec le temps que nous verrons se former des traditions nécessaires à l'établissement d'un équilibre sans doute instable, mais harmonieux dans ses grandes lignes et spontanément visible pour tous » (1).

Sans doute des excès, des fautes difficilement réparables ont été commis par ce syndicalisme. Mais ils sont imputables bien plus à des militants ambitieux qu'à la classe ouvrière elle-même. Voici l'opinion de M. Leroy : « Si dans son ensemble, par son action et son importance, le mouvement syndicaliste provoque la curiosité et appelle la sympathie, un observateur désintéressé ne peut ni ne doit cependant passer sous silence ce qui peut le choquer au point de vue syndicaliste même. Il ne doit pas taire que certains militants apportent dans les luttes ouvrières soit du dilettantisme intellectuel, soit des passions démagogiques, les bas

(1) M. Leroy. La Coutume ouvrière, p. 15.

sentiments qu'ils reprochent trop facilement aux politiciens..... Il faut tout craindre de ces hommes (les ténors du syndicalisme, comme a dit Yvetot) qui s'imposent à un prolétariat encore insuffisamment maître de lui, et craindre que par leurs excès démagogiques ils n'acculent les syndicats à une autre répression communaliste » (1).

Et Merrheim dit de son côté : «..... Ceux qui, à l'heure où cette classe ouvrière est désorientée et commence à reprendre le chemin des organisations, la détournent de ses revendications de toujours, — hypnotisés par le mot de Révolution ou de Dictature du prolétariat, qui, en Russie, n'est que la dictature de quelques hommes —, ceux-là trahissent les intérêts de la classe ouvrière » (2)

Si même quelquefois les fautes ont émané directement de la classe ouvrière elle-même, si souvent cette classe s'est laissée emporter par les phrases creuses des démagogues, il faut, avant de jeter l'anathème, se demander si cette classe n'a pas une large part d'excuse. Certainement, cette part d'excuse existe. Quand on a vu les conditions de vie, surtout dans les centres urbains, de l'ouvrier actuel, « on comprendra, écrit M. Martin Saint-Léon, les raisons qui, fatalement et pour son malheur, devaient faire de l'ouvrier une proie facile pour la propagande révolutionnaire ; et aussi, osons le dire, on se sentira ému de sympathie à son égard, en songeant que ses erreurs et ses fautes ont été la conséquence directe, presque forcée, du genre de vie à lui créé par la grande industrie, et comme la rançon du progrès économique » (3).

(1) M. Leroy. La Coutume ouvrière, p. 16.

(2) Merrheim. La révolution économique. Broch. 1919, p. 27.

(3) M. St-Léon. Synd. ouv. et synd. agric. p. 15.

Ce sont là de justes paroles. Et en même temps, elles indiquent le remède contre le retour des fautes de la classe ouvrière. Ce n'est pas dans une brimade des syndicats, dans une lutte négative entre les gouvernements et les C. G. T. qu'il faut chercher ces remèdes, car ces luttes ne feraient qu'attiser les rancœurs. C'est dans une politique positive, intelligente et large de législation sociale.

En améliorant le sort de la classe ouvrière, qui, si elle est moins à plaindre qu'autrefois, n'en a pas moins ses misères, en lui assurant des conditions de logement meilleures, en luttant autrement que d'une façon théorique contre l'alcoolisme et les fléaux sociaux, en permettant aux enfants du peuple qui en seront dignes l'accession à tous les échelons du savoir, en considérant de plus en plus sincèrement que les ouvriers sont des hommes et des citoyens, bref en faisant de la vie de l'ouvrier une vie « réellement humaine », il y a fort à gager que les prolétaires s'assagiront, que leurs revendications se feront moins amères et leurs actes moins violents.

Ce sera là la lutte la plus efficace contre l'idéal décevant du syndicalisme révolutionnaire; et ce sera en même temps la plus loyale, la plus noble, parce qu'elle ne se fera pas dans le sang et qu'elle montrera aux ouvriers qu'en réalité les diverses classes sociales d'un pays sont toutes solidaires les unes des autres, et que les institutions humaines ne peuvent être fortes et durables que si elles tiennent compte au moins d'un minimum de fraternité.

CHAPITRE III.

LE SYNDICALISME DE COLLABORATION DE CLASSES.

I

SON CARACTÈRE RÉCENT ET SES PRINCIPES GÉNÉRAUX : ENTENTE AVEC LE PATRONAT, AMÉLIORATION DE LA LÉGISLATION OUVRIÈRE.

Avec le syndicalisme de collaboration de classes, nous arrivons à un aspect beaucoup plus calme, beaucoup moins heurté du mouvement syndicaliste ouvrier contemporain.

Sans doute, nous avons vu qu'en ce moment la vieille C. G. T. avait beaucoup perdu de sa combativité d'autrefois, et qu'elle semblait engagée sur une voie de néo-réformisme. Mais au fond, si elle pratique ce néo-réformisme elle ne l'avoue pas, elle ne veut pas désavouer complètement les principes d'Amiens, et à ce titre elle ne devait pas être détachée, même dans la période toute présente, du syndicalisme révolutionnaire.

Au contraire, avec la branche du syndicalisme que nous allons maintenant étudier nous nous trouvons en face d'un réformisme véritable, d'un désir de collaboration de classes qui, non seulement, n'est pas caché, mais qui est même inscrit au seuil des déclarations de principes des groupements syndicaux qui le mettent en pratique.

A vrai dire, ce syndicalisme est tout récent, du moins dans sa forme confédérale, cohérente. Sans doute — et nous aurons à la voir — il existait bien, avant la guerre, une Fédération de syndicats jaunes qui faisait de la politique de collaboration de classes, mais il faut reconnaître qu'il s'agissait là bien plutôt de groupements mixtes de patrons et de salariés que de syndicats purement ouvriers. C'est pour cela que lorsqu'on parlait avant la guerre du syndicalisme ouvrier on ne songeait guère qu'à la C. G. T. ; c'est pour cela qu'aujourd'hui encore beaucoup de personnes, peu au courant de l'essor du syndicalisme de collaboration de classes, ont tendance à ne voir que la C. G. T. et la C. G. T. U comme manifestations du syndicalisme ouvrier. Et l'ordinaire incuriosité des classes sociales à se comprendre mutuellement est une des raisons psychologiques de l'assez grande fréquence de cette erreur.

Or, l'essor du syndicalisme de collaboration de classes est aujourd'hui très vif. La plus grande part, peut-être, de son succès, surtout manifesté depuis 1919-1920, réside dans les fautes mêmes et dans les échecs du syndicalisme révolutionnaire. Nous avons vu que ces derniers échecs avaient eu, entre autres conséquences, celle de provoquer une certaine apathie de la classe ouvrière, un détachement très net de la C. G. T., traduit, dans les faits, par une crise d'effectifs très aiguë. A ce moment, le syndicalisme de collaboration de classes s'organisait ou se réorganisait ; aux utopies de l'insurrection et de la grève générale, il opposait un programme plus restreint, mais plus réalisable, puisqu'il ne demandait que des améliorations de la condition sociale des prolétaires.

La sagesse des nations veut qu'une amélioration relative, mais possible, soit préférable à un état de perfection très voisin de la chimère. Le mieux, dit-on, est l'ennemi du bien. Or la classe ouvrière ne manque pas, au fond, de cette sagesse, — cette sagesse que tous les peuples portent inconsciemment dans leur cœur, — et c'est pourquoi un assez grand nombre d'ouvriers, qui avaient déserté, déçus, le syndicalisme révolutionnaire, allèrent grossir les rangs plus calmes du syndicalisme de collaboration de classes.

*
* * *

Comme nous l'avons fait à propos du syndicalisme révolutionnaire, passons maintenant rapidement en revue les principes dont s'inspire le syndicalisme de collaboration de classes, avant d'étudier les divers groupements de cette branche du syndicalisme.

Nous disons : rapidement. C'est qu'en effet il faut remarquer que si nous voulions faire une étude complète de ces principes, il nous faudrait faire intervenir ici une étude sur le syndicalisme patronal, car qui dit collaboration dit entente de deux partis, de deux groupements, et les seconds groupements, sont, en l'espèce, les groupements patronaux : or, par leur étude, nous sortirions du cadre que nous nous sommes fixé. Nous voulons seulement, au seuil de ce chapitre, faire une esquisse des principes de la collaboration de classes afin de mieux éclairer l'étude des groupements ouvriers qui s'y rattachent (1).

(1) Sur les œuvres sociales des syndicats patronaux, v. l'important ouvrage de Bézard-Falgas, « Les syndicats patronaux de l'industrie métallurgique en France. » Thèse Paris 1922. V. surtout chap. 3.

D'abord, le syndicalisme de collaboration de classes est partisan de toutes les œuvres sociales susceptibles d'améliorer le sort de la classe ouvrière ; c'est le principe d'évolution opposé à la révolution prolétarienne. L'institution du sursalaire familial — juste en soi, malgré les critiques cégétistes, puisqu'elle tient compte des charges de famille de chacun —, la création de caisses de chômage subventionnées par les patrons, la réglementation des maladies professionnelles, la réglementation de la durée du travail en général et du travail des femmes, des enfants et des adultes en certains cas, la réglementation des assurances sociales etc... sont autant d'institutions préconisées.

Des lois répondent d'ailleurs à quelques-unes de ces aspirations. Pour la réglementation du travail des femmes et des enfants, la législation est déjà ancienne. Des lois récentes ont réglementé le travail des adultes en certains cas, travail de nuit dans la boulangerie, par exemple. Quant à la durée de la journée de travail, tout le monde connaît la loi du 23 avril 1919 instituant la journée de huit heures, et réalisant ainsi en France ce désir des trois huit dont le syndicalisme anglo-saxon fit longtemps une de ses plate-formes. On a beaucoup écrit sur cette loi, on l'a accusée d'avoir causé bien des maux. La seule chose que nous puissions dire dans cette étude, c'est qu'elle doit être, selon nous, une question d'opportunité, et que parler de son application en bloc est partir d'un point de vue trop simpliste. D'ailleurs, le législateur a su rendre l'institution très souple, puisque la loi, comme nous l'avons vu déjà, ne peut-être étendue à une branche d'activité déterminée qu'après une con-

sultation des groupements intéressés et qu'après la prise d'un décret. Et à propos de cette consultation, la collaboration entre patrons et ouvriers peut se faire. C'est ainsi que les métallurgistes de l'Est avaient accordé à leurs ouvriers l'abaissement de la durée du travail journalier à huit heures, avant le vote de la loi du 23 avril 1919. Quant aux assurances sociales, elles n'existent actuellement en France qu'en partie ; mais la question, dans son ensemble, devra être résolue un jour ou l'autre (1) ; d'abord parce que l'esprit de nos législations va en se socialisant de plus en plus ; ensuite parce que la croissante complexité de l'économie moderne et le développement toujours plus considérable du machinisme exposent de plus en plus l'ouvrier à des risques, accidents, maladie ou chômage. Et nous avons dit que selon nous les gouvernements doivent bien plus s'occuper des justes revendications des ouvriers que s'entre-déchirer avec eux, à propos des excès qu'ils commettent.

Le syndicalisme de collaboration de classes est aussi partisan de la participation aux bénéfices et de l'actionnariat ouvrier. Ce sont là des institutions, lorsqu'elles sont sincèrement consenties par le patronat, qui peuvent éduquer la classe ouvrière et même l'assagir. Les syndicalistes révolutionnaires le savent bien, puisqu'ils repoussent ces institutions comme contraires au prin-

(1) Aux lois du 9 avril 1898 sur les accidents professionnels et du 5 avril 1910, sur les retraites ouvrières et paysannes (concernant surtout la vieillesse) il faudra ajouter des lois sur l'assurance-invalidité et sur l'assurance-chômage. Un projet de loi assez complet a été déposé par le Gouvernement sur le bureau des chambres en mars 1921.

D'autre part, une loi du 25 octobre 1919, réclamée depuis longtemps, assimile les maladies professionnelles, sous certaines conditions, aux accidents professionnels.

cipe de la lutte des classes. Il faut dire aussi que ce sont des institutions assez délicates, car les patrons ne veulent pas, sous couleur de participation des ouvriers, abdiquer leurs droits à la gestion, et les ouvriers, d'autre part, s'ils veulent participer aux bénéfices, sont peu enclins à participer aux pertes. Ce système implique une grande confiance mutuelle et il n'est guère praticable que dans les petites entreprises où le patron connaît ses employés. « Nous ne croyons à la vertu pacificatrice et salubre de la participation aux bénéfices, a dit M. Pascalis dans un rapport au Comité central des chambres patronales, que si elle est volontaire. Cette condition nous paraît indispensable pour qu'elle produise ses effets, car elle ne doit pas être, comme on l'a dit, un sur-salaire. » (1) Et ce n'est qu'au prix d'une participation volontaire que l'ouvrier devra de la reconnaissance aux patrons.

L'actionnariat ouvrier, ou institution d'actions de travail à côté des actions de capital, appelle aussi beaucoup de difficultés dans sa réalisation pratique. Ses formes peuvent être très variées, qu'elles soient collectives ou individuelles (2). Signalons qu'une loi du 26 Avril 1917 réglemente cet actionnariat; lorsqu'il est adopté, il doit obligatoirement être accompagné d'une coopérative de main d'œuvre qui s'occupe des actions de travail et envoie des délégués au Conseil d'administration de l'entreprise.

Le syndicalisme de collaboration de classes n'est pas opposé à la grève, lorsque ses revendications ne peuvent

(1) Cité par A. Pawlowski. Les syndicats jaunes 1911, p. 152.

(2) Pour détails, v. Germain-Martin. Cours de doctorat cité.

trionpher ; mais il estime qu'avant d'en arriver à cet acte extrême, certaines formes doivent être observées ; ainsi, il est partisan de la conciliation et de l'arbitrage. Déjà une législation réglemente la matière, mais il faut reconnaître qu'elle est assez platonique et donne peu de résultats : c'est sans doute parce qu'elle est purement facultative. Aussi existe-t-il depuis un certain nombre d'années une tendance assez marquée à rendre obligatoire, au moins en certains cas, l'observation de ces formes, et cette tendance se manifeste surtout dans un projet de loi déposé par le gouvernement sur le bureau de la chambre en 1920. (1).

De même pour le règlement des conflits entre ouvriers et patrons, en dehors des cas de cessation collective du travail, le syndicalisme de collaboration de classes est partisan de l'institution des Conseils de prud'hommes, chargés de régler ces conflits ; et la tendance à ce que les délégués ouvriers dans ces conseils soient tous désignés par le syndicat est encore une autre manifestation de la tendance générale à rendre le syndicalisme obligatoire.

Nous n'étonnerons personne en disant que ces programmes de revendications ont attisé contre eux la haine du syndicalisme révolutionnaire : c'est une abdication, dit ce dernier, qui énerve l'esprit de lutte de la classe ouvrière et lui fait perdre de vue le véritable but qu'elle doit chercher à atteindre, le triomphe de la révolution. Et il est assez difficile de dire tout ce qu'il y a de mépris dans ce nom de « jaunes » donné par leurs

(1) Sur cette question v. L. Rolland, Cours de législation indust. Paris 1920-21.

adversaires à ceux qui soutiennent ce programme de collaboration. « Au fond, écrit Paul Louis, les initiateurs du mouvement jaune ont tendu exclusivement à diviser le prolétariat en créant à une partie de ses membres des intérêts opposés à ceux de la collectivité. Par là, lorsqu'un chômage éclate ils peuvent déclarer qu'une minorité seule tient pour la suspension du travail et que la majorité est opprimée ; par là aussi, ils retardent dans chaque industrie l'apparition de grands organismes fédéraux qui peuvent lutter à armes moins inégales contre le patronat : leur jeu consiste spécialement à jeter la suspicion sur tous ceux qui participent à l'action des rouges en leur prêtant des mobiles égoïstes ou honteux » (1) Et dit-on, cette attitude des jaunes n'est pas juste, car lorsqu'une grève réussit, ils bénéficient des avantages du mouvement sans y avoir participé. Il faut reconnaître que sur ce point l'hostilité des rouges est assez légitime.

Ces rouges condamnent encore les organes de conciliation et d'arbitrage qui n'ont pas d'autre but, disent-ils que « d'étrangler le droit de grève. » (2)

Pour les méthodes de travail, le syndicalisme de collaboration de classes est partisan du travail aux pièces qui permet aux ouvriers laborieux et actifs de réaliser de plus gros salaires. Le syndicalisme révolutionnaire est hostile à cette idée, parce que, selon lui, la solidarité

(1) Paul Louis. Histoire du mouvement syndical en France 1907, p. 70. Ces lignes ont été écrites à propos des anciens jaunes, mais nul doute qu'elles ne s'appliquent aussi selon leur auteur aux groupements actuels de collaboration de classes.

(2) Paroles de Merrheim à Amiens 1906. Cité par M. Leroy. La Cout. ouv., p. 675.

de tous au sein du syndicat doit entraîner une égalité de tous devant les salaires ; de même il repousse l'application du système Taylor, ne voyant en lui qu'un moyen d'user les ouvriers au profit du patron.

Sans doute le syndicalisme révolutionnaire n'est pas hostile aux caisses de retraite alimentées par les patrons, mais il voit en elles le résultat bien plus d'une pression sur le patronat que d'une collaboration avec lui.

Mais ces critiques n'empêchent pas que même pour le syndicalisme révolutionnaire une part de collaboration, si minime soit-elle, s'impose. « Il y a ce fait : hostiles, les classes ne peuvent pas ne pas collaborer, comme les nations, d'ailleurs, auxquelles elles se comparent ; elles n'échappent pas aux injonctions d'une certaine communauté d'intérêts, quelle que puisse être la tension de leurs rapports. » (1)

Et ceci nous permet d'arriver à une institution qui est préconisée par les deux syndicalismes ouvriers, celle des conventions collectives. C'est là une institution de toute première importance qui, normalement, est appelée à régler de plus en plus les rapports entre employeurs et salariés.

Une convention collective est un accord intervenu entre un ou plusieurs patrons et un groupe de salariés, — en fait le syndicat —, et qui fixe les conditions des contrats individuels ou d'équipes à venir (2).

Il faut remarquer que des conventions de ce genre sont en parfait accord avec l'esprit de la loi de 1884 ;

(1) M. Leroy. La Cout. ouv., p. 874.

(2) Pour détails sur les conventions collectives, voir L. Roland cours cité.

c'est pourquoi la pratique ne tarda pas à les utiliser et la jurisprudence les reconnaissait comme valables. Mais le mieux était encore qu'elles trouvassent un support dans une loi, et c'est pourquoi, sous la pression des faits, la loi du 25 mars 1919 rendit légale la pratique antérieure.

Cette forme, disons-nous, nous semble appelée à prendre une grande importance parce qu'elle laisse une grande latitude à la volonté des contractants et que l'autonomie de la volonté est encore la meilleure règle et la meilleure garantie des contrats. On ne peut même pas dire qu'en réalité la volonté ouvrière sera brimée par la volonté patronale, puisque c'est tout un groupement ouvrier qui discute. La seule déduction qu'on peut tirer de l'institution est une manifestation de plus de la tendance au syndicalisme obligatoire, comme nous l'avons vu plus haut. (1)

Il est vrai qu'ici encore le syndicalisme révolutionnaire ne voit pas une entente réelle avec le patronat. « Il n'y a pas entente, a écrit Jouhaux, il n'y a pas collaboration, il n'y a pas confusion entre deux classes ennemies et rivales ; il y a contrat, tout simplement, c'est-à-dire marché pour un moment donné, pour un objet déterminé ... L'employeur n'est plus le maître absolu ; le travail de ses salariés est assujéti à des conditions et à des règles ... C'est au syndicat de surveiller leur application, de l'imposer au besoin, de la redresser s'il le faut ... Toute l'action ouvrière aboutit à des contrats et aux mêmes effets. Ainsi, par une fatalité fé-

(1) Voir pages 36-37.

conde, l'action prolétarienne a pour conséquence de s'introduire, de s'implanter dans l'atelier et dans l'usine, de limiter l'autorité patronale et d'y substituer peu à peu l'organisation propre préparée par le travail. » (1)

Pourtant, on ne saurait nier une part de collaboration dans la rédaction des conventions collectives. (2)

Et ce n'est en vérité, qu'avec un minimum de collaboration entre classes que le syndicalisme pourra être un mouvement fécond, pourra être la grande force créatrice qu'il est souhaitable qu'il soit. La lutte est stérile, la collaboration est constructive. Les ouvriers perdront dans la collaboration quelques chimères, mais ce n'est pas avec des chimères qu'on obtient des améliorations. Nous avons déjà souscrit à cette déclaration de M. Duguit que « le mouvement syndicaliste n'est point en réalité la guerre entreprise par le prolétariat pour écraser la bourgeoisie, pour conquérir les instruments et la direction de la production,... qu'il n'est pas un moyen de guerre et de division sociale, ..., qu'il est au contraire un moyen puissant de pacification et d'union. » (3)

Et il n'y a pas moins de vérité dans ces paroles qu'un sociologue anglais, M. Withley, écrivit en 1916, à propos des relations entre employeurs et employés :

« Le vieux système de travail a fait faillite, et il

(1) L. Jouhaux. Syndicalisme et C. G. T. page 228-29.

(2) D'après le Bulletin du ministère du travail, il a été signalé en 1919, 557 conventions collectives, dont 227 sans intervention de tiers, et en 1920, 345, dont 191 sans intervention de tiers.

Bulletin du ministère du travail nov. déc. 1920 p. 506 et juill. août, sept. 1921 p. 246. Ce bulletin publie l'analyse des conventions collectives signalées à la direction du travail. Pour 1922, voir ce bulletin janv. fév. mars 1922, p. 60, avril mai juin p. 198, juill. août, sept. p. 314.

(3) L. Duguit. Le droit social p. 119. V. sup. p. 82-83.

est aisé de découvrir les raisons de cet échec. Depuis la révolution industrielle, les relations entre employeurs et employés ont toujours eu comme base la résistance et la contrainte. Le même fait s'est produit dans toutes les nations civilisées.

Nous ne pensons pas qu'il soit possible de faire disparaître définitivement le conflit, mais nous estimons que la solution de l'avenir repose sur l'association étroite et ininterrompue de la direction et du travail, non point dans le seul but, que nous pourrions appeler négatif, de régler les différences de points de vue, mais dans le but positif d'encourager le progrès industriel, source de la prospérité nationale.

Nous croyons que les intérêts communs de l'industrie sont beaucoup plus importants que les intérêts qu'on veut mettre aujourd'hui en opposition, et c'est sur la base de ces intérêts communs que pourra être établie en pleine confiance la doctrine du nouveau système industriel. » (1)

Voilà, croyons-nous, l'essentiel des principes que soutient le syndicalisme de collaboration de classes. On voit combien nous sommes loin de la doctrine du syndicalisme révolutionnaire : pas de théorie de lutte de classes, d'action directe, de grève générale. L'esprit de la loi de 1884 est beaucoup plus respecté. Est-ce à dire que ce syndicalisme de collaboration de classes ne déborde pas lui-même parfois, et ne doive pas déborder, cet esprit de la loi de 1884 ? Point du tout, et nous au-

(1) Cité par G. de Marcieu. Les syndicats catholiques du Commerce et de l'Industrie, p. 141.

rons à étudier cette question au chapitre suivant (1). Mais lorsque ce syndicalisme dépasse l'esprit de la législation syndicale, il le fait sous la pression même des faits et à l'exclusion de toute violence.

* * *

Après cette exposition des principes du syndicalisme de collaboration de classes, il nous reste à étudier en eux-mêmes les groupements confédéraux qui appliquent ces principes. Ils sont au nombre de trois : « la Confédération française des travailleurs chrétiens », « la Confédération nationale du travail » et, « l'Union générale des syndicats réformistes. »

Nous ne donnerons, au préalable, que de rapides indications sur la Fédération des anciens syndicats jaunes, qu'il ne faut pas confondre avec le mouvement ouvrier actuel de collaboration de classes.

(1) V. page 188.

II

LA FÉDÉRATION DES SYNDICATS JAUNES D'AVANT-GUERRE.

Il s'agit là d'un groupement de syndicats dont les premiers se créèrent vers la fin du XIX^e siècle (1899). Il faut surtout signaler ceux du Creusot et de Monceau-les-Mines. Pendant des grèves, une partie des ouvriers avait refusé de suivre le mouvement. Ils furent protégés par les patrons, surtout au Creusot, et ce fut là l'origine des syndicats jaunes. (1)

Le mouvement s'accrut ; une Fédération se constitua et à son congrès de 1907 elle avait pris un bel essor. Elle groupait en effet 852 organisations, 37 fédérations ou unions, 439 syndicats ouvriers, 41 patronaux, 76 agricoles (2)

Quant à son but, « le syndicalisme jaune, écrit M. Pawlowski, a des horizons aussi nettement définis que le syndicalisme rouge. Il tend à la conquête pacifique de la propriété individuelle, comme le syndicalisme confédéral a pour objet l'abolition de la propriété individuelle et l'avènement du communisme ... Ils sont par essence des ennemis nés » (3)

(1) Il faut noter qu'à l'origine le mot « jaune » n'avait pas le sens péjoratif qu'on lui prête aujourd'hui. Son origine est controversée, mais elle vient d'un de ces deux faits : le fait, de la part des ouvriers du Creusot, d'avoir arboré la fleur jaune, du genêt, ou le fait, de la part des ouvriers de Monceau-les-Mines, d'avoir remplacé par du papier jaune, dans un café où ils étaient réunis, les vitres brisées par les grévistes.

(2) A. Pawlowski. Les Syndicats jaunes 1911. Page 49.

(3) A. Pawlowski, op. cit. p. 3.

De plus, les jaunes élaborèrent un programme d'action alors qu'à cette époque le syndicalisme révolutionnaire avait un programme purement négatif. « Il faut, jugent-ils, décentraliser et assurer aux capacités la place qui leur est due. Ils proposent donc la création d'organismes de direction qu'ils appellent chambres de capacité représentant les valeurs professionnelles du pays et chargés de discuter les intérêts de la nation. Le referendum des capacités et des intelligences contrôlerait le pouvoir dictatorial des députés. » (1)

Ce sont là des idées intéressantes, en rapport avec la question de la représentation syndicale dont nous parlerons au prochain chapitre.

Mais à vrai dire la Fédération des jaunes ne peut-être retenue comme un groupement purement ouvrier, ni même comme un groupement purement corporatif, semblable aux groupements actuels de collaboration de classes ; d'abord parce que l'article 3 de ses statuts admet aussi bien les groupements patronaux et agricoles que les groupements ouvriers (2) ; ensuite parce qu'elle s'occupa en fait de politique, bien que le but de sa création fût de réagir contre l'intrusion politicienne dans le domaine corporatif.

En 1903, la Fédération des jaunes abandonna son titre et se plaça sous l'égide du parti socialiste national : « socialisme d'amour et de paix, non de haine et de guerre, d'émancipation et non d'abdication et de luttes.

(1) A. Pawlowski, op. cit. p. 104.

(2) Les éléments patronaux de cette fédération furent même très actifs. Citons en particulier M. Laroche-Joubert, directeur des grandes papeteries d'Angoulême.

stériles, » mais socialisme quand même. Et M. Pawlowski nous dit lui-même qu'en fait cette Fédération fut un parti politique antiétatiste, désireux d'un accroissement du pouvoir exécutif, et s'inspirant de cette idée : « l'homme libre dans la société libre. » (1)

Une preuve positive de ce caractère politique est que deux des dirigeants du mouvement jaune, Biétry et Dupourqué, furent élus députés.

D'ailleurs, cette double élection devait porter tort au mouvement et commencer à le désagréger ; en 1908 une scission se fit, et le mouvement perdit peu à peu de son importance.

De plus, avec son caractère mixte, le syndicalisme jaune ne devait être que transitoire. C'était l'opinion de M. Pawlowski : « Il ne nous semble pas, dit-il, que les syndicats jaunes doivent subsister de longues années. Ceci ne veut pas dire toutefois que leur œuvre ait été stérile, mais il apparaît que les exagérations du syndicalisme révolutionnaire ayant à la fois fait sentir la nécessité d'une réforme économique et sociale et déterminé une réaction de plus en plus vigoureuse, les esprits clairvoyants et pondérés se sont appropriés la doctrine de Japy, l'ont faite leur, et poursuivront méthodiquement la réalisation de la plupart des projets élaborés par les syndicats jaunes.

Le mouvement des jaunes tiendra ainsi à se fondre dans le grand mouvement de transformation de la société moderne. Leurs syndicats deviendront les syndicats modèles entrevus par le législateur de 1884, les

(1) A. Pawlowski, op. cit. p. 70 et s.

assemblées du prolétariat local, organisés sur le terrain uniquement professionnel. » (1)

Voilà donc ce mouvement jaune. Si nous l'avons signalé — rapidement — ce n'est que pour montrer une première réaction contre le syndicalisme révolutionnaire, réaction qui, par les excès mêmes qu'elle contient, devait permettre au syndicalisme actuel de collaboration de classes d'être un mouvement beaucoup plus épuré, se défendant de toute attache avec les anciens jaunes.

(1) A. Pawlowski, op. cit. p. 148.

III

LES GROUPEMENTS OUVRIERS ACTUELS DE COLLABORATION DE CLASSES.

1. — LA CONFÉDÉRATION FRANÇAISE DES TRAVAILLEURS CHRÉTIENS.

Il s'agit là d'un mouvement qui, à la vérité, remonte bien au delà de 1914, puisque le premier syndicat chrétien, « le Syndicat des employés », fut organisé en 1887. Mais ce qui est récent, c'est le groupement des divers syndicats chrétiens sous la forme d'une confédération créée à Paris en novembre 1919.

La Confédération française des travailleurs chrétiens (C. F. T. C.), qui a son siège au 5 de la Rue Cadet, est un groupement purement ouvrier poursuivant une politique très nette de collaboration de classes. D'ailleurs l'essentiel de son programme tient dans une déclaration de principe inscrite au seuil de ses statuts. Elle est assez caractéristique pour que nous la reproduisons :

« La Confédération entend s'inspirer dans son action de la doctrine sociale définie dans l'encyclique *Rerum novarum*.

Elle estime que la paix sociale, nécessaire à la prospérité de la patrie, et l'organisation professionnelle, assise indispensable de cette paix, ne peuvent être réalisées que par l'application de principes de justice et de charité chrétienne.

Elle estime que l'homme est l'élément essentiel de

la production, dont il est à la fois la cause et le but. Il importe donc que les conditions mêmes de la production permettent le développement normal de la personnalité humaine par la juste satisfaction de ses besoins matériels, intellectuels et moraux dans l'ordre individuel, familial et social.

Elle constate que les conditions actuelles de la production ne réalisent pas suffisamment ce but, et elle estime nécessaire d'en poursuivre les transformations susceptibles d'assurer une meilleure utilisation des forces productrices et une répartition plus équitable des résultats de la production entre les divers éléments qui y concourent.

Elle entend réaliser ces transformations non par la lutte des classes, mais par l'éducation et la collaboration des éléments producteurs, réunis dans des groupes distincts reliés par des organismes mixtes où l'indépendance et les droits de chacun seront respectés.

La confédération entend poursuivre, par tous les moyens légitimes, auprès des organismes politiques et économiques, nationaux et internationaux, l'aboutissement de ses justes revendications ; elle déclare que les pouvoirs publics doivent reconnaître et réserver la plus large place à la représentation des intérêts professionnels et économiques ; mais elle estime contraire à l'ordre public que les organismes professionnels prétendent s'arroger des droits et assumer des responsabilités d'ordre politique.

Tout en bornant strictement son action à la représentation et à la défense des intérêts généraux du travail, la confédération entend faire appel au concours

des forces religieuses, morales et intellectuelles susceptibles d'aider à la formation professionnelle et sociale des travailleurs et capable de développer en eux les qualités de discipline, de dévouement et de loyauté indispensable pour assurer le plein épanouissement de l'organisation professionnelle. »

On constatera, d'après cette déclaration, l'obligation pour les membres de la confédération de se conformer à certaines obligations d'ordre confessionnel. C'est pour cela qu'au premier chapitre de cette étude nous avons dit que même dans une fraction du syndicalisme de collaboration de classes il y avait une certaine tyrannie, bien qu'ici ce terme soit un peu forcé : disons plutôt obligation préjudicielle.

Aussi « on reproche à ces syndicats cette étroitesse dans leur recrutement qui leur fera négliger les intérêts généraux des travailleurs. On les taxe d'égoïsme et de particularisme, et l'on dénie de ce fait une portée sérieuse à leur action » ; « mais, ajoute l'auteur que nous venons de citer, c'est oublier que le succès d'une entreprise est lié à la valeur et à la cohésion de l'élite qui l'entreprend. » (1)

Quoiqu'il en soit, il y a là un mouvement très important qui a, en effet, beaucoup de cohésion. Sans doute sommes-nous loin, avec le syndicalisme de collaboration de classes, des chiffres du syndicalisme révolutionnaire. Mais nous sommes malgré tout en présence de chiffres d'autant plus dignes d'observation, que, de

(1) G. de Marcieu. Les syndicats catholiques du commerce et de l'industrie 1920, p. 16.

l'aveu même du syndicalisme révolutionnaire, ils ont tendance à s'accroître.

Pour ce qui est de la C. F. T. C., elle groupait, lors de son troisième congrès national, en juin 1922, 753 groupements rayonnant sur 78 départements, et un effectif total de 125.000 adhérents.

Un aspect particulièrement intéressant de cette C. F. T. C. est le développement qu'a pris en elle le syndicalisme féminin (1).

Les méthodes de ces syndicats chrétiens ne manquent pas d'intérêt. Elles préconisent l'entraide syndicale (placement, coopération), l'action professionnelle, l'éducation corporative. « Un autre trait distinctif a écrit M. Tessier, secrétaire général de la C. F. T. C., c'est qu'il s'attache, (le syndicalisme chrétien) beaucoup moins à mouvoir des masses impulsives, tumultueuses, brutales, qu'à former des élites professionnelles et sociales. » En ce sens, il existe des cours du soir, et une commission d'étude du syndicat des employés où sont étudiées les questions économiques et sociales.

D'autre part, les syndicats chrétiens sont très fiers d'avoir joué un rôle dans l'élaboration de certaines lois ouvrières, en particulier de la très importante loi du 10 juillet 1915 sur l'industrie à domicile du vêtement (2).

L'activité de la confédération elle-même s'est manifestée, depuis sa fondation, par trois congrès nationaux tenus en 1920-1921-1922. De nombreuses revendica-

(1) La fédération des syndicats féminins groupe 10.000 membres.

(2) Sur 5 modifications demandées au texte primitif du projet de cette loi, 3 furent obtenues.

tions ont été soutenues : en faveur de la reconstitution de la main-d'œuvre, de la participation aux bénéfices, du maintien de la loi de huit heures, de la conciliation et de l'arbitrage, des retraites aux ouvriers, de l'enseignement professionnel, des assurances sociales, des conventions collectives, de la restriction de l'impôt sur les salaires etc. (1)

Hors des congrès, cette activité s'est manifestée en 1920 par une propagande contre les grèves de la C.G.T. ; et l'échec de ces grèves a fait passer, au cours de la seule année 1920, le chiffre des membres du syndicat chrétien des cheminots de 2.000 à 10.000. (2)

Cette activité s'est encore manifestée par la conclusion d'un certain nombre de conventions collectives et par l'élection de plusieurs représentants de la C. F. T. C. aux Conseils supérieurs du travail, de l'enseignement technique, des chemins de fer.

Enfin, en 1919, dans un congrès international tenu à Paris, la création d'une Internationale de travailleurs chrétiens fut décidée ; elle a été fondée en 1920, et son siège, après avoir été à Bruxelles, est actuellement à Utrecht.

Quant au plan de réorganisation économique et sociale préconisé par la C. F. T. C., il tient en cette formule : la profession organisée dans le syndicat libre. C'est le désir d'une organisation professionnelle sur des bases légales, organisation qui ferait entrer en rapports

(1) La C.F.T.C. publie un bulletin mensuel, contenant des études sur ces différentes questions. Les comptes rendus des 3 congrès cités figurent dans les bulletins N^{os} 8, 18 et 29.

(2) G. de Marcieu, op. cit. p. 78.

tous ceux qui, à un titre quelconque, participent à la production. Ainsi affirmation très forte de collaboration.

Et voici, pour en finir avec la C. F. T. C., de belles lignes de son président, M. Zirnheld (1) : « Si l'on apprenait mieux à ceux qui dirigent les entreprises ou qui les dirigeront un jour qu'il n'y a pas que le travailleur qui ait des devoirs mais que le patron lui-même en a, et de toutes sortes, et d'autant plus grands qu'il est placé plus haut dans le monde économique, combien la justice y gagnerait ! »

Si enfin le monde patronal comprenait mieux que lorsque certains sacrifices sont nécessaires pour rétablir l'équilibre social, ce n'est pas à celui qui a peu ou qui n'a pas assez qu'il faut les demander, mais à ceux qui possèdent beaucoup, dussent-ils sacrifier à la sécurité du lendemain le gain non intangible de la veille, combien plus certainement on éviterait les révolutions menaçantes ! » (2)

Ce sont là de belles paroles qui dépassent le cadre d'une organisation purement chrétienne et nous ne pouvons que souhaiter la réalisation des vœux profonds qui les animent.

2. — LA CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL.

Ici encore il s'agit d'un groupement qui a ses racines

(1) Remarquons au passage que ce groupement a, à côté d'un secrétaire général, un président, tandis que la C.G.T. n'a qu'un secrétaire général, et a toujours été hostile à cette idée d'avoir un président : car, pour elle, qui dit présidence, dit aristocratie, rupture d'égalité au profit d'un seul.

(2) Zirnheld. — Le passé et l'avenir des syndicats chrétiens. Discours prononcé au 3^{ème} congrès de la C.F.T.C. Broch. 1922. p. 8 et 9.

dans l'avant guerre. Son origine remonte à des syndicats qui se formèrent vers 1910, sous le nom de « Syndicats libres. » Leur programme devait être une réaction, c'est leur propre terme, contre celui de la C.G.T., expression incontestée, à cette date, du syndicalisme révolutionnaire, et considérée par les nouveaux groupements comme un « syndicalisme esclave. »

Ces syndicats se groupèrent même en « Union professionnelle des syndicats libres » ; ils créèrent une « Bourse libre du Travail », et ils tinrent trois congrès en 1912-13-14. Déjà la formule de ralliement était trouvée, et celle d'aujourd'hui n'a pas varié : « Collaboration des classes par l'entente entre le capital et le travail ».

La guerre entrava un peu le mouvement. Mais il y eut une reprise d'activité à un quatrième congrès tenu en octobre 1918. Il y fut dit : «.... Aux doctrines qui divisent les travailleurs et qui ont causé la stérilité de tant d'efforts, le *Syndicalisme national* oppose avec confiance sa méthode et ses principes. Résolu à développer son action dans le cadre de la vie nationale, et pour la grandeur de la patrie commune, il déclare que le mouvement ouvrier doit être rigoureusement indépendant de toute ingérence extérieure et de toute doctrine particulariste.

Le syndicalisme national n'est ni vert, ni rouge, ni jaune.....» (1).

On a lu, dans cette citation: *syndicalisme national* ; c'est qu'en effet c'est de ce quatrième congrès que date la transformation du syndicalisme libre en Confédéra-

(1) Compte-rendu du 5^e congrès de la Conf. nat. du Trav. 1920, p. 21.

tion nationale du Travail. Le syndicalisme libre devait s'opposer à la tyrannie cégétiste ; le syndicalisme national devait désormais s'opposer à « l'internationalisme cégéto-révolutionnaire et dresser le drapeau de l'unité nationale dans la classe ouvrière française » (1).

Pour mieux coordonner les efforts, il fut décidé de grouper les syndicats nationaux en un organisme central qui prit le nom de Confédération nationale du travail (C. N. T.) et qui s'installa à Paris, 5, rue Cochin.

Ainsi la C. N. T. est un groupement de collaboration de classes devant réaliser son programme dans le cadre purement national, c'est-à-dire en dehors de toute affiliation à une internationale ouvrière quelconque, même réformiste.

Son accès est possible à tous les ouvriers, et, à ce titre, on ne peut parler à son égard ni de tyrannie ni d'obligations préjudicielles syndicales : pas d'intrusions religieuses, politiques, révolutionnaires ; collaboration avec les patrons, mais sur le terrain de l'indépendance ouvrière, c'est-à-dire sans compromissions. Et le mouvement n'est pas négligeable, puisqu'à son dernier congrès de novembre 1922 la C. N. T. accusait 93.000 adhérents.

Depuis sa création en 1918, l'activité de la C. N. T. a été assez vive. Tout d'abord — et ceci est intéressant à noter parce que c'est une idée différente de celle des travailleurs chrétiens — la C. N. T. fut défavorable à la loi de huit heures ; non pas défavorable, il est vrai, à son principe, mais défavorable à son vote à une époque

(1) Compte rendu du 5^e congrès de la Conf. nat. du Trav. 1920, p. 23.

où, selon elle, la situation nationale ne permettait pas un ralentissement éventuel de la production.

Par voie d'affiches, elle fit de la propagande contre les grèves décrétées par la C. G. T. : grève du 1^{er} mai 1919, de juin 1919, grève générale de 24 heures du 21 juillet 1919, grève des cheminots de février 1920, grève générale de mai 1920. L'affiche relative à cette dernière grève s'élevait contre la nationalisation et disait : « la C. G. T. n'espère plus que dans la guerre civile. Vive le travail français, à bas la grève bolcheviste ! » (1) (2).

Tout récemment, la C. N. T. lutta par affiches contre la grève du Havre et, plus près de nous encore, contre les résistances des deux C. G. T. à l'occupation de la Ruhr.

En 1920, des Bourses du travail furent créées à Orléans, Toulouse, Clermont-Ferrand ; une autre, qui existait avant la guerre, fut réouverte à Lyon. Un certain nombre d'accords avec des patrons ont été passés.

Et le programme d'ensemble de la C. N. T. a été exposé dans son cinquième et dernier congrès des 26 et 27 novembre 1920. Beaucoup de questions y furent successivement examinées. D'abord la question des salaires. « Nous affirmons que le salaire n'est pas déshonorant, ni vexant ; au contraire, il ennoblit les mains qui le touchent et le gagnent. Contrairement aux sophismes cégétistes, c'est la manière, la coutume la

(1) C.R. 5^e Congrès, p. 69.

(2) Ce n'est pas que la C.N.T. soit complètement opposée à toutes grèves ; elle admet les grèves strictement professionnelles, mais elle veut que les différends soient préalablement soumis à la conciliation et à l'arbitrage.

plus équitable et pratique résultant d'un échange nécessaire de travail contre un paiement» (1). Par là, la C. N. T. entend « s'opposer à l'article 2 des statuts de la C. G. T. lequel tend à l'abolition du salariat » (2). Le sursalaire familial, honni de la C. G. T., fut préconisé, ainsi que l'application « de certaines méthodes de salaires, dites de salaires progressivement dégressifs » (3).

La participation aux bénéfices fut souhaitée, à condition toutefois qu'elle ne soit pas « la cause d'une inquisition qui frapperait le patronat, pas plus qu'une ouverture de suspicion du côté ouvrier » (4). Quant à l'impôt sur le salaire, il fut déclaré « sans ambages arbitraire et vexatoire ».

La C. N. T. se déclara partisan du délai-congé et des vacances payées. Elle préconisa l'apprentissage obligatoire, salarié, surveillé par des commissions mixtes. « Ce que veulent les congressistes, c'est donner réellement un métier aux enfants des travailleurs, tout en permettant à l'enfant, pendant le temps de l'apprentissage, d'apporter une collaboration à l'entretien de la famille » (5). Elle demanda l'établissement d'un minimum de salaire pour tous les travailleurs; elle s'éleva contre l'insuffisance des retraites ouvrières et paysannes par rapport aux retraites des fonctionnaires, et demanda l'élévation des premières; elle demanda aussi à propos des accidents du travail, une augmentation, en rapport avec le coût actuel de la vie, des rentes accordées aux

(1) C.R. cit. p. 74.

(2) C.R. cit. p. 98 Voir l'art 2 des statuts de la C.G.T. sup. page 59.

(3) et (4) C.R. cit p. 98.

(5) C.R. cit. p. 147.

accidentés ; elle demanda l'application de l'assurance-maladie et de l'assurance-invalidité. Elle ne s'opposa pas à l'utilisation de la main-d'œuvre étrangère, pourvu qu'une certaine priorité fût accordée aux ouvriers français.

Et le congrès se termina sur l'affirmation nouvelle de suivre une politique de collaboration de classes par l'entente entre le capital et le travail.

Le programme que nous avons indiqué est vaste. Il faudrait encore y ajouter les questions d'hygiène, de coopération, l'approbation du système Taylor, etc... (1).

L'ambition de la C. N. T. n'est pas moins vaste que son programme. C'est celle de régénérer la classe ouvrière française. Voici comment s'exprime son secrétaire général, Lambert : « De la carence cégétiste, sortira la prospérité du syndicalisme national, du vrai, du seul syndicalisme ouvrier..... Seul le syndicalisme national peut sauver la classe ouvrière de la terrible crise qu'il traverse. Seul le syndicalisme national peut le faire, parce que seul il est exclusivement ouvrier, parce que seul il n'est tributaire d'aucune politique, d'aucune religion, parce que seul il n'est pas la chose d'un groupe de profiteurs, de pêcheurs en eau trouble, n'étant la propriété que de ses seuls syndiqués. » (2).

Il y a certainement là une part d'exagération dans ce plaidoyer *pro domo*. La C. N. T. n'est ni encore assez connue, ni assez nombreuse pour que toute la classe

(1) La C.N.T. publie un journal mensuel, « *L'avenir syndical* », où sont étudiées toutes ces différentes questions que nous venons de signaler.

(2) *L'avenir syndical*. Nos des 25 mai et 25 juillet 1922.

ouvrière y adhère spontanément. Mais la C. N. T. semble avoir beaucoup de volonté, — et de bonne volonté — et il faut souhaiter au moins beaucoup de succès aux hommes de bonne volonté.

3. — L'UNION GÉNÉRALE DES SYNDICATS RÉFORMISTES.

C'est le troisième groupement ouvrier du syndicalisme de collaboration de classes; c'est aussi le plus récent, puisque datant seulement de 1919 il n'a pas, comme les deux groupements précédents, de racines dans l'avant-guerre.

Cette Union générale, qui a son siège à Paris, 33 et 35 rue Bonaparte, groupe aujourd'hui 46 syndicats et 45.000 adhérents. Son secrétaire général nous a dit qu'il recueillait 50 à 60 adhésions nouvelles chaque semaine.

Deux bourses du travail à Rouen et au Havre sont rattachées à cette union. Trois sont en formation à Bordeaux, Lyon et Marseille. En 1922, l'Union a créé une caisse de chômage et une société coopérative de construction.

Le programme de cette Union est à peu près de tous points semblable à celui de la Confédération nationale du travail. A la suite d'un premier congrès tenu à Paris du 22 au 24 octobre 1920, il a été rédigé une déclaration de principes dont voici l'essentiel : « La preuve est faite que les travailleurs peuvent obtenir leur complète émancipation par les voies légales ». Aussi l'Union souhaite-t-elle la paix mondiale et la paix nationale: la lutte de classes, pour elle, est « un dogme exotique, une erreur fondamentale qu'il faut repousser ». « Le

seul moyen d'émancipation de l'ensemble des travailleurs réside dans une collaboration étroite de tous les éléments de la production et en conséquence il appartient aux travailleurs de mener une campagne énergique non seulement en faveur de la participation des ouvriers aux bénéfices des entreprises, par les modes assurant le plus de sécurité et de loyauté, mais encore par l'accession collective des travailleurs à la propriété industrielle et commerciale » (1). L'Union dit qu'il est faux d'affirmer que les ouvriers n'ont pas d'intérêt national à défendre ; quant à elle, elle affirme « son attachement à la patrie et son respect des lois du pays » (2).

L'Union réclame une part d'influence dans la vie de la nation, mais sans désir d'intrusion dans la vie politique. Pour les industries monopolisées, elle préconise l'affermage plutôt que la gestion directe, du moins dans l'état actuel de nos mœurs.

En dehors de cette déclaration de principes, ce congrès vota plusieurs résolutions préconisant l'arbitrage obligatoire, le sursalaire familial, l'extension de la capacité syndicale. La journée de huit heures, approuvée dans son principe, rencontra comme au sein de la C. N. T. des critiques dans son application. Et il fut enfin voté une résolution demandant la création en France d'un Parlement du travail.

Au deuxième congrès de l'Union, tenu à Rouen du 28 au 30 octobre 1921, ces diverses motions ont été reprises. En même temps, d'autres motions ont été votées sur les assurances sociales, la réglementation

(1) et (2). « *L'Aurore syndicale* », organe de l'Union des synd. réfor. N° du 15 nov. 1920.

de l'apprentissage, du travail des femmes et des enfants. Toutes ces idées ont été exposées dans l'organe de l'Union, « *l'Aurore syndicale* ».

Par cet organe et par voie d'affiches, l'Union fait de la propagande contre le syndicalisme révolutionnaire. Elle dénonce les gens affiliés à « Amsterdam la boche et à Moscou la sanglante ». On retrouve ainsi en elle ce même caractère d'éloignement de toute affiliation internationale, remarqué à propos de la C. N. T. « ... En tolérant la criminelle propagande cégétiste, seule la France semble abdiquer tout esprit national et elle laisse ces profiteurs de lâcheté élever dans tous les carrefours des chaires d'où mille bouches infâmes peuvent enseigner la défection à la patrie et préparent ainsi le désagrègement de l'unité et de la synthèse nationale » (1)

Notons, pour en finir avec cette Union générale des syndicats réformistes, qu'elle a reçu en 1921 une subvention de 25.000 francs de la ville de Paris, et qu'un troisième congrès, qui devait se tenir en novembre 1922, a été ajourné, faute de local, dit « *l'Aurore syndicale* ».

* * *

Voilà achevée notre étude sur le syndicalisme ouvrier de collaboration de classes. Nous n'avons parlé que des groupements réalisant la forme confédérale; peut-être existe-t-il quelques syndicats isolés de collaboration de classes, mais certainement ils ne sont que l'exception, et au point de vue du but plus particulièrement précis

(1) « *L'Aurore syndicale* » N° du 15 janvier 1922.

de cette étude, — influence et rôle sociaux du syndicalisme ouvrier —, ils n'ont qu'une faible importance.

L'ensemble de ce syndicalisme de collaboration de classes, avec son effectif total d'environ 250.000 adhérents, est encore loin d'avoir lui-même, auprès de la classe ouvrière, l'influence tant doctrinale que numérique du million actuel de syndiqués révolutionnaires ; pourtant, il n'est pas douteux que c'est un mouvement qui monte, et nous avons dit à plusieurs reprises qu'il s'accroissait en raison directe des fautes commises par le syndicalisme révolutionnaire. Son programme, plus facilement réalisable, peut grouper des prolétaires qu'avaient déçus les vagues promesses d'un avenir édénique, promesses qui ne se sont pas réalisées.

Pourtant, si ce syndicalisme de collaboration de classes veut, en France, devenir aussi fort que le syndicalisme révolutionnaire, il lui faudra beaucoup de persévérance, beaucoup de volonté. Ayant trouvé un élément occasionnel de succès dans la scission du syndicalisme révolutionnaire, il doit tirer des faits cette conviction que la force est dans l'Union, dans l'unité. On sait que dans le syndicalisme révolutionnaire une première compréhension de la faute commise fit agiter la question de l'unité et du front unique presque dès la consommation de la scission ; aussi peut-on regretter, pour le syndicalisme de collaboration de classes, qu'il ne fasse pas, lui aussi, le front unique. Admettons que des convictions religieuses profondes imposent l'isolement de la Confédération française des travailleurs chrétiens ; il n'en reste pas moins que la Confédération nationale du travail et l'Union générale des syndicats

réformistes poursuivent un programme presque de tous points identique, et il n'est pas douteux que les ouvriers ennemis de la lutte de classes gagneraient à la fusion de ces deux organismes qui agissent séparément.

Car ce n'est qu'avec beaucoup de discipline, beaucoup de cohésion, qu'un courant social peut devenir un grand courant, digne de conserver des avantages que des circonstances inattendues et favorables lui ont procurés et capable de faire triompher les revendications dont il a formé l'essentiel de sa doctrine.

CHAPITRE IV

LE SYNDICALISME OUVRIER AU POINT DE VUE DE LA POLITIQUE INTERNE ET DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE

I

LE SYNDICALISME OUVRIER AU POINT DE VUE DE LA POLITIQUE INTERNE : L'OPPOSITION, LA COLLABORATION.

1. — L'OPPOSITION ENTRE LE SYNDICALISME ET L'ÉTAT (1).

Notre premier chapitre nous a permis d'exposer, au point de vue purement doctrinal, le conflit régnant entre le syndicalisme et l'État. Quant à l'opposition dans les faits, elle se dégage et des principes et de l'action du syndicalisme révolutionnaire déjà exposés.

(1) Qu'on ne voie pas ici, de notre part, une répétition, volontaire ou non, de ce que nous avons dit dans notre chapitre 1^{er} à propos du conflit entre le syndicalisme et l'État.

Dans ce premier chapitre, nous avons exposé des tendances, des principes généraux, dont nous ne sommes pas sorti. Il s'est trouvé que nous avons eu à signaler l'existence d'un conflit entre les principes du syndicalisme révolutionnaire et l'État.

Ici, il s'agit bien encore d'une opposition entre le syndicalisme et l'État, mais au point de vue positif et non plus au point de vue doctrinal, au point de vue dynamique, si l'on veut, et non plus au point de vue statique.

Disons seulement que les faits qui créent cette opposition sont les conséquences des principes déjà étudiés au chap. I et au début du chap. II : cela nous dispensera d'insister sur cette opposition d'ordre pratique.

Et cette opposition, pour n'être que brièvement citée, nous permet d'assurer une certaine symétrie à ce chapitre, qui étudie, dans le cadre national d'abord, dans le cadre international ensuite, les deux positions que peut prendre le syndicalisme, opposition, collaboration.

Elle se traduit par la mise en pratique des idées de lutte de classes, d'action directe (sabotage, boycottage), de grève générale. On a vu qu'une grève générale bien conduite peut arrêter tous les services publics d'un pays, et amener ainsi le gouvernement à composition (1). La mise en pratique de l'antipatriotisme et de l'antimilitarisme sont encore pour l'état des sources de dangers. Il en est de même des projets de nationalisation, de socialisation des industries, bien qu'au fond ces projets tendent à refaire un plus grand état (2). Nous n'insistons pas davantage sur cette question, dont la solution n'est qu'une synthèse d'idées déjà exposées.

2. LA COLLABORATION ENTRE LE SYNDICALISME ET L'ÉTAT : REPRÉSENTATION A CERTAINS CONSEILS SUPÉRIEURS, LA QUESTION DE LA REPRÉSENTATION PROFESSIONNELLE ET SYNDICALE.

Il peut sembler que cette question soit une question mal posée. Le syndicalisme révolutionnaire, hostile à l'état, ne saurait collaborer avec lui. Quant au syndicalisme de collaboration de classes, il ne le saurait non plus, car il est et veut être strictement professionnel et une collaboration de ce genre le ferait entrer sur le domaine politique.

(1) A ce sujet, il faut signaler le danger des « alliances », groupements de grosses fédérations ouvrières, et tout particulièrement — bien que cela sorte un peu de notre étude restreinte à la France —, le danger très grave que fit courir en 1920 au gouvernement britannique l'alliance ouvrière anglaise.

(2) Bien que ne l'ayant pas étudiée, nous avons signalé la question du syndicalisme des fonctionnaires et dit le danger possible qui peut en résulter pour l'administration et les services pblics, dans l'état actuel de la législation. V. sup. page 50, note 3.

Pourtant, même en voulant rester complètement conforme à l'esprit de la loi de 1884, le syndicalisme est forcément conduit à déborder le domaine de cette loi. Nous ne voulons pas dire que le syndicalisme s'immisce directement dans la politique, car, sauf pour ce que nous avons dit de l'actuelle C. G. T. U., ce serait nous contredire. Mais le syndicalisme s'occupe d'intérêts économiques, et aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, les faits économiques sont en étroite interdépendance avec les faits politiques ou sociaux. Nous avons déjà parlé dans notre introduction de cette réaction mutuelle des faits les uns sur les autres. De la sorte, le syndicalisme, considéré comme regroupement des forces sociales ou économiques, est conduit à avoir sur la politique du pays une influence au moins indirecte. « Sans doute, dit M. Duguit, les forces syndicales ouvrières et patronales sont des forces économiques, mais précisément pour cela elles sont ou tendent à être des forces politiques. La puissance économique, je l'ai déjà dit, n'est pas le seul élément de puissance politique ; mais il en est un des principaux, et si l'organisation politique ne correspond pas aux forces économiques, elle court le risque d'être précaire et caduque. » (1)

A. — REPRÉSENTATION OUVRIÈRE DANS DIFFÉRENTS CONSEILS.

Dans les faits, la collaboration entre le syndicalisme et l'état se manifeste par la représentation syndicale dans différents conseils supérieurs (conseil supérieur du travail, conseils consultatifs du travail). Sans doute cette représentation est une représentation ouvrière ;

(1) L. Duguit. Traité de droit const. cit. p. 507.

mais ce sera à peu près toujours aussi une représentation syndicale.

Le Conseil supérieur du travail, créé par un décret de 1891, réorganisé plusieurs fois de 1899 à 1921, comprend en effet 78 membres, dont 32 délégués ouvriers à côté de 32 délégués patronaux et de 14 membres à caractère plutôt politique. Et ce conseil a une grande importance. « Il s'acquitte aujourd'hui pour les lois économiques et ouvrières de la mission qui dans l'ensemble de l'œuvre législative devrait normalement être remplie par la section de législation du Conseil d'État. » (1) (2)

De même, dans les Conseils consultatifs du travail, il y a une égale représentation du patronat et du salariat. On connaît l'histoire mouvementée de ces conseils. La proposition qui en fut faite en 1895 au Conseil supérieur du travail fut repoussée; mais M. Millerand, ministre des travaux publics, passa outre, et les créa par décret en 1900: c'étaient alors des « conseils du travail ». Bien que le Conseil d'État en eût reconnu la légalité, ces conseils furent critiqués comme illégaux, et comme conduisant au syndicalisme obligatoire. Aussi le Parlement, ne pouvant détruire le fait acquis, voulut-il au moins reprendre à son propre compte l'organisation de ces conseils, et c'est pourquoi l'institution fut révisée par la loi du 17 juillet 1908. Les Conseils du travail devinrent les « Conseils consultatifs du travail. » Le

(1) M. Depasse. *Revue polit. et parlement*, 1894 T. II p. 303.
Cité par P. Pic. *Légis. Ind.* 1922 p. 113

(2) Ce Conseil sup^r du travail a été complété par l'Office du travail, « observatoire des conditions du travail. »

rôle délibératif et arbitral que leur donnait le décret Millerand fut supprimé, et ils ne furent plus que les « organes des intérêts matériels et moraux de leurs commettants. » (1) D'ailleurs, l'agitation autour de ces conseils avait été bien vaine, car pas plus avant qu'après 1908, l'institution n'avait donné de sérieux résultats.

Il faut noter que ce premier aspect de la collaboration entre le syndicalisme ouvrier et l'État a été obtenu par l'accession au pouvoir, vers la fin du XIX^e siècle, d'hommes représentant la classe ouvrière, principalement de députés socialistes. Cette accession ne manqua d'ailleurs pas d'être critiquée et par les socialistes et par les syndicalistes révolutionnaires, ennemis nés de tout pacte avec l'état, dont il faut s'emparer en bloc, par l'action directe.

« Voici que la conquête du pouvoir, note H. Lagardelle, s'opérait en dehors des règles prévues, par voie fragmentaire et individuelle; on s'apercevait soudain avec effroi que la lutte de classes se transformait en collaboration de classes. Ce fut un tel désarroi des consciences, qu'on se serait cru au crépuscule du socialisme » (2)

Pourtant, les « compromissions » des élus socialistes devaient aller se multipliant, et c'est ce qui peut faire conclure à la supériorité morale du syndicalisme, considéré comme classe, sur un parti politique.

B. — AUTRES FORMES DE COLLABORATION.

La collaboration du syndicalisme et de l'état peut encore se manifester par une entente entre le mouvement et les groupements syndicaux sur

(1) Paul Pic. — Législation industrielle 1922 p. 126.

(2) H. Lagardelle. op. cit. p. 274.

l'application des lois sociales. Nous avons déjà vu qu'une bonne méthode, selon M. Paul-Boncour, est de « ne faire consacrer par l'état que les règles préalablement dégagées par cette souveraineté (des groupements professionnels) » (1). C'est là la collaboration avant le vote des lois sociales (2). La collaboration après le vote de ces lois peut aussi se faire, et elle peut s'établir de la façon suivante : la loi ne sera votée qu'à titre de principe, de « règle générale d'économie nationale. » (3) et elle ne sera rendue obligatoire que par la prise d'un décret en forme de règlement d'administration publique, après consultation des groupements professionnels intéressés. Nous avons vu que cette formule a été adoptée pour l'application de la loi de huit heures. (4)

C. — LA QUESTION DE LA REPRÉSENTATION PROFESSIONNELLE ET DE LA REPRÉSENTATION SYNDICALE.

Mais l'idée d'une collaboration plus intense, permanente, « constitutionnelle », devait forcément s'éveiller à côté des diverses collaborations temporaires et occasionnelles. C'est l'idée de constituer, à côté d'un parlement politique, un parlement professionnel. Il y a même aujourd'hui un très fort courant en ce sens : d'abord parce que « toutes les classes

(1) V. chap. 1 p. 51-52.

(2) Signalons en ce sens qu'au Conseil supérieur de l'enseignement technique, tenu à Paris en mars 1923, ont participé des délégués de la C. G. T. et de la Conf. des travailleurs chrétiens. La question des chambres de métiers a été beaucoup discutée, et la C. G. T. a déposé des projets en ce sens.

(3) Paul-Boncour, op. cit. p. 397.

(4) Nous n'insistons pas davantage sur ces formes de collaboration. Nous ne les mentionnons qu'à titre indicatif, car nous cherchons ici bien plus à indiquer des moyens généraux de collaboration entre le syndicalisme et l'État, qu'à faire l'analyse de quelques-uns d'entre eux.

tendent à s'organiser en corporations, en syndicats ; il faut donc organiser non pas la représentation des partis, mais seulement la représentation des professions ou plus exactement la représentation des syndicats. » (1) ; ensuite, parce que les groupements syndicaux sont des forces qu'aujourd'hui on ne peut plus méconnaître. « Toute organisation politique positive doit en tenir compte, sous peine de rester complètement inadéquate à l'état social, et par là impuissante. D'ailleurs cette adaptation politique ne se fera pas spontanément, en quelque sorte automatiquement. Mais il serait singulièrement imprudent de tâcher de l'entraver. J'estime qu'on est tout à fait en dehors de la vérité sociale, quand on parle encore de la souveraineté nationale à la manière traditionnelle, conçue comme la souveraineté de la majorité numérique des individus. A côté de la puissance du nombre, s'est dressée une autre puissance sociale, celle des groupements syndicaux, et Marc Sangnier avait assurément raison quand dans son discours à la Chambre du 21 mai 1920 il affirmait que le moment était venu d'organiser à côté de la représentation politique des individus la représentation politique des groupes sociaux. » (2)

Cette représentation, selon M. Duguit, aura encore cet heureux effet de faire jouer une force bienfaisante en faveur de l'individu, que le pouvoir politique méconnaît de plus en plus, à mesure que s'effrite l'individua-

(1) L. Duguit. La représentation syndicale au Parlement Article des la Revue politique et parlementaire 1911. Tome. 69 p. 29.

(2) L. Duguit. — Droit const. p. 511.

lisme révolutionnaire ; (1) il y aura à nouveau un corps intermédiaire, et il n'inspirera plus cet effroi qu'il inspirait jadis à Le Chapelier : d'abord, parce qu'« une chambre élue par les groupes syndicaux peut seule constituer un contre-poids à une chambre élue par le suffrage universel des individus »(2), et ensuite parce que « la formation de syndicats puissants, encadrant tous les individus de toutes les classes sociales et reliés entre eux par des conventions collectives établissant des relations d'ordre juridique, constituera une garantie puissante, la seule efficace contre l'omnipotence des gouvernants, je veux dire l'omnipotence du parti ou de la majorité qui en fait détient le monopole de la force. »(3)

Avec deux Parlements, la volonté du pays sera mieux représentée, car dans les pays ayant un régime représentatif comme le nôtre « les lois sont en général votées par un nombre de députés qui ne représentent que la minorité non seulement du pays, mais même du corps électoral. » (4) Cette « représentation professionnelle des intérêts » à côté de la « représentation professionnelle des partis » donnera, selon M. Duguit, une structure

(1) « En France, après la révolution ont disparu les anciens ordres, les anciennes corporations. Ne rendant plus de services, ils étaient condamnés à mort, et ont disparu, en effet, au premier souffle révolutionnaire. Alors la masse inorganique des des individus s'est trouvée désarmée en présence de l'État, formidablement puissant parcequ'il s'appuyait sur le dogme de la Souveraineté nationale qui comptait à ce moment là de nombreux croyants, l'État qui régnait sans contrepoids sur une foule d'individus isolés et impuissants, sur une poussière d'hommes. » L. Duguit, Droit const. p. 509.

(2) L. Duguit. Représent. Synd. art. cit. p. 48.

(3) L. Duguit. Le droit social p. 126.

(4) L. Duguit. Le droit social p. 29. Nous avons déjà parlé dans notre chap. 1, à propos des minorités, de ce caractère relatif des majorités.

définie aux classes sociales, car pour lui le mouvement syndicaliste est un « mouvement irrésistible » qui s'étend à toutes les classes. « Je persiste à penser, écrit-il dans son récent traité de droit constitutionnel, que dans un avenir prochain il aboutira à une transformation profonde de notre organisation politique. » (1)

On peut objecter à cette représentation que le syndicalisme est ennemi du parlementarisme; mais ici il s'agit d'un parlementarisme très large, dégagé des petites préoccupations politiques et électorales, groupant tous les intérêts de la nation. M. Gide a d'ailleurs finement répondu à cette objection : « Le syndicalisme, dit-il, ne sera pas parlementariste, mais le parlementarisme sera syndicaliste. » (2)

D'autre part, M. Duguit dénonce l'erreur qu'il y a à opposer les deux forces : « ... C'est une erreur sociologique incontestable que de dire que le mouvement syndicaliste est exclusivement un mouvement anti-étatiste et antiparlementariste, qu'il est d'ordre économique et non d'ordre politique, et qu'il ne peut point aboutir à une représentation parlementaire. C'est en effet une erreur sociologique absolue que de prétendre qu'il existe une opposition entre les forces économiques et sociales d'une part et les forces politiques d'autre part. Si à un moment donné cette opposition existe, elle ne peut être qu'anormale et transitoire.

Il n'y a d'organe politique viable et actif que celui qui représente un élément social; et d'autre part tout élément social fort et cohérent devient, par là-même,

(1) L. Duguit. Droit const. p. 439.

(2) L. Duguit. Représent. synd. p. 43.

une force politique s'imposant directement ou par représentation. » (1)

C'est là une affirmation de plus que le syndicalisme, même strictement professionnel, réagit sur la politique.

On peut encore objecter que cette représentation professionnelle, qui sera en fait une représentation des syndicats, conduira au syndicalisme obligatoire ; mais nous avons trop vu, au cours de cette étude, de manifestations de cette tendance, pour la considérer ici comme une exception. Et il n'est pas douteux que la représentation professionnelle des classes ne peut se faire, que si ces classes forment déjà « un tout cohérent. »

Enfin, le moindre avantage de cette représentation professionnelle ne serait pas d'éviter bien des heurts au point de vue de l'application des lois sociales, puisque les éléments professionnels auxquels ces lois s'appliqueraient auraient eux-mêmes participé à leur élaboration.

C'est pourquoi nous en finissons avec cette question en souscrivant pleinement à ces lignes de M. P. Pic :

« ... Tôt ou tard ces réformes (représentation professionnelle des intérêts) s'imposeront, car le mouvement qui entraîne les états industriels modernes dans la voie de l'organisation du travail est irrésistible. »

Faut-il s'en alarmer comme M. Jules Roche ? (2) A vrai dire nous ne le pensons pas. La représentation directe des intérêts dans le Parlement, consacrée par certaines législations (notamment par la législation

(1) L. Duguit. Le représent. synd. p. 44.

(2) M. Jules Roche s'était élevé en 1895 contre les conseils consultatifs du travail, dans la crainte de voir se créer un « Parlement du travail. »

autrichienne) paraît difficilement acceptable et peu conciliable avec la forme constitutionnelle qui nous régit. La création d'une sorte de Parlement du travail en face du Parlement national, comme en Allemagne, ne serait pas non plus sans danger. Mais le développement des organes consultatifs dans le genre de notre Conseil supérieur du travail ou des Conseils régionaux du travail, de nos chambres de commerce ou de nos chambres d'agriculture récemment créées, ne nous semble nullement menaçant pour la représentation nationale ; et nous estimons au contraire qu'il y a tout profit pour le Parlement à ce que les projets de loi intéressant directement l'industrie et les travailleurs soient préalablement discutés et étudiés dans des conseils correspondant aux intérêts professionnels directement visés par ces projets. » (1)

(1) P. Pic. Législ. indust. 1922 p. 128-29.

II

LE SYNDICALISME OUVRIER AU POINT DE VUE DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE. L'OPPOSITION : LES INTERNATIONALES OUVRIÈ- RES. LA COLLABORATION : PARTICIPATION DU SYNDICALISME OUVRIER A L'ÉLABORATION DE LA PARTIE XIII DU TRAITÉ DE VERSAILLES

1. L'AFFIRMATION INTERNATIONALE DU PRIN- CIPÉ DE LUTTES DE CLASSES : LES INTERNATIO- NALES OUVRIÈRES.

Avec l'incessante multiplicité des rouages de la vie économique moderne, avec l'internationalisation de plus en plus grande de la production et des échanges, les ouvriers étaient fatalement conduits à chercher à se tendre la main par dessus les frontières, pour constituer un prolétariat international.

Si depuis que « *le Capital* » a été écrit bien des faits ont montré l'erreur du matérialisme historique marxiste, on peut toutefois voir une illustration de cette loi fatale, selon Marx, dans cet internationalisme provoqué par les méthodes de production modernes. Et c'est d'ailleurs Marx lui-même qui devait, sortant de la spéculation pure, donner au mouvement son impulsion première, en écrivant en 1847, au bas de son manifeste communiste : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

C'est qu'en effet l'ouvrier cherche avant tout des conditions de travail favorables, et comme de plus en plus on assiste à des courants de kartellisation internationale,

l'union des travailleurs s'imposait au moins pour la défense de la main-d'œuvre. « Les travailleurs se groupent internationalement par métiers sous l'influence des mêmes nécessités qui les obligent à se grouper professionnellement dans l'intérieur de chaque pays. Coalisés nationalement pour lutter contre la concurrence des bras qui s'offrent au rabais dans la ville, dans la région, de ville à ville, de régions à régions, c'est encore pour lutter contre une dépréciation de la main-d'œuvre qu'ils s'internationalisent. Dans ce cas leur coalition, au lieu d'être dirigée contre des compatriotes, l'est contre des ouvriers étrangers, non en tant qu'étrangers, mais en tant qu'avilisseurs de salaires. » (1)

On ne manque pas de reprocher à ce mouvement son caractère antipatriotique, anti-national ; mais le prolétariat répond à cette accusation : « ... De même que la patrie française ne s'est pas organisée contre les différentes provinces qu'elle arrachait à un antagonisme caduc pour les solidariser, mais en leur faveur et pour leur plus libre et large vie, de même la patrie humaine que réclame l'état social de la production, de l'échange et de la science ne s'opère pas, ne peut s'opérer aux dépens des nations de l'heure présente, mais à leur bénéfice et pour leur développement supérieur. » (2)

Il n'en est pas moins vrai que l'internationalisme ouvrier et syndical répond, sauf pour une exception (3), à la théorie de la lutte de classes ; de même que le syndi-

(1) M. Leroy. La coutume ouvrière p. 772.

(2) Manifeste du parti ouvrier français. Dans M. Leroy, la Cout. ouv. p. 823.

(3) L'Internationale des travailleurs chrétiens V. infra page 214

calisme révolutionnaire lutte, dans le cadre national, pour l'abolition du salariat, de même, dans le cadre international, l'internationalisme ouvrier doit mener la lutte qui aboutira à l'élimination progressive — et d'ailleurs fatale selon Marx — du patronat et du capitalisme mondiaux.

L'étude de cet internationalisme nous paraît pleine d'intérêt ; aussi voudrions nous l'entreprendre en insistant surtout sur la période d'après-guerre et jusqu'à nos jours. Au fond, elle ressemble beaucoup à notre étude du syndicalisme révolutionnaire interne ; pas plus internationalement que nationalement le syndicalisme révolutionnaire ne devait éviter la scission, scission, ici, entre Amsterdam et Moscou.

A la vérité, au point de vue des courants sociaux, et surtout des courants extrémistes, on pourrait appeler cette période de 1919-20 à 1923 la période des scissions, si l'on songe encore aux scissions entre les partis socialistes et communistes, tant internationalement que nationalement, et aux dissensions actuelles qui ébranlent le parti communiste.

* * *

A. — L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE RÉVOLUTIONNAIRE JUSQU'EN 1919.

L'internationale ouvrière est donc une force qui s'oppose aux états. Elle affirme le principe de la lutte des classes et met en avant deux idées pour sa réalisation : l'antimilitarisme, la grève générale internationale. La première Internationale des travailleurs fut créée à Londres en 1865. Elle tint un premier congrès.

en 1866, un second en 1868, mais la guerre de 1870 et la répression de la commune paralysèrent le mouvement. « A partir de 1877, l'Internationale disparaît comme organisation centralisée, comme nom. » (1)

A partir de 1886, le mouvement reprit et plusieurs congrès internationaux furent tenus ; le congrès de Bruxelles, en 1891, fut particulièrement important.

En 1900, un congrès corporatif international se tint à Paris sous les auspices de la C. G. T. ; c'est l'époque où commence la propagande antimilitariste hervéiste. En 1902, se tint à Stuttgart une réunion des secrétaires des organisations syndicales des divers pays. C'est à cette date que Jouhaux fait remonter la genèse de l'internationalisme actuel (2). Il fut décidé à Stuttgart qu'on créerait un bureau international et qu'on réunirait annuellement des conférences de secrétaires : la C. G. T. française aurait voulu, au lieu de ces conférences, la réunion de congrès confédéraux ; mais sa proposition fut repoussée sous l'influence hostile des délégués allemands. Il en fut de même à la conférence des secrétaires de Dublin en 1903 ; la C. G. T. faillit rompre ; elle n'adhéra plus au mouvement que pour la forme, car pour elles « ces conférences de secrétaires ne pouvaient avoir qu'un médiocre caractère, aucune influence véritable, il ne pouvait en sortir aucune solidarité. » (3)

A la conférence d'Amsterdam, en 1905, des questions de la C. G. T. sur l'antimilitarisme et la grève générale furent écartées. Et l'hostilité entre les syndicalismes

(1) M. Leroy. La cout. ouv. p. 789.

(2) L. Jouhaux. Synd. et C.G.T. page 183.

(3) L. Jouhaux. Synd. et C.G.T. page 185.

français et allemand devait se révéler très fortement en 1906. A propos des incidents récents du Maroc, Grif-fuelhes alla à Berlin proposer aux chefs syndicalistes allemands une démonstration simultanée, à Paris et à Berlin, contre la guerre. Sa proposition fut repoussée : singulier prémisse de la conduite du prolétariat allemand en 1914 ! Le syndicalisme français décida quand même qu'il faudrait répondre « à toute déclaration de guerre... par la grève générale révolutionnaire. » (1)

En 1909, la C. G. T. reprit des relations plus suivies avec le secrétariat international ; mais elle ne put faire aboutir un projet tendant à remplacer le bureau international par une C. G. T. internationale.

Il serait fastidieux d'insister davantage sur cette organisation internationale d'avant-guerre : on sait déjà combien les premiers jours d'août 1914 en ont démontré la vanité, en emportant dans la tourmente le bureau international de Berlin. Nous avons vu que la grève générale ne fut pas déclarée, et que la C. G. T. entra dans le conflit. Les ouvriers ont fait leur devoir en 1914, a dit Jouhaux (2).

Pourtant l'idée de l'internationalisme n'était pas morte. Dès la fin de 1914, la C. G. T. lança à tous les pays un manifeste pacifiste regrettant l'impuissance de l'Internationale et souhaitant la fin de la guerre « par la reconnaissance de l'indépendance et de l'inviolabilité des nations. » D'autre part, la conception prolétarienne de la paix fut affirmée dans deux conférences ouvrières

(1) Extrait de l'ordre du jour de la fédération des Bourses du Travail à Amiens 1906.

(2) L. Jouhaux. op. cit. 190 et s.

interalliées à Londres et à Leeds, en 1915 et 1916. Par ailleurs, en 1915, la C. G. T. accepta une proposition de la Fédération Américaine du travail, « tendant à la tenue aux mêmes lieux et jours que la conférence pour la paix d'une conférence des représentants des organisations ouvrières des différentes nations pour aider à la fraternisation, protéger les travailleurs, réaliser la fondation d'une paix durable... » (1) (2). Enfin, pendant la guerre, l'idée de l'internationalisme sous sa forme la plus extrémiste se réveilla par les réunions de Zimmerwald, où allèrent Merrheim et Bourderon. « Des hommes, parmi les chefs ouvriers sont restés droits, honnêtes et propres : voilà l'important, l'essentiel, et la meilleure preuve que l'avenir est encore à nous. L'ouragan du début avait désarmé le navire et mis l'équipage en déroute. Aujourd'hui, il y a un radeau solide, sur lequel les meilleurs ont trouvé un asile sûr. » (3)

B. — LES INTERNATIONALES DANS L'APRÈS-GUERRE. CRÉATION DE LA FÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE D'AMSTERDAM ET DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE, FILIALE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE DE MOSCOU. LA LUTTE ENTRE CES DEUX INTERNATIONALES ; LEURS CONGRÈS, MODIFICATIONS AUX STATUTS DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE.

Et la fin de la guerre arriva. Elle fut marquée, au point de vue de l'internationalisme, par la convoca-

(1) Jouhaux. op. cit. p. 197.

(2) Nous aurons à revenir sur cette proposition au sujet de la participation du syndicalisme au traité de paix. V. infra p. 215-16.

(3) Dumoulin. La minorité synd. pendant la guerre. Broch. cit. p. 13.

tion, à Berne, d'une conférence internationale devant grouper toutes les centrales syndicales des pays belligérants ou neutres. Malgré des objections, cette conférence se tint à Berne du 5 au 9 février 1919. « Elle fut le premier pas vers la reconstitution de la Fédération internationale des syndicats qui devait être réalisée quelques mois plus tard à Amsterdam. » (1)

En effet, la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam (F. S. I.) fut créée, du 26 juillet au 2 août 1919. « L'impuissance de l'ancienne Internationale a amené tous les groupements ouvriers à comprendre l'urgence de l'action que le syndicalisme français avait été seul à réclamer. C'est donc par désir de collaborer à maintenir la liberté, l'équilibre, la concorde entre les peuples, que les travailleurs organisés des différents pays sont de nouveau entrés en contact.

Ils y ont eu un intérêt immédiat. La guerre a eu ce résultat de provoquer une similitude encore plus grande des conditions ouvrières. On l'avait vu par nos conférences de la guerre et de Berne ; le fait était si net, si évident, qu'il a fallu le reconnaître dans le traité de Versailles où les *clauses ouvrières* du titre XIII constituent une première affirmation qu'un minimum de justice sociale est nécessaire à l'établissement et au maintien de la paix. » (2)

On voit toutefois par cette déclaration que cette Fédération internationale qui sortait de la guerre n'avait pas un caractère révolutionnaire très accusé, encore

(1) L. Jouhaux. op. cit. p. 201.

(2) L. Jouhaux. op. cit. pages 201-02.

qu'elle fût créée pour reprendre la lutte contre le capitalisme.

Aussi, contre ce caractère plutôt modéré, ne manqua pas de s'élever la propagande de la III^e Internationale Communiste (I. C.) de Moscou. En France, cette propagande fut confiée aux militants *noyauteurs*, aux C. S. R. On a déjà vu, à propos du congrès d'Orléans, à quel point la fraction minoritaire obéissait déjà aux ordres de Moscou, pour la liaison du syndicalisme et du communisme; ces minoritaires, en même temps, dénonçaient l'Internationale d'Amsterdam comme « jaune », comme « social-traître » et essayaient d'en détacher la C. G. T. En 1920, la III^e Internationale communiste fonda une filiale, l'Internationale syndicale rouge (I.S.R.) qui était sous sa domination directe (1). Seule cette Internationale rouge, disaient les minoritaires, est l'internationale ouvrière; la C. G. T. se doit d'aller à Moscou, comme en 1916 elle aurait dû aller à Zimmerwald. A ce prix seulement elle redeviendra fidèle à l'esprit révolutionnaire.

Et avant même le congrès d'Orléans, dans le congrès spécial, dont nous avons parlé, tenu par les minoritaires, ceux-ci déclarèrent donner leur adhésion de principe à l'I. S. R., en attendant d'y entraîner la C. G. T. tout entière. « ... La place d'un mouvement syndical, disait la motion des minoritaires, basé sur la lutte de classes et sur l'internationalisation ne peut être dans l'Internationale

(1) Article 14 de l'Internationale Communiste : « Les syndicats membres délèguent leurs représentants aux congrès universels de l'I. C. par l'intermédiaire des partis communistes des pays auxquels ils appartiennent. »

tionale syndicale d'Amsterdam, dont le président Appleton et les vice-présidents Jouhaux et Mertens ont été durant la guerre les champions du jusqu'aboutisme et de l'entr'égorgement des travailleurs et ne peuvent signifier à la tête d'une internationale que la survivance des haines nationales... »(1)

Et au congrès d'Orléans Moscou avait adressé des déclarations injurieuses aux majoritaires de la C. G. T.

Pourtant, fin novembre 1920, la Fédération syndicale internationale réunit un congrès à Londres, le premier grand congrès syndical international d'après-guerre ; il y fut représenté 24 à 27 millions de travailleurs, l'I. S. R. de Moscou devant alors grouper 8 millions d'adhérents(2).

A ce congrès fut dénoncée la réaction patronale affirmée contre l'institution du Bureau international du travail et contre les déclarations de la conférence de Washington de 1919 (internationalisation de la loi de huit heures). Et le congrès affirma sa sympathie pour le peuple russe, tout en repoussant des menaces adressées par le bureau exécutif de la III^e Internationale.

Moscou répondit par de nouvelles hostilités et le secrétaire de l'I. C., Zinovief, décida de réunir pour le 1^{er} mai 1921 le « premier congrès universel des syndicats ouvriers. » (3)

(1) *La Voix du peuple* N° cit. p. 23.

(2) Chiffres fournis par la *Revue Internationale du Travail*. Vol. II avril 1921 page 20. Bien entendu, il doit y avoir beaucoup d'imprécisions dans ces chiffres, et nous les donnons avec toutes les réserves qui conviennent.

(3) Voici une déclaration très nette de Zinovief, dans le même sens que l'extrait de l'article 14 des statuts de l'I. C. précédemment cité : « Le comité exécutif de l'I. C. affirme que l'I. C. est une organisation qui doit unir aussi étroitement que possible non seulement les partis politiques, mais encore leurs organisations syndicales industrielles. »

Revue Inter. du Trav. Vol. II. avril 1921 p. 20

C'est alors que la C. G. T. française menaça d'exclusion ceux de ses syndicats qui adhéreraient à Moscou. La fédération d'Amsterdam en fit de même auprès de ses groupements adhérents.

Le premier congrès de l'Internationale syndicale rouge eut lieu à Moscou du 9 au 18 juillet 1921. D'après le compte-rendu de ce congrès, il représenta 16 millions d'adhérents et 18 pays.

Malgré les menaces d'exclusion de la C. G. T., une délégation française alla à ce congrès. Elle aurait voulu — et encore cette proposition de résolution n'était-elle pas unanime — que l'autonomie syndicale, par rapport à l'Internationale communiste, fût accordée. Mais cette proposition fut rejetée. Cinq conditions d'adhésion *sine qua non* à l'I. S. R. furent décidées, et la résolution votée par le congrès fut très nette : « Des liens aussi étroits que possibles doivent être établis avec la III^e I. C. Cette liaison doit avoir un caractère organique et technique ; elle devrait se manifester dans la préparation conjointe et la réalisation des actes révolutionnaires sur une échelle nationale aussi bien qu'internationale. Le congrès affirme la nécessité de tendre à l'unité des organisations syndicales révolutionnaires et à l'établissement d'une liaison réelle et étroite entre les ouvriers rouges et le parti communiste dans l'application des directives des deux congrès. » (1)

En conséquence, la minorité française ne donna pas son adhésion à l'I. S. R. « Nationalement, le syndicalisme révolutionnaire ne peut admettre la liaison avec le parti

(1) Revue inter. du trav. Vol. VI p. 53.

communiste ; fidèle à la charte d'Amiens, il revendique son indépendance qui lui permet d'appeler à lui tous les travailleurs sans distinction d'opinions.

Internationalement, il reconnaît aux autres mouvements syndicaux le droit de se régir suivant leurs propres conditions historiques et économiques, mais revendique le même droit pour lui. » (1) Telle fut une partie de la déclaration de la minorité française après ce premier congrès de Moscou. Mais cela ne l'empêcha pas, quelques jours après, au Congrès de Lille, de combattre l'adhésion de la C. G. T. à Amsterdam et de réclamer pour cette C. G. T. l'adhésion à l'I. S. R., sous réserve de l'autonomie syndicale. On sait que la C. G. T. maintint ses positions. Après Lille, la scission, en France, commença à entrer dans les faits. Le congrès unitaire de décembre 1921 allait virtuellement l'achever. Nous avons déjà vu qu'à ce propos Moscou demanda à Amsterdam d'organiser une conférence mixte pour éviter la scission. Amsterdam, tout en faisant supporter à l'I. C. la responsabilité de la scission, accepta le principe de la conférence, pourvu que Moscou fît ajourner le congrès de la C. G. T. U. dont il était alors question. Mais rien ne devait empêcher la scission et la formation de la C. G. T. Unitaire.

D'ailleurs, depuis la formation de la C.G.T.U., il s'était formé dans son sein un courant hostile à l'I.S.R. Les adversaires de l'I.S.R. réunirent une conférence à Berlin les 16 et 17 juin 1922. Bien entendu, il ne s'agissait pas de revenir à Amsterdam. On jeta les

(1) *La vie syndicale*, oct. 1922 p. 45.

bases d'une nouvelle Internationale. Mais les délégué de la C.G.T.U., prisonniers de leur mandat, n'y donnèrent par leur adhésion.

Ainsi, le 26 juin 1922, lors de la tenue du congrès de Saint-Étienne, la question de l'Internationale restait entière.

Le congrès « s'est prononcé contre la constitution de toute nouvelle Internationale syndicale, tout en renouvelant l'affirmation de la nécessité de l'autonomie syndicale déjà faite dans tous les précédents congrès, en fixant le maintien de cette autonomie comme condition expresse de l'adhésion de la C.G.T.U. à l'I.S.R. » (1)

On sait déjà que Moscou envoya un message à ce congrès et que Losovsky, secrétaire de l'I.S.R., y fit lui-même un discours. Le congrès décida finalement de mandater ses délégués pour défendre au sein du deuxième congrès de l'I.S.R. le principe de l'autonomie syndicale et pour voter contre l'application de l'article 4 et surtout de l'article 11 des statuts de l'I.S.R.

« Le Congrès espère que le deuxième congrès de l'I.S.R. lui donnera pleine satisfaction et décide, au cas où satisfaction ne lui serait pas donnée, de consulter à nouveau les syndicats avant de prendre toute décision. » (2)

En présence de cette résolution, le bureau exécutif de l'I.S.R. demanda à la Commission exécutive de la C.G.T.U. de se charger, sur la question des relations réciproques entre l'I.C. et l'I.S.R., de la rédaction

(1) *La vie syndicale* oct. 22 p. 46.

(2) *La vie syndicale* oct. 22 p. 43.

d'un rapport qui serait soutenu au deuxième congrès de l'I.S.R.

Ce deuxième congrès de l'I.S.R. s'est tenu à Moscou, en novembre 1922. Le rapport présenté par la délégation française de la C.G.T.U., tendait à subordonner l'adhésion de la C.G.T.U. à l'I.S.R. à la modification de deux articles de l'I.S.R. : l'article 4, paragraphe 7, relatif à la composition de l'I.S.R., et l'article 11, relatif aux rapports entre l'I.S.R. et l'I.C.. Le sens des modifications proposées par la C.G.T.U. était de rendre facultatifs, circonstanciels, les accords avec la parti communiste que les statuts de l'I.S.R. déclaraient obligatoires.

L'I.S.R., sentant sans doute qu'elle perdrait un appoint important si elle ne donnait pas satisfaction à la C.G.T.U., adopta son point de vue. Il fut ajouté un quatrième paragraphe à l'article 11, mais dans le sens des modifications précédentes. Dans le même sens aussi, furent faites les modifications aux résolutions. (1)

(1) Voici les textes anciens et les textes nouveaux des statuts de l'I.S.R. modifiés au 2^{ème} congrès :

Article 4. — Composition (7^{ème} condition)

Texte ancien. — L'accord complet avec toutes les organisations révolutionnaires et le parti communiste du pays, dans tous les actes offensifs et défensifs contre la bourgeoisie.

Texte nouveau. — L'accord *facultatif et selon les circonstances* avec toutes les organisations révolutionnaires et le parti communiste du pays dans tous les actes offensifs et défensifs contre la bourgeoisie.

Article 11. — Les rapports avec l'Internationale Communiste.

Texte ancien. — Pour établir des liens solides entre l'I.S.R. et la III^e I.C. le Conseil central :

1^o Envoie au Comité exécutif de la III^e I. C. trois représentants avec voix délibératives ;

2^o Organise des séances communes avec le Comité exécutif de la III^e I.C. pour la discussion des questions les plus importantes du mouvement ouvrier international et pour l'organisa-

La C.G.T.U. ayant obtenu satisfaction, son adhésion à l'I.S.R. devint alors un fait accompli.

Nous avons déjà vu que cette adhésion à Moscou, en créant un nouveau dualisme, au point de vue des Internationales, entre la C.G.T. et la C.G.T.U., rendait en ce moment plus épineuse la question nationale de l'unité et du front unique. Nous avons vu aussi que cette adhésion a été beaucoup critiquée, ses adversaires ne voyant dans les concessions de Moscou que des concessions de pure forme. Il est probable que le prochain congrès de la C.G.T.U. se prononcera sur cette adhésion, mais la Commission exécutive de la C.G.T.U. reste confiante.

« Nous faisons confiance aux syndicats et nous espérons désormais que, débarrassée des vaines discussions et des polémiques stériles, la C.G.T.U. apportera dans la besogne d'organisation et d'action révolutionnaire un esprit méthodique, capable de réaliser en France

tion d'actions communes ;

3° Quand la situation l'exige il lance des proclamations d'accord avec l'I.C.

Texte nouveau. — Pour coordonner les efforts entre toutes les organisations révolutionnaires, le bureau exécutif peut, éventuellement :

1° Conclure des accords avec le Comité exécutif de la III^e I.C. ;

2° Organiser des séances communes avec le Comité exécutif de la III^e I.C. pour la discussion des questions les plus importantes du mouvement et pour l'organisation internationale d'actions communes ;

3° Lancer des proclamations d'accord avec l'I. C. ;

4° Créer des comités d'action chaque fois que les circonstances l'exigent pour l'application des décisions communes et pour le temps nécessaire à cette application.

(Textes cités par « la Vie syndicale » de janvier 1923 et « la Vie ouvrière » du 26 janvier 1923 ; voir aussi dans ce dernier numéro les modifications aux résolutions dans la partie ayant trait aux rapports de l'I.S.R. et de l'I. C.

Toutes ces modifications résultent de l'adoption des propositions de la C.G.T. française).

le bloc du monde ouvrier contre nos ennemis de classes, en même temps qu'elle apportera son appui le plus dévoué et le plus effectif à l'I.C. et à la Révolution » (1)

Revenons à la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam. Nous l'avons laissée à la fin de 1921 et au début de 1922. En 1922, son activité s'est manifestée à deux reprises. D'abord dans un congrès international tenu à Rome en avril 1922 ; il y fut discuté sur le désarmement et sur la loi de huit heures. Ensuite, dans le congrès pacifiste international tenu à la Haye du 11 au 15 décembre 1922. Nous en avons déjà parlé à propos de la C.G.T. et à cause de la part prépondérante qu'y prit cette dernière. Nous ne pouvons que répéter tout le bien que nous pensons de cette affirmation de pacifisme, car, à notre sens, ce n'est que sur le plan d'un vaste pacifisme que la situation mondiale actuelle pourra peu à peu retrouver son équilibre qu'elle a perdu.

Enfin, le 27 janvier 1923, la Fédération internationale d'Amsterdam, en liaison avec les deux Internationales socialistes, a protesté contre l'occupation de la Ruhr et a réclamé l'intervention de la Société des Nations.

Voilà donc la situation actuelle de l'internationalisme ouvrier. On voit qu'ici encore il y a une cassure très nette entre les groupements révolutionnaires ; ici même le front unique semble plus difficile à réaliser que dans le cadre national français.

C'est qu'il faut bien le dire, il en est un peu de la Fédération syndicale internationale comme de l'actuelle C.G.T. ; son programme est très tempéré, c'est surtout du réformisme qu'elle poursuit. Nous avons vu que

(1) *La Vie syndicale* janv. 1923 p. 99.

les déclarations de Jouhaux relatives à cette Internationale contiennent surtout un désir de concorde. (1)

Aussi on comprend la haine que Moscou a vouée à Amsterdam. Le paragraphe 6 de l'article 3 des statuts de l'I.S.R. exige la rupture avec Amsterdam et dans le préambule de ces mêmes statuts il est dit :

« ...Toutes les Internationales ayant existé jusqu'à ce jour ne furent, en réalité, que de simples bureaux d'information, ignorant la lutte de classes. Aujourd'hui, l'Internationale syndicale d'Amsterdam répond encore moins que sa devancière aux exigences du moment.

La première exécutait seulement un travail d'information ; l'Internationale actuelle fait en plus une besogne anti-ouvrière, bourgeoise, mettant en pratique la politique de collaboration des classes, et propageant l'idée de passage paisible du capitalisme au socialisme. C'est en somme une Internationale de réaction contre la lutte pour la libération de la classe ouvrière. » (2)

Ainsi, aujourd'hui, Moscou est une Internationale ouvrière en opposition directe avec la politique internationale des états dits capitalistes. L'Internationale d'Amsterdam ne réalise pas ce même degré d'opposition. Mais de même que nous avons étudié l'actuelle C.G.T. en même temps que le syndicalisme révolutionnaire, il nous semble que la Fédération d'Amsterdam devait être étudiée à cette place, car elle est une émanation de groupements, — ou d'anciens groupements, — révolutionnaires.

(1) V. sup. page 204.

(2) *La Vie syndicale* janv. 1923 p. 113.

C. — L'INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS CHRÉTIENS, INTERNATIONALE DE COLLABORATION DE CLASSES.

Nous avons dit, au début de cette étude des Internationales, que l'internationalisme ouvrier répond au syndicalisme révolutionnaire, sauf pour une exception. Il convient donc maintenant de signaler brièvement cette exception.

Nous voulons parler de l'Internationale constituée par les syndicats chrétiens. Les bases en furent jetées à Paris, en 1919, dans un congrès international représentant 600.000 travailleurs et 8 pays. Un autre congrès international eut lieu à la Haye le 15 juin 1920. 9 pays y furent représentés. L'Allemagne avait été admise, et il faut citer le chiffre imposant des travailleurs chrétiens allemands représentés à ce congrès, 1.250.000.

Le siège de l'Internationale créée fut fixé à Utrecht. La Suisse reçut la présidence, la Hollande le secrétariat.

Cette Internationale s'inspire des mêmes principes de collaboration de classes que la Confédération française des travailleurs chrétiens, et, en tous cas, cette dernière a déclaré dans son congrès de mai 1920 « qu'elle ne devra dans aucun cas, même dans le but de faire triompher un intérêt de classe, se dresser contre l'intérêt général de la nation. »

C'est là, pour la France, la seule manifestation d'une Internationale ouvrière à tendance très nette de collaboration de classes, la Confédération nationale du travail et l'Union générale des syndicats réformistes ne voulant agir, nous l'avons vu, que dans un cadre strictement national.

2. LE SYNDICALISME OUVRIER ET L'ŒUVRE DE PACIFICATION SOCIALE INTERNATIONALE. PARTICIPATION DU SYNDICALISME OUVRIER FRANÇAIS A L'ÉLABORATION DE LA PARTIE XIII DU TRAITÉ DE VERSAILLES.

Avec le dernier paragraphe de ce chapitre, nous allons étudier, sur le terrain de la politique internationale, non pas peut-être tout à fait de la collaboration de classes, mais au moins de la participation de classes. C'est la toute première période de l'après-guerre qui va nous fournir la matière de ce paragraphe.

Il s'agit de la participation du syndicalisme ouvrier français — en fait de la C.G.T. (1) — à l'élaboration de la partie XIII du traité de Versailles, partie relative à l'organisation internationale du travail. (2)

Dès le 15 août 1915, la C.G.T. votait une résolution par laquelle elle demandait au prolétariat international d'accepter la proposition de la Fédération américaine du travail, dont nous avons parlé plus haut. (3)

La conférence proposée par cette Fédération entendait réaliser la paix sur les bases suivantes :

- 1^o Suppression du régime des traités secrets ;
- 2^o Respect absolu des nationalités ; -

(1) La Confédération française des travailleurs chrétiens, lors du Congrès international de 1919, transmit au président du Conseil un programme de législation ouvrière internationale.

(2) Bien entendu, nous ne voulons pas étudier ici cette organisation, telle qu'elle résulte de la partie XIII ; ce serait sortir de notre sujet. Nous voulons seulement indiquer la participation du syndicalisme en général et de la C.G.T. en particulier à la rédaction de cette partie XIII, et montrer, à côté des déceptions qu'elle a causées, les espoirs que l'on peut encore mettre en elle.

Pour des détails sur l'organisation internationale du travail (Conférence internationale et Bureau international du travail.) V. Pic Législation indust. 1922 p. 102 et s et L. Rolland cours législ. indust. Paris 1920-21.

(3) V. sup. page 203.

3^o Limitation des armements ;

4^o Arbitrage obligatoire des conflits entre nations ;

5^o Constitution des États-Unis du monde.

On a vu, aussi, qu'à la fin de la guerre, et sur l'initiative de la C.G.T., une conférence ouvrière internationale se tint à Berne en 1919. On sait d'autre part qu'à cette époque la C.G.T. française était à son apogée. Elle avait établi son programme minimum de revendications qui s'ouvrait sur « les conditions de la paix juste », et qui réclamait « la participation ouvrière à la conférence de la paix. » Il y avait aussi la leçon de la guerre, qui, comme nous l'avons vu, « a donné à la législation du travail une importance primordiale. » (1)

Les gouvernements ne pouvaient négliger ni cette force d'alors du syndicalisme ouvrier, ni les justes aspirations qui l'animaient.

« Un air jeune et vif soufflait sur le monde des salariés et des employeurs. A ce moment les initiatives les plus hardies étaient permises. » (2)

C'est pourquoi les représentants du syndicalisme ouvrier furent officiellement admis dans la Commission de législation internationale du travail, présidée même par un des leurs, l'américain M. Gompers. Et de vastes espoirs s'ouvraient au monde des ouvriers ; « ils avaient proclamé la charte du travail, les principes fondamentaux qui devaient garantir à tous les salariés bien-être et liberté. Et voici que grâce à l'expérience des hauts fonctionnaires, des savants et d'hommes politiques associés à l'œuvre de la Commission de législa-

(1) V. Sup. p. 94-95 et la citation d'Albert Thomas.

(2) A. Thomas, art. cit. p. 12.

tion du travail, ils avaient fait passer dans le texte même du traité une partie au moins de la charte ainsi proclamée.

Comment n'auraient-ils pas espéré, après tant de luttes âpres et dangereuses, une grande révolution sociale, pacifiquement et progressivement accomplie, mais totale ? » (1)

La partie XIII du traité constituait, nous l'avons vu, « une première affirmation qu'un minimum de justice sociale est nécessaire à l'établissement et au maintien de la paix » (2) ; et le secrétaire de la Fédération syndicale internationale, J. Oudegeest, écrit à propos de l'organisation internationale du travail : « L'article essentiel de la partie XIII est sans doute celui qui stipule que les délégués ouvriers et patronaux aux conférences annuelles doivent être choisis d'accord avec les organisations les plus représentatives de chaque pays ; il en résulte en effet que les éléments les plus vivants et les plus énergiques de la population sont appelés à collaborer à l'œuvre tendant à protéger ceux qui participent à la production.

... Au point de vue de l'histoire de notre époque, il est sans nul doute intéressant de relever que l'initiative de ces dispositions appartient aux militants des organisations ouvrières. Ils furent les premiers à signaler à l'attention publique la nécessité de prendre des mesures de vaste portée afin de rétablir, et si possible d'augmenter la capacité productrice qu'avaient réduite sensiblement les pertes subies par la classe ouvrière.

(1) A. Thomas art. cit. p. 10.

(2) V. sup. p. 204.

... Auparavant, les gouvernements prenaient leurs décisions sans consulter les organisations ouvrières. La guerre a démontré aux gouvernements la puissance de ces organisations, puissance qui, bien utilisée, peut cimenter la vie économique entière et sauvegarder le bien-être et la civilisation, mais qui, négligée, persécutée ou contrecarrée, deviendrait inévitablement une force qui balayerait tout.

Le Conseil suprême a reconnu cette puissance bien-faisante en adressant un appel au travail en vue de la reconstruction du monde, et comme le mouvement ouvrier s'est rendu à son appel, il pourrait être dangereux de le contrecarrer dans sa collaboration à cette reconstruction et de le forcer à choisir d'autres voies, que les obstacles viennent des gouvernements ou des employeurs. » (1)

Sans doute, les réalisations n'ont pas répondu aux espoirs. « Les ouvriers n'oublient pas que le nombre de leurs délégués aux conférences annuelles du travail et au Conseil d'administration du Bureau international du travail est trop réduit, comparé à celui des représentants du gouvernement; ils n'oublient pas davantage que le système des conférences annuelles et leurs méthodes de travail sont susceptibles d'être perfectionnés sensiblement et que les résolutions de ces congrès devraient engager les gouvernements. » (2)

Cependant, les efforts du Bureau international du

(1) J. Oudegeest. Le mouvement syndical international et le bureau du travail. Article de la Revue internationale du travail. Vol. 1, tome 1 p. 46.

(2) J. Oudegeest. art. cit. p. 47.

travail (B.I.T.) ne sont pas négligeables. Si toutes les espérances n'ont pas été atteintes, il faut que ce soit « à les développer que les efforts d'ensemble de tous les travailleurs... tendent... immédiatement. Il n'est pas indifférent pour nous de constater que la première manifestation de la société des Nations sera la conférence internationale de législation sociale qui s'est tenue à Washington, pour laquelle, reprenant un vœu que nous avons fait admettre par la conférence de la paix, l'Internationale ouvrière a fait admettre la participation de tous les états sans exception. » (1)

Sans doute, il s'est fait une réaction contre cette organisation internationale du travail, « contre l'esprit de Versailles et de Washington... contre les réformes trop généreuses » (2). Mais par la déclaration de principes inscrite au seuil de la partie XIII « les hautes puissances contractantes se sont pour ainsi dire engagées à respecter certaines règles générales de la protection ouvrière » (3) et aujourd'hui, « grâce à l'organisation nouvelle, l'œuvre de législation internationale ne pourra être ni négligée ni étouffée. (4)

Sans doute encore, à l'heure actuelle, l'organisation internationale du travail trouve-t-elle des critiques au sein même de la classe ouvrière ; nous ne parlons pas, bien entendu, de la C.G.T.U. qui voit dans le Bureau international du travail un organe bourgeois. Mais le syndicalisme de collaboration de classes lui-même,

(1) L. Jouhaux op. cit. p. 203.

(2) A. Thomas art. cit. p. 13.

(3) — — — p. 15.

(4) — — — p. 17.

sauf peut-être la Confédération des travailleurs chrétiens, est peu favorable à ce B.I.T., tel du moins qu'il fonctionne actuellement. La C.G.T. a parlé de sa faillite.

Pourtant, quelles que soient les critiques actuelles, il n'est pas douteux que la C.G.T. elle-même garde encore de l'espoir en la Société des Nations, puisqu'à son tout dernier congrès de fin janvier 1923 elle lui lança un appel; il n'est pas douteux encore qu'il y a eu une participation des classes sociales à l'élaboration d'une charte internationale du travail; c'est là le fait nouveau et intéressant à retenir.

Les imperfections étaient certaines. D'abord parce-qu'il s'agissait d'une réglementation nouvelle; ensuite parceque la perfection est l'apanage des Dieux seuls. « Il n'a pas suffi d'un trait de plume magique, fût-il tracé avec une plume d'or, au bas du traité de paix, pour que fussent instaurés tout d'une pièce le droit international et la force internationale » (1)

Au fond, il ne faut pas que la classe ouvrière se défende d'avoir ainsi donné spontanément sa collaboration à l'œuvre de paix, si imparfaite que soit celle-là, même en matière d'organisation du travail. C'est par une collaboration de ce genre qu'elle a pu montrer qu'il y avait en elle une grande soif d'idéalisme, une haute aspiration vers un avenir meilleur. Et sur cette période de foi cette page d'Albert Thomas est trop belle pour que nous la citions pas en entier à la fin de cette étude :

« En cette période unique qui va du congrès de

(1) A. Thomas art. cit. p. 8

Berne à la conférence de Washington, ouvriers, gouvernements, patrons ont cru à la possibilité de créer un organisme capable d'atténuer pour la masse des salariés « l'injustice, la misère et les privations. » Ainsi ont-ils dit, ensemble.

L'organisation internationale du travail subsiste comme un souvenir de cet instant inouï. L'esprit qui intérieurement devait l'animer peut avoir été altéré par la reprise des luttes sociales. Ses pouvoirs n'en subsistent pas moins. Les conventions où s'inscrivent des velleités de justice n'en demeurent pas moins possibles. Les premières fondations demeurent solides.

C'est en des moments de foi intense et unanime que les communes du Moyen-Age décidaient la construction de leurs cathédrales. Puis les luttes des partis et des classes, souvent, reprenaient violentes, sanglantes même. Lentement, pourtant, au long des siècles, les cathédrales, pierre à pierre, surgissaient, comme le témoignage tangible du premier acte de foi.

Ainsi sera bâtie, suivant le plan audacieux de ses premiers artisans, l'organisation internationale du travail. (1)

Il faut souhaiter qu'il en soit ainsi et il ne faut pas que les ouvriers se défendent d'avoir été au nombre de ces « premiers artisans. » Il faut même souhaiter, si chimérique que cela soit, que nos neveux assistent un jour à une collaboration de toutes les classes de tous les pays, et établissent, à côté de la charte internationale du travail, la charte internationale du Monde.

(1) A Thomas art. cit. p. 22.

CONCLUSION

LES MAUVAISES ET LES BONNES CHOSES DU SYNDICALISME OUVRIER.

LE SYNDICALISME OUVRIER DE DEMAIN.

LA CONFIANCE QU'IL FAUT TÉMOIGNER A LA CLASSE OUVRIÈRE.

Ayant achevé cet essai de synthèse du mouvement syndicaliste ouvrier contemporain, il nous reste, en guise de conclusion, à donner sur lui quelques impressions générales.

On se rend compte de quelle circonspection il faut user pour porter sur une matière actuellement aussi trouble, aussi bouillonnante d'idées et de faits, des jugements nettement affirmatifs. Il faut, plus que jamais, dans une conclusion de ce genre, revenir à cette méthode historique dont nous parlions au début de cet ouvrage, et ne trancher qu'après avoir accumulé un chiffre assez élevé d'observations impartiales et rigoureuses.

Lorsqu'il est parlé des « paradoxes répugnants et hideux » de la classe ouvrière, nous dit M. Leroy, c'est que « ces négations, avant d'être blâmées, n'ont été soumises à aucune observation préalable ; elles n'arrivent que de seconde ou troisième main, déformées sous les yeux des censeurs. C'est avec des idées et des sentiments honorables sans doute, (cel ne fait pas ques-

tion), mais étrangers aux phénomènes syndicalistes que ces censeurs regardent, jugent, enfin condamnent» (1)

Nous nous sommes efforcé d'observer. Nous avons vu dans le syndicalisme un des courants sociaux les plus importants de l'époque, et nous avons été d'autant moins surpris de le voir profondément troublé, que nous l'avons surtout étudié dans cette période d'après-guerre, au cours de laquelle pas une institution sociale économique et financière n'a subi le choc d'un bouleversement mondial auquel, hélas, le traité de Versailles, déjà vieux de quatre ans, n'a pas mis fin encore. Et c'est parce que le trouble au sein duquel se débat le syndicalisme ouvrier actuel ne nous a pas surpris, que nous pensons que peu à peu il se fera plus calme et plus serein, et se dégagera de toutes ses impuretés.

Oui, nous pensons que peu à peu les mauvais éléments se dégageront d'eux-mêmes. Il est bon, dans la tourmente qui n'est pas encore tout à fait apaisée, de conserver parfois un certain optimisme. Ayons cet optimisme dans le syndicalisme ouvrier, parce que c'est là un mouvement qui contient en soi une grande vertu et qui porte sans doute une part des germes de l'organisation de la Société de demain.

Pour que notre conclusion réponde à notre pensée profonde, il faut donc que nous recherchions ce qui, à notre sens, est « la bonne part » du syndicalisme ouvrier actuel et ce qui en est « la mauvaise part ». Avec la bonne part, nous atteindrons les sommets d'une haute sérénité : et peut-être alors que de ces

(1) M. Leroy. La coutume ouvrière p. 2.

sommets nous pourrions apercevoir, vers la ligne des lointains horizons, les contours encore assez flous du syndicalisme de demain, mais en qui il faut mettre beaucoup de foi, cette foi dont parle Albert Thomas et qui permet seule les grandes œuvres.



1. LES MAUVAISES ET LES BONNES CHOSES DU SYNDICALISME OUVRIER.

Débarrassons-nous d'abord du mauvais aspect du syndicalisme. Nous l'avons en partie signalé au fur et à mesure de nos développements. C'est d'abord la tendance parfois trop forte du syndicalisme à étouffer l'individu. Or, il ne faut pas qu'il en soit ainsi; il faut que subsistent les initiatives individuelles qui sauvegardent mieux le génie d'invention de l'homme, ainsi que ce haut sentiment de la responsabilité qui le pousse à toujours mieux faire.

C'est ensuite et surtout l'affirmation du syndicalisme révolutionnaire de la nécessité de la lutte de classes avec ses moyens de mise en pratique, l'action directe et la grève générale. Cette affirmation est d'autant plus blâmable qu'elle repose sur une erreur, l'erreur marxiste de la thèse catastrophique. Aujourd'hui, plus que jamais, cette théorie est fausse et dangereuse. Devant l'immense tâche de reconstruction qui s'impose à l'homme, l'humanité ne pourra atteindre les rives d'un avenir meilleur que si toutes les classes sociales se liguent fortement, dans un sursaut d'énergie, pour le pansement des plaies et le redressement du monde.

Il faut encore blâmer le démagogisme de certains

militants ambitieux qui abusent parfois de l'ignorance du prolétariat.

Il faut aussi regretter la lamentable scission qui s'est produite dans le syndicalisme révolutionnaire, puisqu'elle ne fait qu'attiser les haines entre des gens dont la vie et les aspirations sont les mêmes, et qu'elle n'a u'a fait que détacher des prolétaires du syndicalisme. Il faut même regretter, comme nous l'avons déjà fait, que le syndicalisme de collaboration de classes soit coupé en trois tronçons et ait ainsi moins de forces pour l'aboutissement de justes revendications sociales.

Mais, à côté de cela, il y a de bonnes choses dans le syndicalisme ouvrier. Signalons d'abord l'avantage que les salariés y trouvent. « L'ouvrier se syndique ; par le syndicat, il n'est plus un pauvre homme isolé n'ayant de valeur que dans la mesure où il est dépendant d'un autre homme, celui qui le paie et qui le dirige : groupé avec ses camarades, ses égaux, il apprend à voir, à discuter sa profession et sa dépendance ; grâce à la solidarité, il devient un homme. » (1)

Par le syndicalisme, l'ouvrier, dont la grande industrie avait effacé la personnalité dans l'usine, peut discuter avec le patronat, et nous avons signalé déjà tout l'avantage des conventions collectives, émanation de l'autonomie de la volonté.

Le syndicalisme précise peu à peu les règles de ce « droit prolétarien » dont parle M. Leroy. Par lui, l'ouvrier s'éduque, prend une conscience de classe et développe ainsi sa sociabilité.

(1) M. Leroy. *La coutume ouv.* p. 55.

De cette sociabilité naît même une vertu morale, la morale du groupe. Voici ce qu'écrit H. Lagardelle : « Le mouvement syndicaliste est plus encore un agent de progrès moral que de progrès économique. Dans un monde où le goût de la liberté est perdu, dans un temps qui n'a plus le sentiment de la dignité, il fait appel aux forces vives de la personne humaine, et donne un exemple permanent de courage et d'énergie. C'est en ce sens qu'il fait l'éducation de la Société. Il est comme le foyer ardent dont la chaleur rayonne dans l'ensemble du corps social.

Quel prodige que celui d'avoir restauré le principe de l'initiative collective, du groupement social, par rapport aux déprimantes pratiques de l'intervention étatique ! Songez que même les hommes les plus façonnés par l'autorité pour la servitude, les fonctionnaires, tous ceux qui dépendent de l'administration et de la politique ont esquissé le geste de la révolte et affirmé la souveraineté du travail libre !

Vraiment, au souffle de l'action prolétarienne, il y a quelque chose de changé, et là où on ne trouvait hier que des êtres asservis, commencent à se lever des hommes. » (1)

Malgré des exagérations, il y a une part de vérité dans ces lignes. Et Jaurès disait : « Le syndicalisme devient ainsi pour les prolétaires un grand ressort de vie intellectuelle et morale. Il est tout ensemble pour eux l'idée et le fait, la pensée et l'action, le présent et l'avenir. » (2)

C'est encore une bonne et rassurante chose de voir

(1) H. Lagardelle op. cit. p. 294.

(2) Cité par H. Lagardelle op. cit. p. 365.

dans quelle voie une grosse partie du syndicalisme — et nous faisons surtout allusion à la vieille C.G.T. — semble aujourd'hui s'engager. Avec la guerre, les méthodes d'organisation de la production, un peu estompées autrefois par les questions de répartition, sont redevenues des questions de tout premier plan. Il n'est pas douteux que nous assistons à une sorte de résurrection du Saint-Simonisme, autre preuve de l'éternel recommencement de l'histoire. La création de groupements techniques comme l'U.S.T.I.C.A., la recherche de méthodes administratives par des théoriciens de tous ordres, en sont la preuve suffisante (1). Or le syndicalisme n'est pas indifférent à ce mouvement : « tel qu'il se présente aujourd'hui, il fournit une doctrine cohérente de l'administration de la production. » (2)

D'ailleurs, de tous temps, le syndicalisme voyait dans les syndiqués bien plus des producteurs que des citoyens ; mais aujourd'hui, ses conceptions se sont précisées et on a vu que la C.G.T., en particulier, abandonnant la chimère de la lutte des classes, a élaboré, depuis la fin de la guerre, un programme constructif. Elle veut prendre part au relèvement du pays ; c'est une ambition qu'il ne faut pas lui enlever. Nous avons vu que par la création du C.E.T. elle voulait établir un programme d'action dans le domaine de la production. Bien plus qu'un état dans l'état, il faut voir dans ce

(1) Pour développements sur cette résurrection du Saint-Simonisme, voir Germain-Martin, cours de législ. indust. cité. Notons aussi dans un ordre d'idées très proche, l'organisation des intellectuels par la Confédération des Travailleurs intellectuels. (C.T.I.).

(2) M. Leroy. Techn. nouv. du synd. p. 124.

C.E.T. une initiative heureuse dont les imperfections sont celles de toutes les institutions nouvelles.

Il faut même retenir, à propos de cette orientation du syndicalisme ouvrier, la part qui est faite aux techniciens et à l'intelligence en général. Le syndicalisme ouvrier commence à comprendre que les forces manuelles et intellectuelles sont à ce point complémentaires que chacune d'elles ne pourrait vivre sans l'appui des autres. Et par là il reconnaît l'erreur de Marx et de G. Sorel qui réclamaient l'élimination des éléments intellectuels. (1) « En s'ouvrant largement de nos jours aux techniciens et aux professions libérales, et même aux créateurs de sons et de formes, aux sociologues et aux économistes le syndicat l'a élargie (la civilisation) jusqu'à la faire coïncider avec toutes les forces vraiment vivantes et créatrices de la production technique et de l'intelligence savante ou artiste. »

La formule n'exprimait hier que l'ambition d'une catégorie de producteurs; elle s'efforce aujourd'hui d'intégrer toute la richesse de pensée et d'actions de tous les producteurs » (2-3).

Et, plus loin, M. Maxime Leroy nous dit : « Hier le poing frappe; aujourd'hui la main s'ouvre pour travailler, pour diriger la production. Raccourci d'histoire par symboles simples. »

La classe ouvrière songe non plus (du moins dans ses élites) à « refaire » du pouvoir, partant à prendre la direction de la police, c'est-à-dire à imiter les très vieux

(1) V. Georges Sorel. *Avenir Socialiste des syndicats* dans *Matér. d'une théorie du prolét.* p. 133.

(2) M. Leroy Tech. nouv du synd. p. 18.

(3) Signalons la création récente par la C. G. T. d'une « Université du travail » devant assurer aux ouvriers une éducation non seulement technique, mais intellectuelle. Le mot *Université* est peut-être un bien grand mot, mais le généreux sentiment auquel il correspond l'excuse amplement.

gestes, les très anciennes brutalités de ses maîtres, mais à organiser le travail selon la liberté, c'est-à-dire à inventer des gestes libérateurs que ses maîtres ne lui ont jamais enseignés. » (1).

Peut-être est-ce encore trop dire. Mais il n'est pas douteux que le syndicalisme ouvrier en général marche aujourd'hui sur une route nouvelle, plus large, plus aérée. Et alors il reste à se demander, en entrant dans le domaine de l'hypothèse, ce qu'il adviendra de ce mouvement dans le futur.

2. — LE SYNDICALISME OUVRIER DE DEMAIN. LA CONFIANCE QU'IL FAUT TÉMOIGNER A LA CLASSE OUVRIÈRE.

Pour que le syndicalisme ouvrier continue à être une grande force, il faudra tout d'abord que les querelles intestines qui déchirent le syndicalisme révolutionnaire s'atténuent. Nous pensons qu'il en sera ainsi, parce que nous savons que les deux fractions désirent l'unité. Elles ne le cachent d'ailleurs pas. L'unité se refera-t-elle dans l'une ou l'autre des deux C. G. T. ou au dessus d'elles, comme dit « la Vie ouvrière » du 26 janvier 1923 ? Il n'importe ; l'essentiel est que l'unité se refasse. Et malgré les excès et les fautes — peut-être même à cause des excès et des fautes — nous pensons que le syndicalisme révolutionnaire reviendra à une tradition saine et durable. D'abord parce que « le génie d'une nation semble avoir besoin des plus fortes exagérations, parfois même des plus impardonnables défauts, des violences les plus outrancières pour exprimer sa force et son originalité. Le temps tasse ensuite peu à peu cette fougue et ce

(1) M. Leroy Tech. nouv. du synd. p. 105

lyrisme ; et ce n'est qu'en sa maturité que le génie s'affirme en œuvres apaisées et que le groupe devient traditionnel » (1). Ensuite, parce que nous avons vu que la mise en action de toute doctrine ne va pas sans un certain conservatisme.

Une fois cette unité refaite sur des bases solides, le syndicalisme pourra envisager l'avenir. Que sera pour lui ce dernier ? Il serait difficile de le dire de façon précise. Pourtant, nous savons déjà que le syndicalisme est une force qui monte et que ce sont seulement ses excès qui ont brisé, en France, son essor qui s'annonçait comme très vaste. Nous savons qu'il s'accroît d'autant plus qu'il correspond davantage à cette réaction de chaque jour contre les principes trop individualistes de la Révolution française.

Deux questions sont seulement délicates à trancher : la tendance qu'a le syndicalisme à avoir au moins une compétence obligatoire, — sinon à être obligatoire lui-même —, deviendra-t-elle une part de notre législation de plus en plus socialisée, et le syndicalisme gagnera-t-il toutes les classes sociales, constituant ainsi dans le pays une organisation nouvelle, basée sur un vaste regroupement fédéraliste ?

Nous savons le danger d'une compétence obligatoire des syndicats arrachée par la violence. Le conflit latent du syndicalisme et de l'état deviendrait un conflit aigu.

A notre sens, cette compétence s'établira sans doute, mais il faut qu'elle s'établisse par des moyens pacifiques, légaux, et la meilleure solution nous paraît celle de la

(1) M. Leroy. *Tech. nouv. du synd.* p. 18.

représentation professionnelle syndicale. Nous croyons fermement que cette représentation, encore en désaccord avec nos mœurs parlementaires trop exclusivement politiques, entrera un jour dans le domaine des institutions. Elle aura cet heureux effet de donner aux groupements syndicaux une compétence obligatoire, mais non pas exclusive, puisqu'il faudra que les décisions de ces groupements soient ratifiées par une autre chambre, la chambre parlementaire. Ainsi, on évitera le danger de courte vue que porte en elle toute institution exclusive.

Cette représentation atténuera encore très certainement le principe de lutte des classes, que remplacera, de plus en plus, la législation sociale étendue. Avec cette représentation syndicale, il ne sera pas nécessaire de rendre le syndicat obligatoire (1). Sans doute, il le sera en fait, puisqu'en fait les groupements syndicaux pourront être seuls représentés. Mais l'obligation n'étant pas formelle, il n'y aura pas à fixer de cadres, de lignes rigides, et ainsi disparaîtra le principal obstacle à la compétence obligatoire des syndicats que dénonce M. Paul-Boncour : « On peut craindre que les intérêts

(1) Nous avons souvent parlé de représentation syndicale. Qu'on n'aille point en inférer que nous ne sommes pas partisan d'une représentation ouvrière hors des syndicats. Mais il faut bien reconnaître que la masse ouvrière des non-syndiqués est une masse inorganique, encore qu'elle soit la majorité. Et la représentation se fera beaucoup mieux par l'intermédiaire du syndicat.

On peut objecter que si cette représentation devient un monopole de fait du syndicat elle risquera de perdre de sa valeur, puisqu'elle ne sera faite qu'au nom d'une minorité, celle des ouvriers syndiqués. Mais on peut répondre qu'elle aura pour effet d'attirer *volontairement* dans les syndicats des ouvriers organisés, et, par là, la minorité sera de moins en moins accusée.

supérieurs du progrès économique ne soient plus sauvegardés dans une organisation professionnelle aux cadres obligatoires, aux lignes arrêtées. On peut craindre que ces groupements à la souveraineté desquels sera conférée une compétence obligatoire, auxquels il suffira d'exprimer leur volonté pour l'imposer à tous, tendent fatalement à empêcher tout progrès nouveau, à conserver jalousement les situations acquises dont ils seront l'expression, ou du moins à entraver le plus possible les changements qu'ils ne pourront empêcher. C'est là l'esprit des corporations, esprit trop connu pour que nous ayions besoin d'y insister. Mais qu'on ne s'y trompe pas ; c'est aussi l'esprit des groupements professionnels modernes. Les inventions n'ont quelquefois pas d'adversaires plus terribles que les groupements qui représentent l'industrie dans laquelle elles s'emploient. Dans les groupements d'aujourd'hui, comme dans les corporations de jadis, les majorités sont plutôt hostiles aux transformations » (1).

D'autre part, le syndicalisme s'étendra-t-il progressivement à toutes les classes sociales ? Cela n'est pas tout à fait impossible. On sait que c'est l'idée que M. Duguit soutient depuis 1908 ; pour lui le syndicalisme « n'est pas une transformation de la seule classe ouvrière ; il s'étend à toutes les classes sociales et tend à les coordonner en un faisceau harmonique » (2). Et, plus récemment, M. Duguit a écrit : « Il faut voir en effet dans le syndicalisme un mouvement qui tend à donner une structure juridique définie aux différentes

(1) P. Boncour op. cit. p. 419.

(2) L. Duguit, le droit social 119.

classes sociales, c'est-à-dire aux groupes d'individus qui sont déjà unis par une similitude de besogne dans la division du travail social, et, en même temps, par une communauté plus étroite d'intérêts. On a pu constater historiquement que les luttes de classes ont été d'autant moins vives que les classes étaient plus hétérogènes, et plus juridiquement délimitées. Alors s'établit une coordination des diverses classes entre elles, qui réduit au minimum les luttes sociales, et protège en même temps fortement l'individu encadré dans son groupe contre les revendications des autres classes et contre l'arbitraire d'un pouvoir central » (1). Selon M. Duguit, les groupements de classes sociales tendront vers une fin « d'intégration sociale » (2). Peut-être même y aura-t-il entre ces classes une coordination, une hiérarchie. En tous cas, le syndicalisme fera « naître entre elles une série de pouvoirs et de devoirs réciproques » (3). Il n'est pas douteux que s'il doit en être ainsi du mouvement syndicaliste, la notion actuelle de l'état subira une forte modification ; la vieille notion de souveraineté sera fortement ébranlée. Et voilà comment M. Duguit entrevoit cet état futur :

« Au sommet, des gouvernants représentant la majorité effective des individus composant le groupement social ; à eux, point le droit de puissance publique, mais le devoir d'employer la plus grande force à la réalisation du droit au sens le plus large, leur action se réduisant, pour l'accomplissement des activités techniques, à un rôle de surveillance et de contrôle.

(1) L. Duguit Droit const. cit. p. 508.

(2) et (3) L. Duguit. Droit const. p. 510.

Dans la société, des groupements syndicalistes, fortement intégrés, fédérés par professions, et ayant une représentation politique assurant une forte limitation au pouvoir des gouvernants. La lutte de classes éteinte ou du moins apaisée par l'établissement conventionnel de règlements déterminant les relations des classes entre elles et inspirés par une conscience nette de leur interdépendance. Les services publics exécutés et dirigés par des corporations de fonctionnaires, responsables de leurs fautes à l'égard des particuliers et placés sous le contrôle et la surveillance des gouvernants.

Mais, direz-vous, c'est un rêve. Point du tout. Je ne fais là que résumer les principaux éléments de l'évolution qui s'accomplit sous nos yeux » (1).

Il est vrai que cette transformation complète n'est pas encore faite. « Aucune doctrine, écrit M. Turgeon, aucune puissance n'a le don de transformer d'un coup les hommes. Les changements à vue ne réussissent qu'au théâtre. Si l'on veut instaurer le paradis sur terre sous la forme du fédéralisme, il faudra beaucoup de temps. La société rêvée ne se bâtira pas en un jour. Et les syndicalistes sont pressés d'agir, pressés de jouir. Auront-ils la sagesse d'attendre ? » (2).

Il faut penser qu'ils auront cette sagesse.

Dès maintenant, il faut rendre hommage aux efforts qu'ils ont fournis pour s'élever dans la société, et nous pouvons le faire d'autant mieux que nous avons d'avantage blâmé les fautes. « La douloureuse et parfois san-

(1) L. Duguit *Le droit social* p. 147.

(2) Ch. Turgeon. *L'esprit syndicaliste*. Article de la *Revue d'Écon. pol.* 1908. T. 22 p. 95.

glante lutte menée par le prolétariat pour être admis enfin à constituer, dans une société hostile, les institutions qui doivent, selon une gradation que nous avons pu suivre, servir à sa défense corporative, à son émancipation et bientôt à la réorganisation de la société humaine, n'a été ni illusoire, ni inféconde. Les forces que nous y avons consacrées, les sacrifices que plusieurs générations des nôtres y ont consentis n'ont pas été perdus » (1).

[En multipliant ses efforts pour la construction d'une société meilleure et pour la reconnaissance des droits intangibles du travail, le syndicalisme ouvrier fera oublier ses fautes, et, en se confondant de plus en plus, qu'il soit révolutionnaire ou partisan de la collaboration, il deviendra une force de plus en plus grande.

« Or, écrit M. Martin Saint-Léon, il semble bien que la courbe soit de nature rassurante.

En grande majorité, les syndiqués ouvriers ont reconnu au moins implicitement qu'ils avaient fait fausse route, que le monde ne se transforme pas en un jour, qu'il fallait décidément compter avec les obstacles, avec les difficultés nées non pas seulement de la résistance des hommes, mais de celle des choses et aussi avec cette action du temps qui ne garde pas ce qu'on fait sans lui. Les grands événements sont de grands maîtres; puissent, ainsi que nous l'espérons, leurs leçons n'être pas perdues!

.... Si alors un traité de paix ou tout au moins un long armistice pouvait être signé entre les deux partis,

(1) L. Jouhaux. op. cit. p. 221.

un tel événement serait une éclatante victoire de la raison et de la vraie fraternité. On aurait ainsi fait, et pour longtemps il faut l'espérer, cette économie que l'un des orateurs communistes déclarait tout à l'heure impossible : l'économie de la Révolution » (1).

Ne désespérons pas de ce triomphe de la raison : la raison finit toujours par s'imposer. Les troubles au sein desquels se débat actuellement le syndicalisme dureront peut-être longtemps encore ; ils ne cesseront peut-être que lorsque l'économie mondiale sera assainie et que lorsque la classe ouvrière aura reçu un premier rudiment d'éducation.

Mais faisons confiance à cette classe ouvrière.

Il arrive parfois, en des régions montagneuses, que le voyageur trouve dans des petites rivières que des orages avaient troublées des paillettes d'or mêlées à l'épais limon. Ainsi, en toute chose, il faut extraire la gangue. Quand celle de la classe ouvrière sera tombée, peut-être alors découvrira-t-on, dans le cœur de cette classe, d'inestimables trésors de fraternité, de cette fraternité qui pourra seule, comme le flambeau antique, éclairer la marche en avant de l'humanité.

(1) E. Martin St-Léon. — Communiqué à l'Acad. des Sciences morales et politiques du 6 mai 1922. Conclusion.

BIBLIOGRAPHIE (1)

I

VOLUMES ET ARTICLES DE REVUES

PAUL-BONCOUR. — Le fédéralisme économique. Vol. 2^e édit 1901.

Léon DUGUIT. — Le droit social, le droit individuel et les transformations de l'état. Vol. 1^{re} édit. 1908.

Léon DUGUIT. — Traité de droit constitutionnel. Vol. 2^e édit Tome 1, 1921.

Léon DUGUIT. — La représentation syndicale au parlement (article de la Revue politique et parlementaire 1911. Tome 69, p. 28 à 46).

Eug. d'EICHTAL. — Présent et avenir du syndicalisme (article de la Revue politique et parlementaire 1913. T. 78, p. 279 à 286).

Léon JOUHAUX. — Syndicalisme et C. G. T. Vol. 1920.

Léon JOUHAUX. — Le Conseil économique du travail (article de la Revue internationale du travail 1921. Vol. 1, n^o 2 p. 179 à 187).

H. LAGARDELLE. — Le socialisme ouvrier. Vol. 1911.

F. LARNAUDE. — Les libertés individuelles. Cours de doctorat. Paris, 1921-1922.

Maxime LEROY. — La coutume ouvrière. 2 vol. 1913.

Maxime LEROY. — Les techniques nouvelles du syndicalisme. Vol. 1921.

Paul LOUIS. — Histoire du mouvement syndical. Vol. 1907.

(1) Nous n'entendons pas épuiser ici la bibliographie complète et très vaste du syndicalisme ouvrier. Nous voulons seulement mentionner les documents qui ont servi d'une façon directe à l'élaboration et à la construction de cet ouvrage.

- G. DE MARCIEU. — Les syndicats catholiques du Comm. et de l'Industrie. Vol. 1920.
- Germain MARTIN. — L'organisation industrielle. Cours de doctorat. Paris 1921-22.
- E. MARTIN-SAINT-LÉON. — Syndicalisme ouvrier et syndicalisme agricole. Vol. 1920.
- E. MARTIN-SAINT-LÉON. — Communication à l'Académie des Sciences morales et politiques, 6 mai 1922.
- MERMEIX. — Le syndicalisme contre le socialisme. Vol. 1908.
- J. OUDEGEEST. — Le mouvement syndical international et le Bureau international du travail. (Article de la Revue internationale du travail 1921. Vol. 1. Tome 1, p. 45 et s.).
- A. PAWLOWSKI. — Les syndicats jaunés. Vol. 1911.
- P. PIC. — Législation industrielle, 8^e édit. Vol. 1922.
- G. PIROU. — A propos du syndicalisme révolutionnaire : théoriciens et militants. (Article de la revue politique et parlem. 1911. T. 70, p. 130 à 142).
- L. ROLLAND. — Cours de législation industrielle. Paris 1920-21.
- L. DE SEILHAC. — Les congrès ouvriers en France. 2 vol. 1897-1906.
- Georges SOREL. — Réflexions sur la violence. Vol. 5^e édit. 1922
- Georges SOREL. — Avenir socialiste des syndicats dans Matériaux d'une théorie du prolétariat. Vol. 1919.
- Albert THOMAS. — L'organisation internationale du travail. (Article de la Revue internationale du travail 1921. Vol. 1. T. 1, p. 5-à 23).
- H. TRUCHY. — Cours d'économie politique. T. II. Vol. 1921.
- Ch. TURGEON. — L'esprit syndicaliste (article dans la Revue d'économie politique 1908. T. 22, p. 81 à 85).
- E. VILLEY. — Nouvelles forces sociales : le syndicalisme. (Article dans la Revue d'économie politique 1907. T. 21, p. 721 à 735).

II

BROCHURES ET JOURNAUX

- G. DUMOULIN. — Le syndicalisme français et la guerre ; rôle de la fraction minoritaire de la C. G. T. Broch. 1918.
- G. DUMOULIN. — La vie ou la mort du syndicalisme. Le programme de la C. G. T. Broch. 1920.

- MERRHEIM. — La révolution économique. Broch. 1919.
MERRHEIM. — Amsterdam ou Moscou. Broch. 1921.
G. MONMOUSSEAU. — Le syndicalisme devant la révolution.
Broch. 1922.
G. MONMOUSSEAU. — La dictature du prolétariat. Broch. 1922.
G. MONMOUSSEAU. — Le contrôle syndical et les comités
d'usine. Broch. 1922.
L'action confédérale et la grève des cheminots. Brochure de
la C. G. T. 1920.
LE PEUPLE — Quotidien de la C. G. T.
L'ATELIER. — Hebdomadaire de la C. G. T.
LA VOIX DU PEUPLE. — Organe officiel mensuel de la C. G. T.
LA VIE OUVRIÈRE. — Hebdomadaire de la C. G. T. U.
LA VIE SYNDICALE. — Organe officiel mensuel de la C. G. T. U.
BULLETIN MENSUEL des syndicats chrétiens.
L'AVENIR SYNDICAL. — Organe de la C. N. T.
L'AURORE SYNDICALE. — Organe de l'Union générale des syndi-
cats réformistes.

Vu et permis d'imprimer

Le président de thèse :

L. ROLLAND.

Le Doyen :

H. BERTHÉLEMY.

Le Recteur :

P. APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

INTRODUCTION. — L'importance sociale du syndicalisme ouvrier	5
---	---

CHAPITRE I

LES CARACTÈRES DOMINANTS DU SYNDICALISME OUVRIER. LE SYNDICALISME OUVRIER DEVANT LE DROIT PUBLIC

I. — Généralités	13
II. — Caractères dominants du syndicalisme ouvrier (concentration, « tyrannie syndicale », antidémocratie, pouvoir à des minorités).	18
III. — Manifestation de ces caractères sur le terrain du droit public. Le double conflit entre le syndi- calisme et la liberté individuelle d'association d'une part, et entre le syndicalisme et l'état d'autre part.	32
1. Le conflit entre le syndicalisme et la liberté individuelle d'association	33
2. Le conflit entre le syndicalisme et l'état. . .	40
IV. — Conséquences de ces caractères et de leurs mani- festations : rôle social du syndicalisme. . . .	54

CHAPITRE II

LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE OU DE LUTTES DE CLASSES. SES PRINCIPES, SON HISTOIRE JUSQU'À NOS JOURS

I. — La doctrine du syndicalisme révolutionnaire à la veille de la guerre. La charte d'Amiens de 1906. . .	57
1. La lutte de classes.	60
2. L'action directe (sabotage et boycottage). . .	61
3. L'antipatriotisme et l'antimilitarisme . . .	65
4. La grève générale.	68

5. Critiques des principes du syndicalisme révolutionnaire	76
II. — Le syndicalisme révolutionnaire dans les faits	
de 1914 jusqu'à nos jours. L'apogée de la C. G. T. ; ses fautes, la scission. Les deux confédérations actuelles (C. G. T., C. G. T. U.).	88
1. Le syndicalisme révolutionnaire de 1914 au congrès de Lyon 1919.	88
2. Le congrès de Lyon (sept. 1919), apogée de la C. G. T. Le Conseil économique du travail, les premiers symptômes de schisme en 1919.	95
A. Le conseil économique du travail.	97
B. Premières fautes. Premiers symptômes de schisme en 1919.	100
3. L'année 1920. Les fautes, les échecs.	102
A. Première crise d'autorité	103
B. Les grèves de mai 1920 : échecs, consé- quences.	103
C. Le congrès d'Orléans (sept. 1920)	108
D. Nouvelle crise d'autorité : formation des comités syndicalistes révolutionnaires (C.S.R.) le « noyautage »	109
E. Les projets de contrôle ouvrier.	111
4. Les poursuites judiciaires contre la C. G. T. Sa dissolution (janv. 1921).	115
5. L'année 1921. Nouvelles crises d'autorité. Le congrès de Lille. Vers la scission.	118
A. Le congrès de Lille (juillet 1921).	119
B. Vers la scission. Les dernières phases.	121
a) Le comité conféd. national de la C. G. T. de septembre 1921.	121
b) La grève des textiles du Nord et le congrès de l'Union des syndicats de la Seine de novembre 1921	122
c) Le congrès unitaire de décembre 1921.	122
6. Consommation de la scission (février 1922). Formation de la C. G. T. Unitaire.	123
7. Après la scission. Les deux confédérations (C. G. T. et C. G. T. U.). Leur activité jusqu'à nos jours	123
A. La C. G. T. U.	126
a) Les premiers mois.	126

b) Le congrès unitaire de Saint-Étienne (juin 1922).	127
c) Les tendances.	131
d) L'adhésion de la C. G. T. U. à l'Internationale syndicale rouge de Moscou (novembre 1922).	131
e) Activité générale de la C. G. T. U.. . . .	132
B. La C. G. T. depuis la scission.	135
a) Le congrès pacifiste international de la Haye (décembre 1922).	136
b) Le 23 ^e congrès confédéral de Paris (janv. fév. 1923).	136
8. La situation actuelle des deux confédérations. La question de l'unité et du front unique. . . .	140
III. — Ce qui reste aujourd'hui des principes du syndicalisme révolutionnaire de la charte d'Amiens. Un retour à ces principes est-il possible ? — Correctifs à certains de nos jugements sur le syndicalisme révolutionnaire.	145

CHAPITRE III

LE SYNDICALISME DE COLLABORATION DE CLASSES

I. — Son caractère récent et ses principes généraux : entente avec le patronat, amélioration de la législation ouvrière.	154
II. — La fédération des syndicats jaunes d'avant-guerre	167
III. — Les groupements ouvriers actuels de collaboration de classes.	171
1. La Confédération française des travailleurs chrétiens	171
2. La Confédération nationale du travail.	176
3. L'Union générale des syndicats réformistes. . .	182

CHAPITRE IV

LE SYNDICALISME OUVRIER AU POINT DE VUE DE LA POLITIQUE INTERNE ET LA POLITIQUE INTERNATIONALE

I. — Le syndicalisme ouvrier au point de vue de la politique interne : l'opposition, la collaboration. . .	187
1. L'opposition entre le syndicalisme et l'état. . .	187

2. La collaboration entre le syndicalisme et l'état. Représentation à certains conseils supérieurs. La question de la représentation professionnelle. . .	188
A. Représentation ouvrière dans différents conseils (Conseil supérieur du travail, conseil consultatif du travail).	189
B. Autres formes de collaboration.	191
C. La question de la représentation profession- nelle et la représentation syndicale.	192
II. — Le syndicalisme ouvrier au point de vue de la politique internationale. L'opposition : les internationales ouvrières. La collaboration : participation du syndicalisme ouvrier à l'élabo- ration de la partie XIII du traité de Versailles. .	198
1. L'affirmation internationale du principe de lutte de classe : les internationales ouvrières. .	198
A. L'internationale révolutionnaire ouvrière jusqu'en 1919.	200
B. Les internationales dans l'après-guerre. Créa- tion de la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam, et de l'Internationale syndicale rouge, filiale de l'Internationale communiste de Moscou. La lutte entre ces deux interna- tionales. Leurs congrès. Modifications aux statuts de l'Internationale syndicale rouge. .	203
C. L'internationale des travailleurs chrétiens, internationale de collaboration de classes. .	214
2. Le syndicalisme ouvrier et l'œuvre de pacifi- cation sociale internationale. Participation du syndicalisme ouvrier français à l'élaboration de la partie XIII du traité de Versailles. . . .	215

CONCLUSION

LES BONNES ET LES MAUVAISES CHOSES DU SYNDICALISME OUVRIER. LE SYNDICALISME OUVRIER DE DEMAIN	
LA CONFIANCE QU'IL FAUT TÉMOIGNER A LA CLASSE OUVRIÈRE	
1. Les mauvaises et les bonnes choses du syndica- lisme ouvrier	224
2. Le syndicalisme ouvrier de demain. La confiance qu'il faut témoigner à la classe ouvrière. . . .	229
BIBLIOGRAPHIE.	237
TABLE DES MATIÈRES	240



